

**Des centrales nucléaires  
françaises  
pour la Chine ?**

LIRE PAGE 26

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beauvillier

Directeur : Jacques Fauvet

1.60 F

Abonnement 1 an : 150 F (hors taxes)  
Abonnement 6 mois : 80 F (hors taxes)  
Abonnement 3 mois : 45 F (hors taxes)  
Abonnement 15 jours : 15 F (hors taxes)  
Abonnement 7 jours : 8 F (hors taxes)  
Abonnement 3 jours : 4 F (hors taxes)  
Abonnement 1 jour : 1 F (hors taxes)  
Tous les abonnements sont payables à l'avance.  
Les abonnements sont envoyés en France.  
Les abonnements sont envoyés en France.  
Les abonnements sont envoyés en France.

## M. Carter s'entretient avec M. Giscard d'Estaing après avoir rencontré M. Sadate à Assouan

**Du bon usage  
des voyages**

Dans le salon d'honneur de l'aéroport d'Orly, les États-Unis et la France se rencontrent ce mercredi à mi-chemin de leurs incertitudes. Car si les deux pays ont en commun deux siècles et deux ans de souvenirs, alternant gloires et malheurs, si leur sort est lié pour le meilleur et pour le pire, leur avenir immédiat apparaît également incertain. Washington, un an après son inauguration, s'interroge encore sur M. Carter. Nouvel apôtre de la paix et de la vertu, ou pré-ventuel mal à l'aise dans des fonctions trop complexes pour ses bonnes intentions ? Quant à M. Giscard d'Estaing, à trois mois d'élections qui peuvent le mettre en face d'une Assemblée ingouvernable, il en est réduit pour l'instant à passer en lui-même l'autorité de sa lourde charge.

Il y a cependant de par la géographie et l'histoire, différence d'échelle entre les deux hommes d'État. Le président de la République française se rend à Assouan, à l'étranger et y reçoit à égards qu'il lui soit dû. Sa site achevé, il retourne à l'Élysée, à la présidence des États-Unis, si vite soit-il, se doit de suivre la voie de ses prédécesseurs à la guerre. Ses déplacements limitent pas à des échanges et de bons procédés bilatéraux. Il sillonne les cieux et ne terre pour prendre le 1 de la planète. Le choix de Assouan est toujours significatif, mais ce ne sont jamais que étapes d'une trajectoire. Même si Carter, à l'instar de ses prédécesseurs, ne peut encore déployer cette dimension de leur pouvoir. Sans doute les murs du Kremlin ne s'y prêtent-ils pas, tandis que la Maison Blanche n'est pas seulement la résidence du 1600 Pennsylvania Avenue : légallement et moralement, elle suit le président partout où il se trouve.

Cette mobilité mesure toute la stature variable, incongrue, qui, depuis les beaux jours de Sochumbe et de Polaski, s'est allongée entre les États-Unis et l'Europe — en même temps que se trépassait la durée du parcours, conscience d'une convergence idéologique, dans le cadre atlantique, rien au-delà, tend à croître en action inverse de la commune d'esprit qu'elle rassemble. C'est probable que Washington et Lafayette, pourtant les et de tempéraments différents, étaient plus proches l'un que ceux qui peuvent l'être d'aujourd'hui M. Carter et M. Giscard d'Estaing.

Il semblerait que les hommes d'État ne s'entretiennent pas uniquement d'affaires d'État, qu'ils aient d'avantage — ne fût-ce qu'un tout petit peu — aux millions d'individus qui sont dans leur sillage ou leur mouvance, qu'ils se rendent compte que leurs conversations réciproques s'intéressent que les chancelleries et la presse tant qu'ils n'auront pas réfléchi aux moyens d'établir un « concert des nations » entre les populations qui, pour voyager le plus en plus, ne se comprennent pas nécessairement mieux qu'il y a cent ans.

C'est à quoi devrait servir cette amitié franco-américaine, si souvent exaltée entre puissances et initiés, mais qui n'a encore trouvé ni l'air de son épanouissement ni les instruments de son approfondissement. Les « échanges culturels » sont excellents en soi, mais qui peut ignorer qu'ils tournent en rond et, surtout, que les États-Unis — et principalement le Congrès — ne leur accordent qu'une attention minime ? De récentes initiatives privées s'efforcent à en élargir l'horizon, mais ne sont-elles pas rapport à ce qu'il faudrait accomplir ?

Omaha-Beach — un prodige au service de la liberté — Versailles, l'aurait peut-être en ruine sans sauvegarde financière de ses initiateurs américains. Autant haltes nobles et sentimentales, ais il faudrait maintenant se tourner vers l'avenir.

**« Il faut qu'Israël se retire des territoires occupés en 1967 »**

**A AFFIRMÉ LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS**

Une heure après son arrivée à Paris, ce mercredi 4 janvier, M. Jimmy Carter, accompagné du président de la République, devait déposer à 18 h. 10 une gerbe sur la tombe du soldat inconnu. Les deux chefs d'État auront ensuite un tête-à-tête avant que le président des États-Unis prononce un discours, à 20 h. 20, au Palais des congrès sous l'égide de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Jeudi, M. Carter et M. Giscard d'Estaing se rendront en Normandie sur les plages de débarquement de 1944. Ils auront un second tête-à-tête dans le train du retour vers Paris. Le chef de la Maison blanche quittera Paris vendredi matin pour se rendre à Bruxelles.

L'audience accordée à M. Mitterrand par M. Carter

est officiellement confirmée, elle aura lieu vendredi à 8 h. 35. Avec un entretien avec M. Van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E. (jeudi matin), ce sont pour le moment les seuls rendez-vous pris par le président des États-Unis en dehors de son programme officiel. L'ambassade américaine a indiqué que M. Carter espérait rencontrer d'autres personnalités françaises au dîner de Versailles jeudi. Quant à M. Chirac, maire de Paris, il a fait savoir que M. Carter ne viendrait pas à l'Hôtel de Ville. Il s'abstiendra de paraître aux cérémonies officielles.

À ASSOUAN, ce mercredi matin, le président des États-Unis a eu un entretien de cinquante minutes avec M. Sadate. Le chef de l'État égyptien a ensuite déclaré que leurs vues étaient

« identiques », et qu'ils étaient convenus de « certaines initiatives ». M. Carter a dit de son côté qu'Israël devait se retirer des territoires occupés en 1967, ce qui, dans la formulation anglaise employée par M. Carter, ne permet pas de savoir s'il s'agit de tous les territoires occupés, et reconnaître « les droits légitimes » des Palestiniens.

À RIYAD, mardi, M. Carter n'a pas réussi à faire approuver par les Saoudiens, chefs de file des Arabes modérés, les tractations entre l'Égypte et Israël ni à leur faire partager ses vues sur les mérites du plan Begin.

M. Boumedienne, quant à lui, a entamé un voyage d'information au Proche-Orient. Le président algérien est arrivé mardi à Bagdad.

### Relance de l'activité ou relance de la crise ?

par PAUL FABRA

Parce que l'activité économique y a encore plus de « tonus » qu'ailleurs, la politique économique des États-Unis est proposée en exemple aux autres nations industrialisées, notamment par les experts de l'O.C.D.E. Le président Carter ne manquera pas de se prévaloir de ce témoignage pour écarter les critiques suscitées par la chute du dollar. Le

maintien d'un « bon » taux de croissance aux États-Unis n'est-il pas indispensable pour empêcher le monde de retomber dans une récession aux effets peut-être plus dévastateurs que celle de 1975 ? C'est sur cette idée que sont fondées les prévisions du jour.

Mais il faut savoir que les prévisions économiques ont changé de nature. Naguère, elles s'exerçaient à l'intérieur d'un système imparfait mais régi de même par des mécanismes connus. On pouvait prévoir son fonctionnement, compte tenu de l'indéfinissable marge d'ajustement d'un système à l'incertitude que comporte nécessairement l'avenir. Un autre facteur de fragilité d'importance grandissante : les indispensables points de repère s'estompent peu à peu à cause du dérèglement du système.

(Lire la suite page 22.)

### NOUVELLE ET FORTE CHUTE DU DOLLAR

La chute du dollar s'est accentuée sur tous les marchés hier, mercredi matin. Il se négocie à Paris à 4,615 F, tandis qu'à Francfort et à Zurich il atteignait des records absolus de baisse, simultanément, le cours de l'or fait un nouveau bond en avant. Il était à Londres à plus de 172 dollars l'once. (Lire page 26)

### L'escale de Ryad ne semble pas avoir été fructueuse

Ryad. — M. Carter a-t-il regagné à Ryad des dirigeants saoudiens le message « froid et nu » qu'il tenait en réserve pour M. Sadat à New-Delhi ? Du côté américain, on dément énergiquement, bien entendu, que les entretiens de Ryad aient été un échec. Le moins qu'on puisse dire pourtant est que l'optimisme un peu forcé affiché par les responsables de la diplomatie américaine quelques heures d'abord, puis annulé.

Le premier entretien que M. Carter eut avec le roi Fahd, à l'issue duquel il se rendit au banquet officiel, le président dit encore une conversation d'un peu

De notre envoyé spécial

plus d'une heure avec le prince Fahd, vice-premier ministre et homme fort du régime, suivie par une réunion d'un quart d'heure d'urgence aux ministres des Affaires étrangères et aux conseillers. Mais la partie américaine avait laissé prévoir une déclaration commune qui fut finalement émise d'abord séparément, puis annulée. Rétroactivement, M. Carter la remplaça par un communiqué unilatéral indiquant que, après « un examen détaillé de l'évolution diplomatique depuis la visite de M. Sadat à Jérusalem », il avait « fait valoir les possibilités qui se présentaient de poursuivre les négociations pour un règlement définitif de la question arabo-israélienne ». Il a réaffirmé la détermination du gouvernement américain de faire avancer le processus de paix. Les conversations ont aussi porté sur les problèmes du pétrole (M. Carter s'est dit « encouragé par la décision responsable » prise par l'O.P.E.P. en ce qui concerne les prix).

Il semble en fait, que les responsables américains aient abordé cette avant-dernière partie de leur voyage — la plus difficile — avec un temps de retard. Annonceant, samedi dernier, la rencontre prévue pour ce mercredi avec le président Sadat à Assouan, M. Brzezinski, conseiller du président, avait affirmé que l'objectif visé était d'introduire les Arabes modérés dans la négociation en cours. Or on n'en est plus, comme il y a une dizaine de jours encore, à espérer une parité entre les deux camps. Les négociations, aux conversations du Caire ou de Jérusalem, mais plutôt à faire en sorte que ces conversations, menées entre la seule Égypte et Israël, soient maintenues à

flot. A ce propos, on a visiblement sous-estimé dans l'entourage de M. Carter l'hostilité pourtant clairement exprimée par les Arabes modérés au plan Begin, de même que la déception éprouvée dans le même camp après la déclaration du président américain sur ledit plan.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Jamais deux sans trois

Atant d'accueillir le président Carter à Paris, on a dû vérifier la compétence des interprètes et le bon fonctionnement des microphones. La loi des séries doit cependant hanter l'esprit des cabinets de part et d'autre.

Jamais deux sans trois, dit-on, et en ce cas, il est permis de se demander quelle « loi » pourrait marquer le passage du président américain dans notre pays.

Il en est une qui vient à l'esprit quand on considère l'état de la circulation dans la capitale. Avec un peu d'habitude dans le maniement des bagages pour travaux, des sens interdits et des voies express, il ne serait pas si tout invraisemblable que le cortège officiel se trompe de chemin et se rende à l'Hôtel de Ville au lieu d'aller à l'Élysée.

ROBERT ESCARFIT.

### Le Chili « normalisé »

Six millions d'électeurs chiliens ont été appelés à se rendre aux urnes mercredi 4 janvier pour participer au référendum organisé par le général Pinochet. Ils devaient répondre par « oui » ou par « non » à une double question. Soutiendront-ils le chef de l'État dans sa défense de la dignité du Chili et réaffirmeront-ils la légitimité du gouvernement face à l'agression internationale sans retour aux Nations unies ?

Prendant publiquement la parole pour la première fois depuis quatre ans, M. Eduardo Frei, ancien chef d'État et dirigeant de la démocratie chrétienne, a condamné le référendum pour des

raisons juridiques (Le Monde du 4 janvier). Plusieurs personnalités de l'ex-Unité populaire, en particulier M. Carlos Altamirano, leader du parti socialiste, ont, de leur côté, qualifié la consultation de « mascarade ».

Le général Gustavo Leigh, commandant en chef de l'aviation et membre de la junte, a en revanche démenté, mardi, que les membres des Forces armées aient été incités à ne pas participer au référendum. Il a admis avoir formé des observations sur le fond. La marine de guerre a publié un communiqué identique.

### I. — L'homme au service de l'économie

Santiago. — Où est donc la répression ? Les touristes occidentaux qui débarquent à Santiago en ce début d'été austral s'étonnent. Quel de plus tranquille que la capitale chilienne assoupie sous le soleil ? En quelle autre capitale latino-américaine

trouverait-on aussi peu de policiers dans les rues ? Santiago donne bien l'image d'une ville normalisée.

Certes, les organes d'information évoquent toujours le problème des droits de l'homme. Les quotidiens favorables au gouvernement s'indignent de la condamnation du Chili par l'Assemblée générale des Nations unies. Les revues d'opposition (il en reste à Santiago) profitent de l'occasion pour revenir sur le thème. Mais c'est là un débat par procuration, par ONU interposée. Curieusement, le sujet semble davantage attirer l'attention de l'étranger que des Chiliens. Pour ceux-ci il est passé à l'arrière-plan par rapport aux problèmes plus quotidiens posés par la situation sociale.

« Les droits sociaux, les droits du travail, ce sont pour nous les droits de l'homme de tous les jours », affirme un avocat spécialiste des questions syndicales. Il s'agit, à long terme, pour le gouvernement, d'un problème plus délicat que la torture ou la répression individuelle, d'ailleurs en régression. Car il touche au modèle économique mis en œuvre par la junte et à ses conséquences sociales. Il est très brutalement lié au régime. Le gouvernement, d'ailleurs, a conscience que le vent a tourné, et que c'est sur le front social qu'il pourrait avoir une rude tâche. « Maintien, toute l'attention va vers la situation économique et sociale », reconnaît-il. Il y a peu le président Pinochet en présence de dirigeants syndicalistes.

(Lire la suite page 4.)

### UNE « SOMME » DE ROBERT FOSSAERT

#### Marx désensablé

La danse macabre des « nouveaux philosophes » autour de Marx n'a pas découragé un chercheur comme Robert Fossaert. L'entreprise qu'il a commencée de conduire et qui ne verra son terme que dans plusieurs années appartient avant tout au domaine du charisme qu'il a voulu, du philosophe, de l'économiste et du sociologue.

Sous le titre la Société, c'est une véritable « somme » qu'il nous propose. Huit tomes dont les deux premiers seulement viennent d'être publiés : « Une théorie générale » et « Les structures économiques ». Il sera suivi de livres sur : Les appareils, « Les classes », Les États, « Les structures idéologiques », Les systèmes mondiaux, et « Sociétés et Sociétés ». « Tant qu'à vouloir transformer la société, autant savoir de quoi l'on parle. » C'est de cette idée toute simple qu'est parti notre auteur. Construire le socialisme. Fort bien. Mais il reste à inventer. Curieusement, pour ce faire, Fossaert se retourne vers Marx. Comme si, décidément, le force d'attraction du « prophète barbu » était irrésistible. En fait, la démarche est un peu plus compliquée que cela. Après Ernst Mandel, Balibar, après Althusser surtout — pour ne parler que de l'après-guerre — Robert Fossaert plante le soc de sa charrue dans le terre du Capital et des autres écrits

de Marx. Et il creuse son sillon à une profondeur inaccoutumée. Ainsi juge-t-il insoutenable la formule de « socialisme scientifique » (qui est d'ailleurs d'Engels). Une politique, — par définition, écrit-il, doit toujours traiter des problèmes que la vie sociale fait surgir, que ces problèmes soient déjà posés — ou non — quelques décennies scientifiques. Figer cette liaison mobile en une prétendue politique scientifique n'enrichit aucunement la politique et stérilise la science.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 2.)

### Le 1<sup>er</sup> anniversaire du Centre Georges-Pompidou

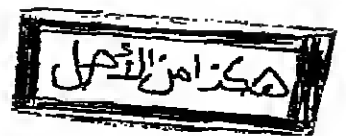
Le Centre Georges-Pompidou fête le 1<sup>er</sup> février son premier anniversaire. Au rythme de vingt mille visiteurs par jour, il aura accueilli en deux mois six millions de personnes. Nous présentons dans ce numéro des arts et des spectacles un premier bilan de son activité. (Lire p. 10 et 11.)

Mme Rose-Marie Carter vient ce mercredi après-midi le Centre en compagnie de Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing. Elle sera accueillie à 16 h. 30 par M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement.

**le mur de Cartier**

Paris

La grille du plus grand joaillier  
signe l'harmonieuse synthèse de leur perfection technique  
et de leur raffinement esthétique.









## LA TOURNÉE DE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

**Il faut qu'Israël se retire des territoires occupés**  
déclare M. Carter à Assouan

Assouan (U.P.I.). — Après un entretien de cinquante minutes avec le président Carter, l'ambassadeur d'Assouan, le président Sadate a déclaré : « Je suis très heureux de dire que nos vues sont identiques et que nous avons convenu de certaines initiatives afin de maintenir le mouvement (« momentum ») vers la paix. Nous allons vers la paix, une paix véritable, une paix permanente, dans cette région. »

M. Carter a déclaré à son tour que les États-Unis entendent « jouer un rôle actif » dans la recherche de la paix. Il a ajouté : « Nous sommes convaincus que certaines principes fondamentaux doivent être observés avant de pouvoir établir la paix. D'abord, la paix totale doit être fondée sur des relations normales entre les parties qui en conviennent. Ensuite, il faut qu'Israël se retire des territoires occupés en 1967 (1). »

Troisièmement, le problème palestinien doit être résolu sous

POINT DE VUE

## CHER MONSIEUR CARTER

par CLAUDE BOURDET

COMME beaucoup d'intellectuels et de journalistes français, j'ai eu des sentiments mitigés au moment de l'élection de M. Carter à la présidence.

N'oublions l'impression d'avoir beaucoup de bonne volonté, et de vouloir changer profondément le style de la politique américaine. Toutefois, il faut reconnaître une certaine déception, il y avait un peu trop d'homme neuf, alors qu'il était un politicien de carrière comme les autres. De plus, il avait, et encore, d'étroites liaisons avec la Commission trilatérale fondée par David Rockefeller, président de la Chase Manhattan, il

**M. CARTER RECEVRA M. MITTERRAND**  
**MAIS NE SE RENDRA PAS**  
**A L'INVITATION DU MAIRE DE PARIS**

Le président des États-Unis a confirmé que, en dépit de son emploi du temps très serré, il recevra M. Mitterrand, vendredi 8, à la résidence de l'ambassadeur américain, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

En revanche, M. Carter n'envisage pas de se rendre à l'Yvel

de Ville de Paris, comme il est de tradition pour les chefs d'État étrangers en visite officielle en France. M. Chirac a manifesté à l'égard de l'ambassadeur des États-Unis, son « étonnement », et regrette que M. Carter n'ait pas envisagé de « saluer la population parisienne à travers ses élus » (Le Monde du 4 janvier).

Le maire de Paris a également fait savoir qu'il s'abstenait de paraître aux cérémonies officielles, si la tradition d'hospitalité de la capitale était bafouée.

De son côté, un porte-parole de l'ambassade des États-Unis à Paris, indique que M. Carter continuera d'espérer, comme nous l'avons fait, que le président Carter et M. Chirac pourront se rencontrer à l'une ou à plusieurs des manifestations prévues pendant la visite en France du président des États-Unis, par exemple à l'occasion du dîner du 5 janvier à Versailles. Selon l'entourage du maire de Paris, une telle offre n'est pas de nature à satisfaire M. Chirac, qui souhaite que la tradition soit respectée.

Quant à M. Jean Lecanuet, il nous a indiqué que, ayant sollicité aucune audience, il serait amené à rencontrer le président américain à l'occasion des cérémonies officielles.

**M. CHEVÈNEMENT (P.S.) : une**  
**connivence avec la majorité**  
**actuelle.**

M. Jean-Pierre Chevènement, membre du bureau exécutif du P.S., a estimé, mardi 3 janvier à Dijon, que « la venue du président Carter à Paris, à deux mois des élections législatives, illustre une connivence avec la majorité actuelle, connivence que M. Giscard d'Estaing ne cherche pas le moins du monde à dissimuler ».

Évoquant la récente interview de M. Giscard d'Estaing à la télévision américaine (le Monde du 3 janvier), le leader du CERS a déclaré : « La quête du soutien américain par le président de la République française, au nom de l'anti-communisme, n'est que du vent. Ce type de manœuvre psychologique nous ramène à un passé dont les Français ne veulent plus. (...) Le président Carter est venu à Paris rassurer de la duplicité de la politique française à l'égard de la politique américaine. »

Pour le député de Belfort, c'est le professeur Barre qui est le meilleur exemple de la connivence avec la majorité actuelle, car c'est lui qui a favorisé les spéculations et les grandes migrations à l'étranger du capital français.

Il est vrai, a-t-il conclu, que M. Barre et M. Carter ont fait leurs classes ensemble, à la commission trilatérale ; cela crée bien des liens.

**L'ESCALE DE RYAD**  
**NE SEMBLE PAS AVOIR ÉTÉ FRUCTUEUSE**

(Suite de la première page.)

Sans doute M. Carter n'a-t-il pas dit qu'il était hostile à la création d'un État palestinien, comme on l'a souvent rapporté. Il s'est borné à assurer qu'une autre solution (une entité liée à la Jordanie) avait sa « préférence ». De même, il n'a pas donné son aval au plan Begin : il le considère comme « un grand pas en avant » et une « base réelle de négociation ». Il n'en reste pas moins que ses propos ont été considérés à juste titre comme un encouragement donné à M. Begin de s'en tenir à son plan au moment précis où les Arabes n'en voulaient plus. Cette attitude était d'autant moins compréhensible que certaines dispositions non publiques de ce plan se sont révélées à l'examen nettement moins conciliantes vis-à-vis des Arabes, que ce que M. Begin en donnait à penser dans sa description générale.

Dans ces conditions, l'attitude saoudienne, telle qu'on pouvait la reconstituer à partir d'indications puisées à bonne source avant la rencontre, était plutôt négative : « Il n'est pas question pour nous, disait-on en substance, de renouer au choix stratégique fait par l'Arabie Saoudite en faveur de l'entente avec les États-Unis et le camp occidental ni, bien entendu, avec l'Égypte. Mais il faut bien admettre que l'initiative lancée par le voyage du président Sadate à Jérusalem, initiative d'où n'est issue aucune des décisions au départ, se solde par un échec. M. Carter a contribué à cet échec en disant trop de bien d'un plan israélien inacceptable. Pour notre part, nous prenons encore plus de distance à l'égard du processus engagé. »

Il n'est pas exclu que les explications de M. Carter, données, précise-t-on, du côté américain, « dans une atmosphère chaleureuse et de compréhension », aient amélioré le climat. Mais rien ne justifiait l'optimisme d'un « haut responsable » américain qui, parlant, selon l'usage, dans l'aviation qui conduisait le président à Ryad, avait cru pouvoir affirmer : « Il est évident que les dirigeants saoudiens sont en train de se rapprocher de notre position sur la question palestinienne. Or, les positions des deux pays, et si ce n'est également pour l'Égypte, restent opposées sur deux points fondamentaux : l'autodétermination des populations de Cisjordanie et le droit éventuellement de former leur propre État ; en second lieu, l'évacuation par les troupes israéliennes de ces deux régions. »

Les Américains interrogés ne nient pas la difficulté, mais ils font valoir qu'on peut, en jouant sur les délais et les formules, parvenir à l'autodétermination sans avoir à prononcer le mot. On encaisse ainsi la présence militaire israélienne dans ces régions soit réduite avec le temps au point de devenir symbolique.

Un éditorial paru dans le journal saoudien de langue anglaise résume bien le scepticisme grandissant des hôtes du président. Après avoir indiqué que les dirigeants du pays cessent de se plaindre de la chute du dollar et de l'inflation en Occident s'ils obtiennent satisfaction sur le problème palestinien, l'éditorialiste écrit : « M. Carter a ne pas répéter l'erreur de M. Kissinger, qui sortait de conversations dans les capitales arabes convaincu qu'il avait obtenu ce qu'il était venu chercher. M. Carter a dit que les choses étaient restées en l'état. Il conclut : « M. Carter accélérera grandement le processus de paix s'il se concentre sur l'établissement de garanties sévères avec les parties concernées au lieu d'essayer de convaincre les Arabes que les Palestiniens n'ont pas besoin d'un État ou n'ont pas qualité pour en gouverner. »

MICHEL TATU.

**L'Égypte compte plus que jamais sur les États-Unis**

De notre correspondant

Le Caire. — « Les Américains vont avoir un regain d'influence en Égypte », disait-on dans les cercles diplomatiques du Caire, dès qu'il fut connu que la rencontre Sadate-Begin d'Israël n'avait abouti à aucun résultat concret. Quelques jours auparavant, les mêmes milieux, ainsi que les dirigeants égyptiens, soulignaient que, en prenant son initiative d'aller à Jérusalem et d'engager directement le dialogue avec Israël, le rais « avait manifesté avec son indépendance à l'égard des États-Unis, comme il l'avait fait dans le passé à l'égard de l'Union soviétique ». C'en est fini du rôle d'intermédiaire joué par Washington au Proche-Orient depuis 1973, entendait-on alors.

**L'espoir de pression**  
**sur Israël**

Aujourd'hui, au Caire, les Américains font de nouveau, et plus que jamais, figure de maîtres du jeu et même, à certains égards, de sauveurs. En allant à Jérusalem, le président Sadate espérait que son geste extraordinaire désarmerait le gouvernement israélien, et que celui-ci déciderait, pour obtenir la paix et l'intégration de son pays dans la région, d'évacuer la plus grande partie des territoires occupés en 1967, et notamment la Cisjordanie. Sur ce dernier point, le rais s'étant, au contraire, heurté à un refus israélien, il est logique qu'il se retourne maintenant vers les Américains, commanditaires de l'État juif.

En même temps, et c'est peut-être aussi une sorte de compensation qu'il se donne, le chef de l'État égyptien critique directement, pour la première fois depuis trois ans, la politique d'un président américain, en l'occurrence la récente prise de position de M. Carter contre la création sur la rive occidentale du Jourdain d'un État palestinien indépendant. C'est pourtant au sujet de l'éventuelle entité palestinienne que le président Sadate pourrait se rési-

gner à des « concessions », par exemple en admettant que ce foyer d'atmosphère à l'indépendance avant de nombreuses années ou en acceptant que, même constitué en « État », il n'ait pas, principalement en matière de défense, toutes les prérogatives de la souveraineté internationale.

En échange, l'Égypte attendrait de « sérieuses pressions » sur Israël. De quelle nature devraient-elles être ? Au Caire, la réponse est presque invariable : « Menaces de réduction des fournitures d'armement. » Néanmoins, ceux-là mêmes qui soutiennent de nouveau, depuis la fin du « sommet » de Washington, l'indépendance, sans pression américaine, l'État hébreu n'évacueront jamais les territoires occupés avant d'avoir que tant les groupes de pression israéliens américains que le Congrès n'accepteront jamais que les États-Unis réduisent leur aide militaire à Israël. Cependant, l'Égypte ne peut se résigner à admettre que la plus grande puissance mondiale ne soit pas en mesure d'amener à raisonnable l'un des plus petits pays du globe.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

**M. Boumediène se rend à Bagdad et à Damas**  
**pour organiser le camp des adversaires**  
**de la politique égyptienne**

Entamant un voyage d'information au Proche-Orient, le président algérien, M. Houari Boumediène, est arrivé mardi 3 janvier à Bagdad où il a été reçu par le président Hassan El Bakr et les membres du gouvernement. Le chef de l'État algérien qui est accompagné de M. Boufelfel, ministre des affaires étrangères, de M. Taleb Ibrahim, ministre conseiller du chef de l'État, de M. Benyahia, ministre des finances et de M. Drail, ministre des transports, se rendra ensuite à Damas, puis probablement dans d'autres capitales arabes, notamment Ryad et Aden.

MICHEL TATU.

L'initiative de M. Boumediène, sur laquelle les milieux officiels algériens n'ont rien révélé, pourrait avoir pour objet de préparer un nouveau « sommet du front de refus » semblable à celui qui s'était tenu à Tripoli, en décembre dernier. Selon notre correspondant à Alger, M. Boumediène est persuadé que le monde arabe, divisé par la démarche du président égyptien, peut désormais retrouver la cohésion et surmonter « l'esprit de capitulation » qui a précédé un moment « que le chef du gouvernement israélien avait fait preuve sur tous les sujets » d'une « intransigence mensongère ».

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.

MICHEL TATU.



## AMÉRIQUES

## Le Chili « normalisé »

(Suite de la première page.)

A l'aube de 1978, plus de quatre ans après le brusque changement de cap imposé à l'économie chilienne, l'heure est venue de faire les comptes. Personne ne nie les résultats enregistrés dans la lutte contre l'hyper-inflation et le déficit de la balance commerciale qui, affirmant les actuels responsables de l'économie, avaient laissé le pays à bout de souffle. Mais la brutalité des remèdes appliqués a-t-elle été payante ? Le système se montre-t-il aussi apte à améliorer la situation sociale que les indices économiques ? Le débat sur ce sujet a déjà commencé à Santiago. Il conditionne l'avenir du régime.

L'économie reste plus que jamais aux mains des théoriciens de l'école de Chicago (1). M. Arnold Harberger, qui dirige la faculté d'économie de Chicago, vient de faire sa quatrième visite au Chili. Il y a prodigué conseils et critiques. Ses adeptes locaux, en faisant le bilan de leur gestion, citent d'abord des chiffres. L'inflation, qui était encore de 340 % en 1976, a été réduite à 65 % environ en 1977. La hausse mensuelle de l'indice des prix, en novembre 1977, a été la plus faible enregistrée depuis le coup d'Etat de 1973 : 2,3 %.

En 1975, le déficit de la balance des paiements n'était déjà plus que de 200 millions de dollars. L'année suivante, après avoir payé la totalité du service de la dette et accumulé 450 millions de dollars de réserves en devises, la balance des paiements présentait un solde positif de 480 millions de dollars.

Les économistes chiliens adeptes de l'école de Chicago évoquent, non seulement des chiffres, mais aussi des théories, notamment celle des « avantages compensés », justification majeure de la libération totale du commerce extérieur. Le Chili, affir-

ment-ils, doit cesser de protéger artificiellement son industrie derrière des barrières douanières. L'économie doit au contraire se reorienter vers l'exportation et les secteurs dans lesquels le pays bénéficie d'avantages comparés » au niveau international. Les Chiliens ont donc implanté un modèle de développement fondé sur le libre-échange absolu. Les exemples en vogue aujourd'hui à Santiago sont Taiwan et la Corée du Sud.

On vient d'accélérer encore le processus. Le ministre des finances, M. Sergio de Castro, qui semble devenu le maître à penser de l'économie chilienne depuis le départ de M. Jorge Cauas, nommé ambassadeur à Washington, a annoncé, en décembre, un nouveau train de mesures : le montant des droits de douane devra être réduit, dans un délai de dix-huit mois, à un niveau uniforme de 10 % (il oscille aujourd'hui entre 10 et 35 %). Afin de diminuer les effets négatifs de cette décision sur l'industrie nationale, celle-ci se voit gratifiée de quelques mesures compensatoires : une série de mini-dévaluations successives, une diminution des prestations sociales et des impôts sur la consommation d'énergie.

## Un darwinisme industriel

Les industriels chiliens, selon l'expression de l'un d'eux, ont surtout retenu du système des « avantages comparés » ses « désavantages incomparables ». La brutale libération des importations a laissé certains secteurs nationaux totalement sans défense face à la concurrence étrangère, notamment dans le secteur des textiles et de l'électroménager, importants pourvoyeurs d'emplois. Comment un pays, sous-développé de surcroît, peut-il prétendre appliquer le libre-échange absolu face à des partenaires qui recourent au protectionnisme lorsque

bon leur semble ? C'est ce que se demandent les victimes de la libre concurrence. Le système risquerait de favoriser le dumping : les industriels du textile, par exemple, affirment que le pays est envahi par les surplus vendus traditionnellement en fin d'année à bas prix sur les marchés internationaux.

## Piranés et crocodiles

Les théoriciens de Chicago conservent leur sérénité : il s'agit d'une période de transition ; l'industrie nationale se réadaptera progressivement, en fonction du critère de l'efficacité. En attendant, ce « darwinisme industriel », qui ne laisse survivre que les plus forts, se traduit par une concentration économique accrue, au profit des quelques groupes mieux à même de résister à une telle épreuve de choc. Affaiblis de surcroît par des problèmes de piratage ou les « crocodiles », ils délaissent de plus en plus l'investissement au profit de la spéculation pure et simple.

Non sans raison : face à un marché intérieur déprimé, devant les aléas de la concurrence étrangère, l'investissement s'apparente quelque peu à un jeu de hasard. Le prêt, en revanche, représente un placement sûr, et à court terme : les taux d'intérêt mensuels, à Santiago, oscillent aujourd'hui autour de 7,5 %, affolant les industriels. Même en tenant compte d'une inflation actuellement réduite à 2,5 % par mois, le prêteur ne reste-t-il pas assuré d'un confortable intérêt équivalant à 60 % par an ? Les hauts taux d'intérêt découragent l'investissement. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, si, du scandale des « financiers » (sociétés financières) en faillite à l'écroulement de la Banque Osorno y Union, les chroniques économi-

ques de ces derniers mois, au Chili, sont parsemées de nouvelles d'effondrements ?

Le faible niveau de l'investissement et de l'épargne, dans un marché intérieur déprimé, oblige le gouvernement à recourir à l'endettement extérieur, afin d'assurer un taux de croissance estimé, pour cette année, à environ 8 %. Les responsables de l'économie affirment que le pays a les reins solides et qu'il peut s'auto-financer un certain niveau d'endettement, qui permettra, d'ailleurs, en augmentant la quantité de liquidités disponibles sur le marché, de faire baisser les taux d'intérêt.

Le service de la dette représente, pour l'année 1978, environ 42 % du montant des exportations. C'est un pourcentage inquiétant. Le réajustement de la balance des paiements est dû, en partie, au flux de devises provenant des prêts étrangers. Les tendances de 1977 sont moins favorables : le délaissement de la balance commerciale pourrait atteindre 160 millions de dollars selon les milieux officiels, 250 millions de dollars, selon d'autres sources. La balance des paiements elle-même risque d'être déficitaire, de 50 à 60 millions de dollars. Durant les dix premiers mois de l'année, les importations ont cru à un rythme de 43 %, les exportations de 5 %.

Les responsables de l'économie invoquent la baisse brutale du prix du cuivre, qui, il est vrai, a affecté durement le Chili. Pour les neuf premiers mois de 1977, les rentrées en devises assurées par les exportations de cuivre, ont baissé de 7 % par rapport à la même période de 1976. Mais le pays continuera à dépendre, longtemps encore, du prix du cuivre, même si les exportations traditionnelles sont en augmentation. Ceux qui sont quotidiennement touchés ne peuvent guère avoir droit au chapitre. Le président

Pinochet reçoit de temps à autre les dirigeants syndicaux ; il n'est pas sûr qu'il tienne beaucoup compte de leurs récriminations. Elles sont pourtant nombreuses. Le droit aux négociations collectives est toujours « suspendu », et les augmentations de rémunérations, décidées périodiquement par le gouvernement, ne suivent qu'imparfaitement les hausses anarchiques du coût de la vie. Les prix, en revanche, ont été libérés de tout contrôle.

Selon une récente étude de la revue *Mensaje*, la baisse du pouvoir d'achat des bas salaires est, depuis 1972, de 80 % environ. Une amodiation est cependant perceptible depuis deux ans, et il est vrai que le montant attendu en 1978 excéderait les possibilités réelles de l'économie chilienne. Il n'en reste pas moins que le niveau actuel reste inférieur de quelque 10 % à celui de 1970, considéré comme la dernière année de référence valable.

Les chiffres rendent-ils vraiment compte des problèmes concrets ? Le salaire mensuel minimum est aujourd'hui de 60 dollars, dans une capitale où le coût de la vie est comparable à celui des pays d'Europe occidentale. Et que dire des 200 000 personnes qui survivent grâce au minimum, créé en 1975 par le PIRM (le Programme d'emploi minimum, créé en 1975 par le gouvernement), avec 30 dollars par mois ?

## Un goulot d'étranglement

Il n'est sans doute pas comode de convaincre l'industriel chilien, en difficulté face à la concurrence étrangère, et qui litencie ses ouvriers, que la solution de son problème réside dans un emploi intensif de main-d'œuvre. L'argument est à double tranchant. Il signifie que l'industrie chilienne ne peut aspirer à la

compétitivité internationale qu'en maintenant réduits ses coûts salariaux, qui représentent son principal « avantage comparé », donc en comprimant les salaires, on la main-d'œuvre, ce qui est le contraire de l'objectif officiellement recherché.

N'est-ce pas là, d'ailleurs, le talon d'Achille des théories intellectuellement séduisantes, des stratégies de l'économie chilienne ? La thèse des « avantages comparés » incite, par nature, à réduire la redistribution des fruits du développement ; toute augmentation substantielle des coûts salariaux ne remet-elle pas en question, précisément, un développement fondé sur la compétitivité internationale ? C'est un goulot d'étranglement qui limite les possibilités de redistribution des revenus, et qui déforme la structure de la demande. Le caractère régressif de la demande provoque à son tour, la régression de l'offre. Celle-ci fuit de plus en plus un marché intérieur déprimé pour se lancer à la conquête de marchés extérieurs : pour les gagner, il faut renoncer à la croissance du marché intérieur. C'est le cercle vicieux dans lequel risque de s'empêtrer le Chili.

Vielon pessimiste ? Aucune étude approfondie n'est actuellement disponible, à Santiago, sur le problème de la concentration du revenu. Selon un bulletin, non public, du *Vicepat* de la Solidarité (qui dépend de l'Archevêché), la part des salaires dans le revenu national serait tombée de 61,7 % en 1971 à 44,4 % en 1977.

Les maîtres de l'économie chilienne affirment leurs bonnes intentions dans le domaine social : la part des ministères « sociaux » (éducation, santé, etc.) n'est-elle pas proportionnellement en augmentation dans le budget de l'Etat ? de 38 % en 1974, elle est passée à 51,3 % en 1977. Dans un contexte général de retour à la privatisation, la diminution du rôle de l'Etat comme producteur doit d'ailleurs provoquer une augmentation de la part du budget consacré à des activités « sociales », donc non productives. Pour l'essentiel, cette augmentation est due à l'assistance sociale. La hausse brutale du nombre de sans-emploi, motivée notamment par la création du FEM, a fait croître le nombre de personnes dépendant de l'assistance sociale. « En d'autres termes, nous disons un économiste, les subsides distribués à ce titre représentent une compensation partielle pour les suppressions d'emploi que la stratégie économique actuelle ou indirectement provoquées ».

L'économie chilienne, qui avait apparemment récupéré ses forces, reste-t-elle donc socialement malade ? « Imaginez, disait un industriel de Santiago, un malade atteint d'une grave affection. Son médecin lui prescrit, comme remède successifs, une cure de soleil à Miami, un repos en sanatorium en Suisse, et un séjour à Tahiti. Le patient, dont les ressources financières sont limitées, devra adapter ce traitement de luxe, qui peut être théoriquement le meilleur, aux possibilités de son portefeuille. Revenons au Chili. En termes politiques, cela signifie que toute stratégie de redressement économique fait-elle nécessairement trébucher, doit être adaptée aux possibilités, politiques et sociales du pays. Ce qui implique qu'il y ait, au-dessus des économistes, un homme d'Etat pour juger et nuancer leurs théories. C'est, sans doute, ce qui nous manque le plus tragiquement, aujourd'hui, au Chili ».

THIERRY MALINIAK.

(1) L'« école de Chicago » tire son nom du groupe d'économistes formés à l'université de Chicago (Illinois) par M. Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976. Chef de file de l'école néolibérale moderne, M. Friedman est favorable à un libéralisme absolu dans les échanges commerciaux internationaux. Ses idées ont exercé une grande influence sur les économistes de la junte chilienne.

Prochain article :

LA CONTRE-REVOLUTION PERMANENTE

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS  
Votre sans fil téléphonique sur télex. Vos correspondants nous répondent par télex. Nous vous répondons par télex.  
SERVICE TÉLEX  
345.21.62 + 345.01.28  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

**TRECA EPEDA SIMMONS**  
Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez : **CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR  
LIVRAISON GRATUITE TOUTE RAPIDE  
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE  
57, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS 10<sup>e</sup> - TEL. 357.46.35  
Métro : Parmentier

**PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE**  
Aucun diplôme exigé - Aucune limite d'âge - Début des cours à votre convenance - Demandes le nouveau guide gratuit numéro 698  
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION  
École privée fondée en 1973 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat à rue des Petits-Champs 75006 PARIS CEDEX 02  
Études gratuites - Informations gratuites de la formation continue (tel 16-7-1971)

**C'EST PAS CHER**  
DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU **LOTO**  
Notices à votre disposition chez les dépositaires

Édité par la S.A.R.L. le Monde.  
Général : Jacques Faure, directeur de la publication, Jacques Savagat.  
Imprimerie de « le Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX  
1978  
Reproduction interdite de tous droits, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

## A TRAVERS LE MONDE

## Argentine

• L'ASSASSINAT DE M. ANDRÉ CASAROV, directeur technique de la Filiale de Peugeot en Argentine, le 16 décembre dernier, à Buenos-Aires (*le Monde* daté 18-19 décembre), a été revendiqué par un groupe nommé *Alto Campes*, du parti Montonero, dans un document envoyé de Liverpool (Grande-Bretagne) au siège de l'Agence France-Presse, à Paris.  
A Paris, une responsable du mouvement péroniste Montonero nous indique que le document reçu par l'A.F.P. était, selon son organisation, un faux fabriqué par des éléments proches du gouvernement argentin ou par ce gouvernement lui-même pour « intoxiquer » l'opinion publique française et détourner l'attention des deux religieuses enlevées les 8 et 10 décembre derniers à Buenos-Aires.

## Bangladesh

• M. JAMES CALLAGHAN est arrivé mercredi 4 janvier à Dacca, première étape d'un voyage qui le conduira également en Inde et au Pakistan. Il passera trois jours au Bangladesh.  
C'est la première visite officielle d'un premier ministre britannique dans la région.

Dans les trois pays, les principales sources de conversation seront les relations économiques et l'immigration asiatique en Grande-Bretagne. — (Reuters.)

## Bénin

• M. JEAN MEADMORE, ambassadeur de France à Cotonou, vient d'être rappelé en consultation à Paris à la suite de la décision des autorités de ne pas lui faire la cérémonie de présentation des vœux au chef de l'Etat. Ce geste semble lié à l'affaire du raid contre l'aéroport de la capitale béninoise, le 18 janvier 1977. Paris a toujours nié avoir eu la moindre part à cette affaire. — (A.F.P.)

## Congo

• LE PROCES DES AUTEURS, on en croit jugés, de l'assassinat de l'ancien président Ngouabi, tué le 13 mars 1977, est ouvert, mardi 3 janvier à Brazzaville, devant une cour révolutionnaire. Une quarantaine d'accusés, en majorité hauts fonctionnaires et officiers, doivent comparaître au procès, dont les audiences sont publiques et radio-télévisées. Une cour martiale, constituée immédiatement après le meurtre du chef de l'Etat, avait condamné à mort M. Mas-

samba-Debat, ancien chef de l'Etat, qui fut fusillé le 24 mars 1977. — (Reuters.)

## Espagne

• LE RÉGIME DE PRE-AUTONOMIE DU PAYS BASQUE, décrété par le gouvernement espagnol et approuvé lundi, à l'unanimité, par la commission d'urgence des Cortes, « ouvre la voie à une pacification de notre région », estime M. Jesus Maria de Leizaola, président du gouvernement basque en exil. « Mon opinion est tout à fait favorable », a déclaré M. Leizaola dans une interview publiée le mardi 3 janvier par le quotidien *El País*. Il s'agit d'un pas important vers l'octroi définitif de l'autonomie et nous l'avons franchi grâce à la collaboration de tous les Basques, y compris des *Basquistas*. M. Jesus Maria de Leizaola, âgé de quatre-vingt-deux ans et réfugié en France depuis 1937 d'un voyage pas « pour le moment », de rentrer dans son pays. — (A.F.P.)

## Guatemala

• L'ARMÉE DE GUERRILLA DES PAUVRES, organisation clandestine de gauche, a revendiqué, mardi 3 janvier, dans un communiqué, l'enlèvement, le 3 décembre dernier, de M. Roberto Herrera Ibarra, ancien ministre des affaires

étrangères, un des hommes les plus riches et les plus influents du pays (*le Monde* du 3 janvier). — (Reuters.)

## Guinée

• PLUSIEURS DÉLEGATIONS de l'Union révolutionnaire des femmes de Guinée (U.R.F.G.) vont se rendre en Côte-d'Ivoire et au Sénégal pour « rétablir et renforcer » l'amitié et la coopération entre la Guinée et ces deux pays, a annoncé, mardi 3 janvier, Radio-Conakry. Cette décision fait suite à l'appel (*le Monde* du 4 janvier) lancé dans ce sens le 1<sup>er</sup> janvier par le président Sékou Touré. — (A.F.P.)

## Kenya

• L'ÉCRIVAIN KENYAN NGUGI WA THIONGO, l'un des plus réputés d'Afrique noire, a été arrêté au cours du dernier week-end, a-t-on appris mardi 3 janvier à Nairobi. Il serait interrogé au sujet de sa dernière pièce de théâtre que les autorités ont interdite après quelques représentations. L'écrivain dirige le département de littérature de l'université de Nairobi. — (A.F.P.)

## Mexique

• LA TENSION SUSCITÉE par les résultats des élections municipales du 4 décembre s'aggrave dans les Etats de Tamaulipas et d'Oaxaca. De violentes manifestations, qui se sont déroulées dans la ville de Juchitán (Oaxaca), auraient fait deux morts. Par ailleurs, les manifestants continuent d'occuper les maires de neuf localités contrôlées par des militants du parti authentique de la révolution mexicaine (P.A.R.M.) et du parti populaire socialiste (P.P.S.), qui accusent le parti révolutionnaire institutionnel (P.R.I. au pouvoir) d'avoir truqué les résultats du scrutin. — (A.F.P.)

## Pakistan

• LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'AMNESTY INTERNATIONAL, M. Martin Ennals, a déclaré mardi 3 janvier à Karachi que son organisation « ne pouvait reconnaître à l'ancien premier ministre pakistanais, M. Butt, le statut de prisonnier politique ni le défendre auprès des autorités judiciaires de son pays ».  
M. Martin Ennals a expliqué à la presse que M. Butt devait en effet répondre de « crimes » devant les tribunaux pakistanais et que dans ce cas Amnesty ne pouvait même pas envoyer un observateur à son procès. — (A.F.P.)

Industrie italienne de niveau international, à l'avant-garde du secteur des profils PVC pour la serrurerie, cherche

## UN AGENT EXCLUSIF

pour la commercialisation en France d'un système répondant aux exigences de tous types de fenêtres requis dans les constructions civiles et industrielles.

En solution alternative, cherche

## DES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES

intéressées à l'achat de profils avec exclusivité de zone. Une assistance technique complète sera assurée pour la mise en place d'équipements pour la fabrication des serrures PVC.

Adresser les réponses à : LINEA SPN S.p.A. - Via Laurentina 497/A - 00142 Roma (Italia).

مكتبة من الأصل



# EUROPE

## Grande-Bretagne

### SELON LES MINUTES DU GOUVERNEMENT ATTLEE L'U.R.S.S. avait en 1947 proposé une alliance militaire à Londres

Londres. — Les minutes des discussions du cabinet Attlee de 1947, publiées à la connaissance du public samedi 31 décembre, en vertu de la loi sur l'accès à l'information, confirment ce qui est le sujet de la discussion internationale : l'U.R.S.S. avait en 1947 proposé une alliance militaire à Londres.

De notre correspondant

posait les Etats-Unis ou les smenar à se retirer de l'Europe. A sa demande, le cabinet décida de confirmer aux Soviétiques l'accord du gouvernement britannique pour une mise à jour du traité anglo-soviétique, de la part de préciser leurs propositions, mais, en attendant, de ne pas faire mention de la possibilité d'une alliance militaire. Ultérieurement, au conseil de cabinet du 22 avril 1947, le gouvernement britannique précisa qu'il n'envisageait pas de modifier les clauses militaires du traité anglo-soviétique, répondant ainsi négativement à Moscou, qui demandait que l'obligation d'assistance militaire entre les deux pays en cas d'attaque de l'Allemagne soit valable dans le cas d'une attaque venant d'un pays associé à l'Allemagne.

En revanche, Ernest Bevin se déclara d'accord avec ceux qui recommandaient de tenter d'améliorer les relations économiques avec le gouvernement de Moscou. M. Harold Wilson, alors jeune sous-secrétaire d'Etat, fut envoyé dans une mission à Moscou, mais sans résultat.

#### Les irrédentismes juif et arabe

Les minutes du cabinet confirment également qu'Ernest Bevin, contre l'avis d'un certain nombre de ses collègues, estimait que l'Occident n'avait pas à se gêner pour critiquer la politique intérieure des gouvernements arabes et juifs, et pour condamner leurs atteintes aux droits de l'homme. Bevin déclara alors : « Nous devons avoir la même attitude contre le totalitarisme dans toutes ses manifestations, particulièrement la suppression des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Notre croyance dans les droits de l'homme et les libertés de la démocratie occidentale est, dit-il, la base de toute notre politique ».

Au sujet de la Palestine, Ernest Bevin déclara au cabinet que le rapport de la majorité de la commission spéciale des Nations unies recommandant le partage du pays était « manifestement injuste pour les Arabes qu'il est difficile de voir comment on peut le concilier avec nos consciences ». Il considérait qu'un gouvernement juif serait forcément entraîné par les partis ultranationalistes, et à cause de l'aug-

mentation de la population, à élargir ses frontières.

L'irredentisme juif se développait probablement dans un certain temps, mais l'irredentisme arabe est en fait le début. L'existence d'un Etat juif pourrait devenir un élément constant d'instabilité au Proche-Orient. »

Le cabinet décida de faire connaître son intention d'abandonner la mission et de se retirer de Palestine le 1<sup>er</sup> août 1948, espérant que l'annonce de cette date obligerait les antagonistes à accepter des compromis.

A propos de l'Espagne, les documents officiels établissent que le gouvernement Attlee envisageait, en 1947, un blocus commercial afin de provoquer la chute de Franco. Bevin se prononça contre cette suggestion, soulignant qu'un système de sanctions économiques efficaces contre l'Espagne était impossible sans la coopération de la majorité des Etats.

Neanmoins, l'essentiel de la discussion, d'après le Times, est résumé dans un document publié en 1974, concernant le développement de la force de frappe britannique. C'est le professeur Margaret Gowing, auteur du livre *Indépendance et dissuasion*, le Times indique que M. Bevin joua, à l'époque, un rôle déterminant. « Nous ne pouvons nous permettre d'écarter un monopole américain dans ce nouveau domaine », déclara-t-il. Le cabinet prit alors la décision de faire connaître la bombe, mais Attlee se garda d'en informer tous les ministres. La plupart d'entre eux ne furent mis au courant que dix-huit mois plus tard, par une déclaration du ministre de la défense aux Communes.

HENRI PIERRE

## Espagne

### UN LIVRE EXPLOSIF DE GEORGES SEMPRUN

#### L'ancien dirigeant communiste dénonce les « méthodes stalinienne » du P.C.E. et de M. Carrillo

De notre correspondant

Madrid. — Le livre que Jorge Semprun vient de publier à Barcelone, *Autobiographie de Federico Sánchez*, et qui raconte son expérience à la direction du parti communiste espagnol, est en train de secouer durement les milieux proches de M. Santiago Carrillo. L'ouvrage contient en effet des accusations graves contre le secrétaire général du P.C.E., qualifié tour à tour de « fanfaron », de « sectaire », de « haineux » et d'« irresponsable ». Il présente notamment comme un débat sérieux la plupart des autres dirigeants du parti, en raison de leurs anciennes méthodes et de leur incapacité à reconnaître et analyser en profondeur les erreurs du passé ; autrement dit, il suscite de sérieux doutes sur la sincérité et la crédibilité de l'euro-communisme espagnol.

Aux attaques lancées par celui qui fut l'un de ses plus proches collaborateurs, M. Carrillo a répondu par l'équivoque. Au cours d'une récente réunion avec la presse, il a en effet déclaré qu'il n'avait pas l'intention de lire un livre « sans intérêt ». Lorsque l'hebdomadaire *Cambrío* 16 a tenté de recueillir les réactions des dirigeants du P.C.E., il s'est heurté au même mur de silence : personne n'avait lu le livre, et personne ne le lirait. Si Semprun souhaitait provoquer un débat public au sein du parti, il n'y a pas réussi, du moins pas encore. A vrai dire, en habitude du silence, il ne se faisait guère d'illusions à cet égard.

Enfin, s'écarterait renommé, fils d'un ambassadeur de la République, petit-fils d'un président du conseil de la monarchie, Semprun a été pendant plus de dix ans Federico Sánchez, membre du comité exécutif du P.C.E., chargé du travail clandestin en Espagne dans les milieux universitaires et intellectuels, militant familial des faux passeports et des identités d'emprunt, compagnon de l'intérieur de Julian Grimau, de Simon Sánchez Montoro et de tant d'autres. Son témoignage est donc particulièrement précieux. Il connaît en effet quelques-uns des secrets du parti, a participé à l'élaboration de sa ligne politique pendant l'année noire du franquisme, et quand il a été exclu, en 1964, par M. Fernando Claudin, alors numéro deux de l'organisation, c'est pour avoir défendu les positions qui sont aujourd'hui celles d'un euro-communiste.

Résumons les arguments et les occasions du livre. En 1964, Fernando Claudin et Federico Sánchez sont convaincus que les

analyses du P.C.E. sur la réalité espagnole sont erronées. Elles ont conduit celui-ci à sous-estimer la capacité de résistance et d'évolution du franquisme et à surestimer, à l'inverse, les possibilités de révolte de la population. Elles l'ont amené à adopter une stratégie aventureuse et à sacrifier de nombreux militants pour organiser une grève nationale pacifique qui n'a jamais pu être réalisée. Le langage du P.C.E. se ressent alors de sa vision subjective du franquisme : il parle de luttes sociales, de mobilisations populaires, de processus révolutionnaires. Bien qu'il ait été démenti plusieurs fois par les faits, M. Carrillo maintiendra jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la mort de Franco, sa stratégie de la rupture.

De notre correspondant

à cinq ans en arrière. Alors que M. Carrillo affirme qu'après la dissolution du Komintern, en 1943, le P.C.E. a élaboré sa ligne politique de façon indépendante, Semprun démontre le contraire : « C'est Staline, dit-il, qui, en 1948, a recommandé la tactique de l'infiltration dans les syndicats philatéliques lorsque la Pasionaria et M. Carrillo sont venus lui demander conseil après l'échec des guerillas et des syndicats clandestins. En outre, M. Carrillo a préconisé jusqu'en 1964 l'union autour de Franco, et défendu la nécessité de la politique politique et des camps pendant la construction du « socialisme » en U.R.S.S. »

De tels rappels discréditent-ils pour autant les positions adoptées par le P.C.E. depuis l'invasion de la Tchecoslovaquie ? Et Semprun-Sánchez lui-même n'a-t-il pas été stalinien, n'a-t-il pas fait preuve, lui aussi, de « subjectivisme », et n'a-t-il pas cru longtemps à la possibilité de la grève nationale pacifique ? Il le reconnaît. Mais s'il juge le P.C.E. actuel peu capable de contribuer à une transformation authentique de la société, c'est parce qu'il s'agit d'un parti « sans mémoire », qui refuse de critiquer le passé, et qui est plus prompt à dénoncer le dogmatisme et le sectarisme chez les autres que chez lui. Et aussi parce que ses dirigeants actuels n'ont toujours pas remis en cause la structure même de l'organisation, « son lien avec les masses », parce qu'ils continuent de le considérer comme une fin en soi.

Dans son dernier numéro, *Cambrío* 16 a interrogé plusieurs dirigeants du parti sur des témoignages par l'ouvrage. M. Lopez Raimundo, président du parti socialiste unifié de Catalogne (communiste), le seul fidèle de M. Carrillo qui ait accepté de répondre, a fait une déclaration bien intéressante. En 1964, dit M. Lopez Raimundo, une certaine dose de subjectivisme était nécessaire, car on ne pouvait pas « décourager les militants » en leur disant que Franco « était encore là pour longtemps ». M. Francisco Vicens, directeur de la fondation Miro de Barcelone, exclu du PSUC pour s'être solidarisé avec M. Claudin, dit Semprun, donne sa version de la rupture de 1964 : « Carrillo avait l'appui des anciens du comité exécutif, dit-il, mais il avait peur que Claudin et Sánchez n'entraînent derrière eux la majorité des militants de l'intérieur. » La tactique utilisée dans les années 50 et 60, et qui consistait pour le P.C.E. à s'installer dans les autres organisations de gauche, est-elle toujours utilisée aujourd'hui ? M. Fernando Claudin croit que non, mais M. Carlos Zayas, député du P.S.O.E., qui avait dévié en son temps le mouvement d'un syndicat étudiant socialiste par le P.C.E., estime que celui-ci continue d'avoir des « sous-marins » dans d'autres organisations. « Le livre de Semprun, ajoute-t-il, est la meilleure démythification possible de la prétendue efficacité du P.C.E. et une preuve de son irrationalité antisocialiste. »

Dans son livre, Jorge Semprun accuse M. Carrillo d'avoir sacrifié de nombreux militants à sa politique personnelle et même d'être indirectement responsable de l'assassinat, en 1963, de Julian Grimau. M. Fernando Claudin apporte une précision sur un cas, celui d'un cadre du parti soupçonné de travailler pour la police, et assassiné « sur ordre de la direction ». A propos du livre, il juge que la dénonciation du stalinisme reste d'une « palpitante actualité ». Et s'il estime positive l'évolution du P.C.E., il relève néanmoins dans son idéologie et son fonctionnement interne des « résidus de type stalinien ».

CHARLES VANHECKE.

## Union soviétique

### UN JEUNE BRITANNIQUE ARRÊTÉ EN AOUT VA ÊTRE EXPULSÉ

Moscou (A.F.P.). — M. André Klitchouk, citoyen britannique âgé de vingt-deux ans, détenu depuis le 1<sup>er</sup> août, va être expulsé d'U.R.S.S. le jeudi 5 janvier, annonce l'agence Tass. Il avait été arrêté en Ukraine occidentale, et accusé de « préparation d'activités antisoviétiques ». Selon Tass, il aurait « plaidé coupable et passé des aveux complets ». Cette décision « émanant » d'une prise après les « appels répétés de la Grande-Bretagne » et le « représentant de Klitchouk, qui a adressé une lettre personnelle au gouvernement de l'U.R.S.S. ».

D'autre part, M. Vladimir Kifonov, l'ouvrier soviétique interné le 19 décembre dans un hôpital psychiatrique pour avoir dénoncé les conditions de travail dans les mines, a été remis en liberté le 28 décembre, a annoncé M. Alexandre Podrabine, membre du comité d'étude contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques en U.R.S.S.

Enfin, le peintre Oskar Rabine, l'un des principaux animateurs des groupes de peintres non conformistes soviétiques, ainsi que sa femme Valentina Kropovitchkaya et leur fils Alexandre, tous deux également peintres, ont quitté mardi soir 3 décembre Moscou pour Paris par le train.

## Allemagne fédérale

### Le correspondant du « Spiegel » à Berlin-Est se voit retirer son accréditation

De notre correspondant

Bonn. — Le nouveau correspondant du *Spiegel* à Berlin-Est, M. Karl-Heinz Vater, qui devait prendre ses fonctions le 9 janvier, s'est vu retirer l'accréditation que les autorités de la R.D.A. lui avaient accordée il y a plus de deux mois. Le prétexte serait que M. Vater avait déjà quitté son poste il était impossible de l'expulser. La décision prise à l'encontre du magazine de Hambourg a été connue mardi 3 janvier après la réunion hebdomadaire du bureau politique du SED.

A Bonn, le gouvernement a réagi de façon très vive. Son porte-parole a déclaré que l'attitude de la R.D.A. dans cette affaire était « injustifiée et inacceptable ». Le problème devait être évoqué ce mercredi matin, au cours d'un entretien entre M. Michael Kohl, le représentant permanent à Bonn de la République fédérale, et M. Wischniewski, ministre d'Etat.

Le *Spiegel* se défend d'avoir publié un document dont l'authenticité pourrait être mise en doute. Son rédacteur en chef, M. Erich Böhm, affirme que le manifeste attribué à un groupe oppositionnel au sein du parti est-allemand, émanerait bien de moyens et de hauts fonctionnaires du SED. Selon M. Böhm, les auteurs tenaient à ce que leur texte soit rendu public. Les spéculations les plus diverses continuent de se donner libre cours. Une première prise de position officielle émane de M. Egon Franke, le ministre des affaires interallemandes. Selon lui, les indications du *Spiegel* seraient pour le moins exagérées. « Je ne crois pas, dit-il, à l'existence dans la R.D.A. d'une opposition organisée qui aurait pris assez d'importance pour exercer une influence notable. » Si cette affaire ne peut qu'envenimer les rapports entre les deux Etats allemands, on relève néanmoins à Bonn que, en dehors de leur violence verbale, les autorités de la R.D.A. n'ont pas recouru jusqu'à des mesures extrêmes. Le nouveau correspondant du *Spiegel* se voit certes fermer les portes de la R.D.A., mais le bureau du magazine à

Berlin-Est n'a pas été fermé. Pour l'instant, il ne paraît pas non plus qu'il faille suspendre l'accréditation d'autres correspondants occidentaux bien que certains d'entre eux aient été certainement accusés dans la presse est-allemande de collaboration avec les services d'espionnage de Bonn.

Les dirigeants de la République fédérale entretiennent encore l'espoir que les polémiques pré-sentes illustrées par le correspondant du *Spiegel* seraient en fait le passage des rapports entre Bonn et Berlin-Est, mais n'annoncent pas une rupture sérieuse. Dans cette perspective, l'une des typographies fédérales prend tout son intérêt. Le Manifeste n'a-t-il pas été confectionné par les services de renseignements de Berlin-Est ?

La politique de M. Honecker se heurte en effet à la résistance de communistes encore plus dogmatiques que lui qui veulent faire apparaître les dangers du libéralisme et freiner tout assomplissement. L'un au moins des correspondants de la télévision ouest-allemande de Berlin-Est paraît convaincu que cette explication machiavélique serait en fin de compte la plus vraisemblable. Quant à M. Nollau, l'ancien chef des services de renseignements de la R.F.A., tout en affirmant ne rien savoir sur l'affaire, a indiqué au cours d'une interview télévisée que, dans un tel domaine, « tout est possible ». Selon lui, on ne saurait même pas exclure une participation soviétique à la rédaction du manifeste.

JEAN WETZ.

## Belgique

### Vive tension au sein de la majorité après une déclaration de M. Tindemans sur le pacte communautaire

De notre correspondant

Bruxelles. — Une déclaration du premier ministre à la télévision flamande a provoqué une brusque tension dans la majorité. Le lundi 4 janvier, M. Tindemans a évoqué les travaux de rédaction du pacte d'Egmont (qui doit préciser les bases de la nouvelle Constitution et de la régionalisation). Il avait dit qu'il ne fallait pas précipiter les événements, ajoutant même qu'il n'exclut pas la conclusion d'un « mini-Egmont » et l'application en deux ou trois phases du pacte communautaire.

La déclaration du premier ministre allait à l'encontre de toutes les décisions prises par les partis de la majorité depuis la formation du gouvernement au début de l'été 1977. Les partis avaient adopté le principe d'un accord global et, avant les vacances de Noël, les dirigeants du F.D.F. (le Front des Flamandophones bruxellois) avaient même adressé un véritable ultimatum au gouvernement menaçant de « retirer leurs ministres, si le pacte n'était pas entièrement rédigé pour le 15 février prochain, et si le cabinet ne décidait pas, d'ici là, un certain nombre de mesures économiques et sociales.

« Préparer un mauvais coup »

M. Tindemans avait rejeté cette exigence dans sa déclaration télévisée de lundi : « Il ne faut pas attacher trop d'importance aux communiqués diffusés par les partis. Le F.D.F. a délégué des gens intelligents au sein du comité de rédaction du pacte. Ils pourront constater s'il existe une volonté de progresser. Ce sont probablement des gens influents au sein de leur parti. Le premier ministre a aussi fait remarquer que la plus importante réforme de l'Etat est la Belgique elle-même depuis sa fondation en 1830 ne s'improvisait pas.

M. Tindemans pense encore qu'il faut d'abord s'occuper des problèmes économiques et sociaux, beaucoup plus urgents que la partie socialiste, qui le soupçonne de « préparer un mauvais coup ». Le président de cette formation, M. Cook, a lancé une invitation aux présidents francophones des partis de la majorité afin qu'ils se rencontrent pour se concerter avant la reprise des négociations.

PIERRE DE VOS.

MERCREDI 4  
JEUDI 5 JANVIER  
(de 9 h 30 à 19 h)

Soldes

LA BOUTIQUE  
DANOISE

42, avenue de Friedland  
75008 PARIS

meubles-tapis-tissus  
luminaires - vaisselle

la bonne année

avec un  
BEGONIA  
en pot cadeau  
22 F

ou avec un  
CYCLAMEN  
en très grosse potée  
nombreux fleurs  
35 F

1.000 m<sup>2</sup> d'exposition

PRIMFLEUR

80, av. de Villiers et 125, avenue de Wagram - Paris 17<sup>e</sup>

227.13.06 - 622.10.59 - 267.12.67

ouvert tous les jours sans interruption de 7 h 30 à 20 h 30

NOTRE  
Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

LA CONTRE-REVOLUTION  
PERMANENTE

LA BOUTIQUE  
DANOISE

42, avenue de Friedland  
75008 PARIS

meubles-tapis-tissus  
luminaires - vaisselle



## AFRIQUE

### LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

#### M. Boumediène a confirmé à M. Waldheim la mort de cinq jeunes Français disparus en janvier 1976

Dans un communiqué publié le mardi 3 janvier à Alger, le Polisario a annoncé que le train minéralier Nouadhibou-Touggourt avait été dérailé le 27 décembre aux environs d'Ighal en raison d'un acte de sabotage accompli par l'opposition mauritanienne au président Ould Daddah.

Un nouveau contingent des Forces armées royales marocaines est arrivé récemment en Mauritanie et a pris position à Akjouf, important centre d'extraction et de traitement du cuivre à 200 kilomètres au nord-est de Nouadhibou. Il porte à six mille hommes l'effectif du contingent marocain venu porter assistance au pays en raison des accords de défense conclus le 13 mai dernier avec Rabat. D'autre part, trois appareils F-5 marocains ont été basés à Nouadhibou. Les autorités mauritaniennes confirment enfin que le train minéralier a bien dérailé, mais elles précisent qu'il s'agit d'un accident, relativement fréquent à cet endroit, de la ligne.

● A PARIS, l'attention continue à se porter sur le sort de cinq jeunes Français disparus dans le Sud marocain au début de 1976.

Les cinq jeunes Français auraient été tués dans une embuscade tendue par le Polisario, a-t-on appris mardi après-midi 3 janvier, à l'Agence. À l'issue du déjeuner offert par M. Giscard d'Estaing à M. Kurt Waldheim.

Le porte-parole de l'Élysée, M. André Arnaut, a indiqué que « le président de la République a remercié le secrétaire général des Nations unies d'être intervenu, comme il le lui avait demandé, auprès des autorités algériennes lors de son passage à Alger, le 23 décembre, au sujet du sort des cinq jeunes Français disparus dans le Sud-Marocain le 1<sup>er</sup> janvier 1976 ».

« Le chef de l'État a pris bonne note », a poursuivi M. Arnaut, « des indications recueillies par M. Waldheim auprès du président algérien et de M. Boumedienne, le ministre algérien des affaires étrangères, et dont il ressort que tous les jeunes gens auraient trouvé la mort au cours d'une embuscade tendue par le Polisario ».

Le président de la République a fait part de ces indications aux familles, a précisé le porte-parole de l'Élysée. Relevait que « faute de témoignages directs et vérifiés, ces indications ne permettent pas d'établir avec certitude d'autres versions recueillies de temps en temps, le président de la République a demandé au secrétaire général des Nations unies de bien vouloir poursuivre ses efforts, parallèlement à ceux qui lui-même et le gouvernement continuent d'accomplir, la douloureuse situation d'incertitude dans laquelle se trouvent les familles ».

### Rhodésie

#### Le premier reportage sur une opération contre les maquisards

Salisbury (A.F.). — Chris Reynolds, correspondant militaire du *Rhodésie Herald*, le plus important journal rhodésien (indépendant), a publié, le mardi 3 janvier, un reportage sur trois jours de combats entre l'armée et les guérilleros qu'il vient de vivre, du côté gouvernemental, et au cours desquels vingt-sept insurgés, dont une jeune fille, ont été massacrés.

Un groupe de rebelles, qui s'étaient rendus ou qui avaient été capturés pendant une opération militaire, ont été déshabillés avant d'être conduits en hélicoptère jusqu'au poste de police voisin pour y être interrogés, écrit Reynolds, en compagnie de plusieurs civils noirs accusés d'« assistance aux terroristes ».

Le journaliste rapporte que, lors de l'une des trois attaques contre les rebelles, l'un d'eux « s'était mis une couverture sur les épaules et s'était rendu avec ses enfants en se faisant passer pour une femme du village ». Un soldat rhodésien, qui se trouvait à une centaine de mètres, l'a abattu alors que les enfants s'enfuyaient.

Reynolds ne fait aucune allusion à d'éventuels victimes

civiles durant cette attaque, éparpillée dirigée contre un village où les rebelles avaient trouvé refuge, à l'est de la Rhodésie, non loin de la frontière mozambicaine. L'opération décrite aurait eu lieu pendant la dernière semaine de décembre. Le journaliste, qui était accompagné d'un cameraman américain, explique que des troupes hélicoptères ont attaqué le village alors que des parachutistes étaient lâchés alentour pour couper les accès. Après les combats, les corps et les objets personnels des rebelles tués ont été transportés au poste de police le plus proche. Dans le journal trouvé sur l'un des maquisards était écrit : « On ne nous a jamais mis au courant de la puissance du feu dont ils disposent, en fait ».

Le lieutenant-colonel Peter Browne, commandant d'une base militaire qui avait été attaquée par les guérilleros le mois dernier, a déclaré au reporter : « Ce que vous venez de voir durant ces derniers jours montre que ces terroristes sont armés de la main professionnelle du monde ».

### Tunisie

#### L'AGITATION SOCIALE GAGNE L'AGRICULTURE

De notre correspondant

Tunis. — Les menaces de grève dans les mines de phosphates et les chemins de fer à peine apaisées, le 1<sup>er</sup> janvier, l'agitation sociale a gagné l'agriculture.

Les six mille ouvriers et employés affiliés à la Centrale syndicale U.G.T.T., des services du ministère de l'Agriculture de la région de Tunis observent, ce mercredi 4 décembre, une grève de vingt-quatre heures.

Les syndicats demandent entre autres l'intégration des ouvriers agricoles et leur droit à la retraite. À la suite d'une ultime séance de négociation qui n'est dénouée samedi dernier, ils ont accusé le ministère de l'Agriculture, M. Hassan Bekkouch, de s'être refusé à toute discussion.

Dans une conférence de presse qu'il a donnée mardi, M. Bekkouch s'est déclaré disposé à poursuivre le dialogue avec ceux qui défendent sincèrement les intérêts des travailleurs et a présenté une longue liste des réalisations accomplies depuis 1973 au profit des services agricoles. Le ministre, qui a souligné les difficultés que rencontre l'agriculture depuis un an en raison des conditions climatiques défavorables, s'est écrié contre « les comportements contradictoires des membres de la Fédération syndicale de l'agriculture (ce que nous désignons par les termes) », qui, chaque fois que des revendications sont satisfaites, en formulent d'autres, inscrites en marge de la législation en vigueur ». M. D.

## ASIE

### Corée du Sud

#### UN COMPROMIS A ÉTÉ TROUVÉ DANS L'AFFAIRE PARK TONG-SUN

(De notre correspondant)

Tokyo. — La Corée du Sud et les États-Unis sont parvenus à un accord sur les procédures permanentes de l'affaire Park Tong-sun, homme d'affaires sud-coréen soupçonné d'avoir versé des pots-de-vin à des membres du Congrès américain, de témoigner à Washington devant les juridictions chargées de l'affaire.

Après deux mois de négociations, les autorités sud-coréennes ont accepté que M. Park soit interrogé, dans un premier temps, à Séoul, vraisemblablement dès la fin de cette semaine, puis qu'il se rende aux États-Unis pour témoigner. En échange, les Américains se sont engagés à ne pas chercher à savoir si M. Park agissait conformément aux ordres du gouvernement sud-coréen. Cette concession majeure de Washington permettrait donc de laisser dans l'ombre une bonne partie de l'affaire, sinon, en définitive, la plus importante : celle de l'activité des services secrets sud-coréens aux États-Unis. C'est évidemment à quel tenait le plus le gouvernement de Séoul.

L'accord prévoit que, lorsqu'il sera aux États-Unis, M. Park ne sera pas obligé de comparaître devant la commission du Congrès chargée de l'affaire ou de répondre aux questions des représentants d'un autre institution que le département de la Justice. Enfin, le gouvernement américain s'est engagé à ne pas retourner en Corée aussitôt après son témoignage. Les correspondants de l'*Asiatic Wall Street Journal* à Séoul, les autorités coréennes auraient voulu obtenir de Washington l'engagement de renvoyer M. Park en Corée, et même si ce dernier voulait rester aux États-Unis. Sur ce point, cependant, l'ambassadeur des États-Unis à Séoul, qui évoque l'accord, n'a pas donné satisfaction aux Coréens. — P. P.

### LE CONFLIT ENTRE LE CAMBODGE ET LE VIETNAM

#### Les combats semblent limités à la région dite du « Bec-de-Canard »

Des informations contradictoires continuent d'être diffusées sur les hostilités entre le Cambodge et le Vietnam. Selon la radio de Phnom-Penh, « l'invasion vietnamienne se poursuit mais s'est heurtée à une contre-attaque des forces khmères dans le Bec-de-Canard » (nom donné à la pointe du territoire cambodgien s'enfonçant dans le Vietnam en direction de l'ancienne Saïgon). Selon l'A.F.P., qui cite une « source diplomatique » de Bangkok, des documents photographiques « pris par des moyens scientifiques perfectionnés à haute altitude »

provenant cependant qu'il y a une pause dans les combats. Selon une source militaire thaïlandaise, les accrochages sur le terrain sont « légers », sauf dans la région du Bec-de-Canard. L'ambassadeur du Vietnam en France a déclaré, mardi 3 janvier sur Antenne 2, que son gouvernement était « tout à fait sûr » de son projet de fédération indochinoise qu'on lui a prêtée. L'ambassadeur a dénoncé l'« agression » des dirigeants de Phnom-Penh, mais a dit : « Nous ne considérons pas les Cambodgiens comme des ennemis ».

#### De notre correspondant

Bangkok. — Le langage « soliditaire militant », « fraternel », « solidaire » que Hanol persiste à utiliser est dénoncé comme une hypocrisie supplémentaire par un communiqué en termes très durs diffusé mardi 3 janvier par le ministère cambodgien « de l'Information et de la Propagande ».

« Le gouvernement vietnamien, dit le communiqué, prétend proposer des pourparlers au Cambodge. Sur quoi veut-il que le Cambodge négocie ? Sur le retrait des forces d'agression vietnamiennes ? (...) Il existe une seule attitude possible pour les Cambodgiens : la extermination pour que soit libéré le territoire du Cambodge ».

Dernière l'annonce des propos de la presse étrangère est obscure. Phnom-Penh n'a pas été prise comme l'avaient laissé entendre à Bangkok certaines informations de la presse étrangère étant des « sources militaires occidentales ». A l'ambassade des États-Unis, ces spéculations sont jugées « sans fondement ».

Il n'y a pas eu pour le moment de prise de position officielle à Bangkok ni dans les pays de l'ASEAN. On n'en attend guère. En effet, les relations diplomatiques entre la Thaïlande et le Vietnam viennent à peine d'être « normalisées » après une année d'hostilité due pour une large part à l'anticommunisme virulent

de l'ancien premier ministre, M. Tanin. Pour consacrer ce rapprochement encore difficile à imaginer il y a trois mois, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Duy Trinh, est attendu à Bangkok la semaine prochaine.

Depuis octobre également, le rapprochement avec Phnom-Penh est dans l'air. La « période » paraît cependant plus difficile à réaliser du fait de l'existence, ici aussi, d'un contentieux frontalier assez lourd. La frontière commune a été la scène, pendant toute l'année 1977, d'affrontements sanglants systématiques imputés par les Thaïlandais au Khmers, et vice versa. Mais les combats n'ont jamais atteint les proportions qu'ils revêtent entre Phnom-Penh et Hanol. Pén, pour faire pièce aux vietnamiens, pousse à une normalisation entre le royaume de Thaïlande et le Kampuchéa démocratique. La Chine et la Thaïlande affirment, depuis le dernier coup d'État militaire, les meilleures relations. Du fait de l'appui de Pékin à l'ASEAN et des déchirements de l'ex-indochine, Bangkok se retrouve soudain dans une position régionale privilégiée. On s'empresse du côté communiste de répondre à ses avances.

#### LA RADIO DE PHNOM-PENH DIFFUSE UNE LETTRE DU PRINCE SHANOUK A M. POL POT

Bangkok (A.F.P.). — La Voix du Kampuchéa a diffusé, mercredi 4 janvier, une lettre de soutien du prince Shanouk Shihanouk, adressée au secrétaire du P.C.K. et premier ministre cambodgien, M. Pol Pot, après l'« agression vietnamienne contre le Cambodge ».

Dans cette lettre, l'ancien chef de l'État cambodgien — qui, pendant cinq ans, anima de Pékin la résistance nationale — écrit : « Nous avons été impressionnés par le caractère patriotique du P.C.K., des habitants et des troupes révolutionnaires du Cambodge dans la défense de la souveraineté, de l'intégrité territoriale du pays et de sa dignité ».

« Nous souhaitons, ajoute le prince à l'adresse du premier ministre, une grande et définitive victoire sur les forces armées du Vietnam agresseur et sur tous les autres ennemis. Nous souhaitons que vous continuiez à conduire le peuple et le nation cambodgienne vers une grande prospérité, la justice et l'indépendance ».

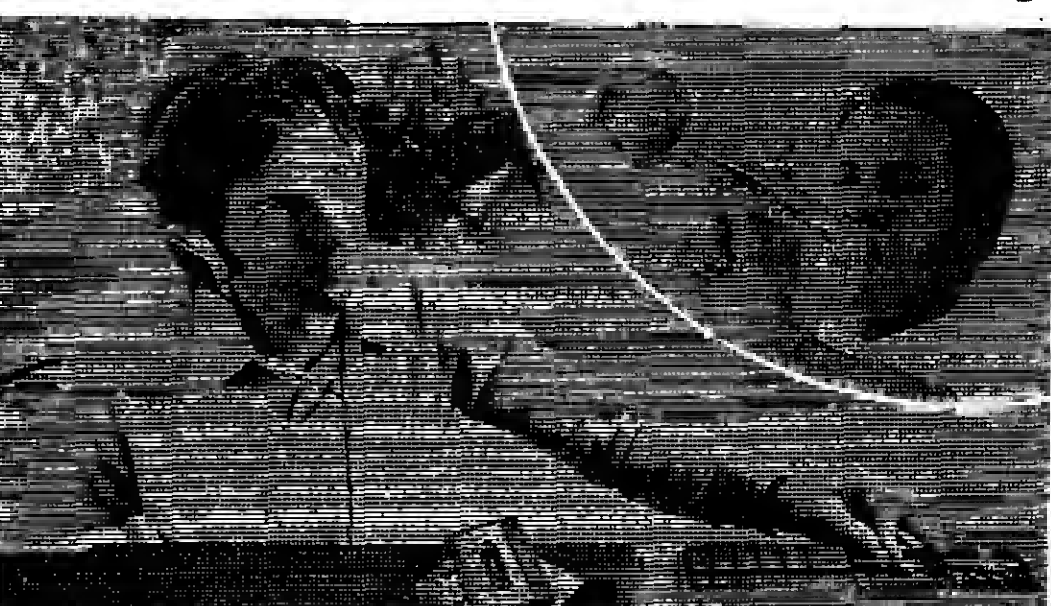
C'est la seconde intervention publique du prince Shanouk depuis sa démission de toutes ses fonctions, le 5 avril 1976. Trois messages du prince avaient été diffusés par la Voix du Kampuchéa, le 29 septembre 1977, pour « rendre hommage à l'action du P.C.K. et de son secrétaire Pol Pot ».

Selon certains diplomates, qui visitèrent Phnom-Penh en 1976, le prince et la princesse Monique vivent comme de simples citoyens dans la capitale. Aux étrangers qui demandent à le voir, le ministère des affaires étrangères répond invariablement que « le prince ne veut voir personne et consacrer son temps à la rédaction de ses Mémoires ».

● M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., écrit dans l'*Humanité* du 1<sup>er</sup> janvier : « Les communistes, les travailleurs de France, qui ont soutenu avec constance et sans réserve la lutte des peuples du Vietnam et du Cambodge pour leur indépendance nationale, sont particulièrement préoccupés par le conflit frontalier (...) ». Le parti communiste français considère que rien n'est plus urgent que le dialogue avec l'instance gouvernementale de la République socialiste du Vietnam — que l'ouverture entre les deux parties de négociations ».

● La Voix du Cambodge libre, organe de réfugiés cambodgiens en France (Boîte postale 21, 95240 Cormeilles-en-Parisis), a diffusé, le mardi 3 janvier, un communiqué où il est dit notamment :

« L'intervention vietnamienne ne présente pas que des aspects négatifs. Il ne faut aucun doute qu'elle exerce une influence désastreuse sur le régime actuel de Phnom-Penh honni par le peuple khmer tout entier. C'est pourquoi nous ne voterons pas au secours d'un régime de criminels qui a recouru aux massacres les plus sanglants et causé les pires souffrances à notre peuple. Pour défendre notre patrie et participer à sa reconstruction, nous sommes prêts à soutenir un nouveau régime, qui accepterait d'arrêter les massacres pour motif idéologique, de respecter les droits fondamentaux de l'homme, d'ouvrir le pays à des observateurs internationaux et de rétablir les communications normales tant à l'intérieur du Cambodge qu'avec l'étranger ».



### Quand on veut garder longtemps un enregistrement, on ne peut pas prendre de risques...

Le temps menace vos enregistrements : démagnétisation, bandes qui se débloquent mécaniquement, ou qui se corrompent. Pour vous protéger contre ces risques, prenez les cassettes BASF « Haute-Longévité ».

**BASF : une sécurité magnétique**  
BASF fabrique ses propres oxydes, les micrônise et les couche sur la bande selon un procédé exclusif. La magnétisation est meilleure, plus tenace : moins de souffle maintenant, moins de souffle plus tard.

**BASF : la Sécurité Mécanique**  
C'est un brevet BASF : fini le pleurage, finies les bandes qui s'entortillent ou se bloquent. Après vingt, cent, mille bobinages et rembobinages, le défilement est toujours impeccable.

**BASF : sécurité de conservation**  
La C-box est une exclusivité BASF. Quand vous l'achetez, la cassette BASF est déjà dans ce véritable petit coffre-fort qui assure après années, les protégera contre les plus ennemis, la poussière et l'humidité. Les C-box sont embossées et constituent le plus rationnel des systèmes de conservation.

Alors, si vous enregistrez n'importe quoi pour l'effacer juste après, prenez n'importe quelle cassette. Mais si vous enregistrez pour garder, et garder longtemps, choisissez BASF.



Nous avons inventé la bande magnétique... et nous continuons.

### OFFRE EXCEPTIONNELLE BASF

Avec BASF vous gagnez déjà des années de qualité d'écoute. BASF vous propose, en plus, de gagner 20 francs sur l'achat de 3 cassettes en C-box. Vous devez pour cela de remplir le coupon ci-dessous et le retourner à votre distributeur dans les sept jours.

Des cassettes « Haute-Longévité » qui vous rendront moins cher que les cassettes ordinaires. Voici l'occasion de découvrir une vraie valeur économique.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Vous pouvez gagner 20 francs. Pour cela, il vous suffit de joindre 3 emballages-carton entourant les cassettes BASF sous C-box et de nous adresser le tout, avant le 31 janvier 1978, à : BASF (S.A.), 1-94500 CHAMPIGNEY.

Une cassette de 5000 cycles sera tirée, au hasard, aux dépens du montant de la somme gagnée.

Quelle est la hauteur totale, en mm, de 12 C-box assemblées, dans leur position normale d'utilisation ?

Si le gagnant était atteint avant le 31.12.1978, BASF publierait une information dans Le Monde, prévoyant le public de l'endroit de l'opération 24 heures après la date de parution. (Un seul remboursement de 20 francs par joueur, par foyer).

20F

مكتبة الشامل



حكمة من الاحول

Le Monde

# politique

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

### Le dispositif de la majorité se précise

La journée de mardi 3 janvier a apporté des précisions sur la manière dont les formations non gaullistes de la majorité, le premier ministre et le président de la République comptent mener la campagne électorale.

Le chef de l'Etat a confirmé qu'il interviendrait à la fin du mois de janvier pour recommander ce qu'il considère comme « le bon choix pour la France ». Il réunira ensuite autour de lui tous ceux — personnalités poli-

tiques et non politiques — qui ont soutenu son action depuis trois ans et demi. Il leur indiquera « l'esprit » dans lequel devra être abordée la campagne. Ensuite, le président de la République — qui préside ce week-end à Rambouillet à la définition des objectifs d'action du gouvernement — devrait se tenir plus en retrait. Il a en tout cas fait savoir qu'il ne donnerait pas de conférence de presse et ne prévoyait pas de manifestation particulière.

M. Raymond Barre, de son côté, semble décidé à conduire énergiquement la préparation électorale des formations non gaullistes. Il a commencé mardi à rendre de nombreux arbitrages entre centristes giscardiens et radicaux. Les intéressés se défendent de vouloir constituer une sorte de front anti-R.P.R. Il n'empêche que leur volonté de ne présenter qu'un seul candidat au côté du candidat gaulliste dans les circonscriptions — à primaires -

participe autant de leur volonté de ne pas se laisser distancer par le parti de M. Chirac que de leur souci de résister à la mauvaise humeur du P.S. Des sondages réalisés par le ministère de l'Intérieur indiqueraient d'ailleurs que si les gaullistes sont en général bien placés pour arriver en tête des primaires, au premier tour, ils sont en revanche moins bien armés que leurs partenaires pour battre les socialistes au second tour. — N.-J. B.

Après le 15 janvier

#### LE CHEF DE L'ÉTAT RÉUNIRA L'ENSEMBLE DES RESPONSABLES DE LA MAJORITÉ

Au cours de la cérémonie de présentation des vœux de la presse présidentielle, mardi matin 3 janvier, au palais de l'Élysée, M. Giscard d'Estaing a annoncé qu'il réunira après son retour de Côte-d'Ivoire, le 15 janvier, l'ensemble des responsables de la majorité. « Je me propose, a-t-il dit, de réunir l'ensemble des personnalités et des dirigeants des formations qui ont soutenu l'action conduite depuis trois ans et demi, afin de dégager l'esprit dans lequel il faut aborder les échéances de 1978 ».

M. Giscard d'Estaing a également précisé qu'il entend, à l'occasion du séminaire gouvernemental de Rambouillet, les 6 et 7 janvier, « s'assurer que les objectifs d'action du gouvernement, qui seront annoncés le 7 janvier à Blois par le premier ministre, sont bien conformes à la ligne qui a été définie à Carpentras ».

Le président de la République a indiqué d'autre part qu'il prononcera, dans une petite localité de la Côte-d'Or, proche de Beaune, et à l'issue du voyage qu'il doit faire en Bourgogne à la fin du mois de janvier, le discours au cours duquel il indiquera « le bon choix pour la France ».

● L'Institut d'études politiques de Paris organise, dans le cadre de la formation continue, un cycle de vingt séances, consacré à la politique en France et à l'étranger. Placé sous la conduite de M. Alfred Grosser, ce cycle, animé par des spécialistes des sciences politiques, est destiné aux responsables d'entreprises, d'administrations, d'associations et à tous ceux qui, en raison de leurs activités, souhaitent approfondir leurs connaissances sur la vie politique actuelle. Les séances ont lieu les lundis et jeudis, de 18 h 30 à 20 h 30, à partir du 17 janvier 1978.

● Inscriptions et renseignements : Institut d'études politiques de Paris (formation continue), 27, rue Saint-Gouillaume, 75007 Paris, tél. 289-59-61.

#### LE PROJET RÉPUBLICAIN

##### Il manque quelque chose aux Français

écrit M. Soisson

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, présentera à la presse, jeudi 5 décembre, le « Projet républicain », programme de son parti, publié aux éditions Flammarion (180 pages, 15 F.).

Voici les principaux extraits de la préface de ce livre, préface intitulée le Bon Choix pour la France et signée de M. Jean-Pierre Soisson :

« Ce n'est pas le moment de s'endormir. La grande mutation dont la « crise » économique est l'annonciatrice constitue un défi pour les nations et les hommes. Il faut nous mobiliser car le combat qui nous attend s'appelle la lutte pour la vie.

« Les Français ont, plus que d'autres, des raisons d'espérer. (...) Tout ne va pas si mal pour eux. Pourtant, nous ne sommes pas satisfaits, ni sans doute complètement heureux. A beaucoup il manque quelque chose. Peut-être un rêve. En tout cas, un projet.

« Baudelaire voulait inscrire dans la Constitution le « droit de s'en aller ». Rimbaud, lui, s'enfuit loin de Charleville, loin de Paris, jusqu'aux déserts brillants du Harrar. Aujourd'hui, sans rien demander à la Constitution, les jeunes Français s'en vont. Vers Katmandou, les drogues. La pétarade des motos. La télévision, les bagayes du samedi soir, l'alcool. L'agitation. De quelle oppression souffrent-ils, qu'ils dénoncent sans la reconnaître ? Peut-être, comme Baudelaire, ont-ils peur de la médiocrité d'une vie bourgeoise ? Non, puisque, en tant que les mœurs et les mentalités se sont métamorphosées. Tout a changé.

« Mais les libertés dont jouissent les Français, et qu'un peuple peut-être ne possède aussi largement et avec autant d'intensité, loin d'être une malaise, semblent l'aggraver. C'est que le temps des convictions simples et des conformismes confortables est révolu. Livrant au désarroi l'individu entouré des multiples possibilités qui l'assistent sous toutes les formes de la vie.

« Peut-être les jeunes Français sont-ils, comme naguère, des

#### Les propositions

Le projet républicain rassemble vingt et une propositions concrètes, qui sont les suivantes :

- A chacun la propriété de son logement ;
- Un métier manuel à l'école ;
- Des contrats de débouchés pour les étudiants ;
- De vraies vacances pour tous les enfants ;
- La réforme du service militaire ;
- Le téléphone gratuit pour les personnes âgées ;
- La retraite à la carte ;
- Un code de défense du consommateur ;
- Une charte nationale de l'éco-citoyen ;
- Un fonds national pour le développement du sport ;
- Une garde européenne de la mer pour lutter contre la pollution ;
- Une aide à la création des entreprises ;
- La participation des travailleurs à l'organisation de leurs ateliers ;
- Des contrats d'installation pour les jeunes agriculteurs ;
- L'association des cadres à la décision dans l'entreprise ;
- Un statut pour les femmes des commerçants et des artisans ;
- La protection de l'agriculture méditerranéenne ;
- La liberté pour les communes de gérer leurs affaires ;
- Les communes des peuples libres ;
- Un programme de développement pour les départements et territoires d'outre-mer ;
- Les mêmes droits pour les Français de l'étranger.

#### Les « objectifs d'action » du gouvernement

##### LE PREMIER MINISTRE A PRÉSIDÉ UNE TROISIÈME RÉUNION DE TRAVAIL

Réunis, mardi soir 3 janvier, à l'hôtel Matignon sous la présidence de M. Raymond Barre, les membres du gouvernement ont tenu une troisième séance de travail consacrée à l'élaboration des « objectifs d'action pour les libertés et la justice » que le premier ministre doit présenter aux Français le samedi 7 janvier à Blois, au cours d'une réunion publique organisée à 17 heures au Parc des Expositions.

Les deux réunions gouvernementales précédentes avaient eu lieu le 15 novembre et le 13 décembre.

Ces « objectifs d'action » seront définitivement arrêtés à l'occasion du séminaire gouvernemental que présidera M. Valéry Giscard d'Estaing à partir du vendredi après-midi 6 janvier, au château de Rambouillet.

● M. Roger Chinoind, député (P.R.), de la 2<sup>e</sup> circonscription de Paris, a accepté de participer à un débat public avec les candidats communiste et socialiste de cette circonscription, MM. Jean Gajet, conseiller de Paris (P.C.), et Claude Estier, secrétaire national du P.S. Ce débat, réclame par M. Gajet, a déjà été accepté par M. Estier, qui a toutefois souligné que le candidat communiste s'engageait au préalable à se désister en sa faveur s'il arrive après lui au premier tour des législatives. Le candidat unique de la majorité s'est déclaré surpris de voir M. Estier « plus préoccupé de tactique électorale que de problèmes de fond ».

Enfin, dans cette circonscription en 1977, M. Estier avait bénéficié du désistement du candidat communiste, bien que ce dernier l'ait devancé de 3 063 voix au premier tour, 58 400 par M. Valéry Giscard d'Estaing, 51 347 par M. Estier, 49 100 par M. Gajet, 48 100 par M. Chinoind, 47 100 par M. Gajet, 46 100 par M. Chinoind, 45 100 par M. Gajet, 44 100 par M. Chinoind, 43 100 par M. Gajet, 42 100 par M. Chinoind, 41 100 par M. Gajet, 40 100 par M. Chinoind, 39 100 par M. Gajet, 38 100 par M. Chinoind, 37 100 par M. Gajet, 36 100 par M. Chinoind, 35 100 par M. Gajet, 34 100 par M. Chinoind, 33 100 par M. Gajet, 32 100 par M. Chinoind, 31 100 par M. Gajet, 30 100 par M. Chinoind, 29 100 par M. Gajet, 28 100 par M. Chinoind, 27 100 par M. Gajet, 26 100 par M. Chinoind, 25 100 par M. Gajet, 24 100 par M. Chinoind, 23 100 par M. Gajet, 22 100 par M. Chinoind, 21 100 par M. Gajet, 20 100 par M. Chinoind, 19 100 par M. Gajet, 18 100 par M. Chinoind, 17 100 par M. Gajet, 16 100 par M. Chinoind, 15 100 par M. Gajet, 14 100 par M. Chinoind, 13 100 par M. Gajet, 12 100 par M. Chinoind, 11 100 par M. Gajet, 10 100 par M. Chinoind, 9 100 par M. Gajet, 8 100 par M. Chinoind, 7 100 par M. Gajet, 6 100 par M. Chinoind, 5 100 par M. Gajet, 4 100 par M. Chinoind, 3 100 par M. Gajet, 2 100 par M. Chinoind, 1 100 par M. Gajet.

#### 64 arbitrages entre non gaullistes

Les dirigeants centristes, giscardiens et radicaux ont passé une partie de la journée de mardi 3 janvier à l'hôtel Matignon afin de réduire le nombre de leurs candidats dans les circonscriptions où des « primaires » auront lieu au sein de la majorité. L'objectif est de parvenir à ce que les non-gaullistes ne soient représentés que par un seul candidat au côté de celui du R.P.R. Au cours de la matinée, la séance de travail a réuni, d'une part, les responsables de la préparation des élections de chacun des partis intéressés et, d'autre part, MM. Daniel Bousin et Jean-Pierre Rostier, du cabinet du premier ministre. A cette occasion ont été régies trente-sept cas présentant peu de difficultés (des réunions préparatoires avaient eu lieu pendant la période des fêtes).

Mardi après-midi, les arbitrages ont été rendus par M. Barre en personne, en présence de MM. Jean Lecanuet, Jean-Pierre Soisson et Jean-Jacques Servan-Schreiber. Vingt-sept cas ont été tranchés. Il a été décidé, par exemple, que, dans la neuvième circonscription des Bouches-du-Rhône, le parti radical retirerait la candidature de M. Alain Joissains, qui était en concurrence avec M. Jean Péraud (P.R.). Dans la quatrième circonscription de l'Hérault, c'est M. André Burgos (P.R.) qui devra se retirer devant M. Marcel Roque (C.D.S.). Dans l'Yonne, deuxième circonscription, le C.D.S. et le parti radical laissent le champ libre à Mlle Odette Pagan (P.R.). Dans la Nièvre, face à M. Mitterrand, M. Jean-Michel Bassot (C.D.S.) sera le seul non-gaulliste, mais le P.R. obtient le retrait de ses concurrents centristes et radicaux dans les deux autres circonscriptions.

En revanche, ont été notamment réservées la cinquième circonscription des Vosges (Versailles), où pourraient se présenter MM. Damien (C.D.S.) et Destremau (P.R.), la deuxième circonscription de Charente-Maritime, où sont candidats MM. Bernard Bideau (P.R.) et Jean Morin (rad.), N'ont pas été non plus soumis au premier ministre les cas considérés « insolubles » comme la première circonscription de la Manche où sont en concurrence MM. Jean-Marie Daillet (C.D.S.) et Jean Patou (P.R.), ou la quatrième cir-

conscription du Morbihan, dont le député sortant, M. Lolo Bouvard (C.D.S.) est concurrencé par M. Ancelin (P.R.).

Une nouvelle réunion est prévue pour vendredi 6 janvier. Une première liste de candidatures sera alors publiée. Mardi en fin d'après-midi, une déclaration a été rendue publique par MM. Soisson, Lecanuet et Servan-Schreiber. On y lit notamment que ces trois dirigeants ont examiné avec le premier ministre « la situation électorale dans les circonscriptions où des élections primaires auront lieu ». La déclaration ajoute : « Afin d'entier la multiplicité des candidatures et de permettre ainsi un choix clair aux Français, les responsables de ces formations sont convenus de présenter et de soutenir un candidat commun dans la quasi-totalité de ces circonscriptions ».

Après la fin de la réunion — qui avait lieu dans le pavillon du parc de l'hôtel Matignon — M. Jean-Pierre Soisson a réaffirmé que l'entreprise des giscardiens, des centristes et des radicaux ne vise pas « à constituer un front commun face à une autre formation de la majorité ». Le secrétaire général du P.R. a d'ailleurs tenté ensuite de joindre M. Jacques Chirac au téléphone pour lui rendre compte des travaux. Il a pu converser avec M. Jérôme Monod, auquel il a renouvelé ses assurances et même proposé un nouveau « échange » de l'ensemble des circonscriptions par toutes les formations de la majorité afin de dégager de nouvelles candidatures vraiment uniques. Une rencontre entre des représentants du R.P.R. et du P.R. est prévue la semaine prochaine.

M. Jean-Pierre Soisson voudrait être, parmi les dirigeants des partis qui soutiennent le gouvernement, celui qui demeure au centre des relations des uns et des autres et, en particulier, celui qui entretient de bons rapports aussi bien avec M. Chirac qu'avec M. Servan-Schreiber.

Le président du parti radical aurait souhaité que les non-gaullistes traduisent leur accord en donnant un « sigle » à leur regroupement. Il proposera même que le mot « front » soit employé. Ses partenaires ont refusé.

Le Centre national des indépendants et paysans a demandé à participer aux prochaines séances de travail en vue des arbitrages.

### LA POLÉMIQUE SUR LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

#### Le seul scandale serait qu'on fasse voter quelqu'un dans le sens opposé à ses instructions

déclare M. Edgar Faure

Interrogé, mardi 3 janvier, au micro de France-Inter sur la polémique suscitée par l'usage abusif de la loi du 19 juillet 1977, relative au vote des Français de l'étranger, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a notamment déclaré : « Je ne vois pas pourquoi les Français vivant à l'étranger

seraient pénalisés pour l'exercice du droit de vote. Cette loi n'a pas fait de bruit à l'époque où elle a été votée. L'opposition n'avait pas donné à cette affaire une grande envergure. Il n'y a pas eu de recours au Conseil constitutionnel. Tout le monde avait accepté cette loi comme une chose normale. »

M. Edgar Faure a souligné que la possibilité qu'a été donnée par la nouvelle loi aux Français de l'étranger de s'inscrire sur la liste électorale de la ville de leur choix, à condition que celle-ci compte plus de trente mille habitants, est « une mesure saine », car, dans les petites villes et les villages, ces inscriptions

auraient pu modifier davantage les résultats du scrutin. Il a conclu : « Je ne vois pas trop comment on peut obliger un Français qui vit à l'étranger à voter pour un parti qui n'est pas celui de son choix. Le seul scandale serait qu'on fasse voter quelqu'un dans le sens opposé à ses instructions. »



#### A Marseille, des bulletins sont de la même main

Marseille. — On prête à M. Gaston Defferre, député socialiste, maire de Marseille, l'intention de déposer plainte après la découverte d'inscriptions nouvelles prises par des Français résidant à l'étranger, dans les première et deuxième circonscriptions de Marseille. Dans la première circonscription, où M. Bastien Lecia (P.S.) sera opposé à M. Joseph Comiti (R.P.R.), l'inscription porte sur un millier de voix ; dans la deuxième circonscription, dont le député sortant est M. Charles Emilia Loo (P.S.), ce sont neuf cent trente-six inscriptions qui ont été recensées, en provenance d'Abidjan (Côte-d'Ivoire), et qui ont été faites par des Français originaires de Bretagne et des Vosges.

« La plupart de ces bulletins, nous a précisé M. Loo, semblaient avoir été remplis de la même main. Certains sont ratés. Je comprendrais que des Français originaires de Marseille ou de Bouches-du-Rhône s'inscrivent dans cette circonscription, mais je trouve anormal qu'ils s'inscrivent dans une autre à la région. Je suis de source sûre que ces Français ont suivi les instructions qui leur ont été données, le 14 décembre dernier, à la chambre de commerce d'Abidjan, à l'initiative

d'une association de Français résidant en Côte-d'Ivoire. »

Au second tour des élections législatives de 1973, M. Loo ne l'avait emporté que de mille six cents voix sur le député sortant U.D.R. M. Lucas : 33 228 voix contre 32 228.

● La mission d'enquête sur le vote des Français établis en Côte-d'Ivoire, dirigée par M. Jacques Viat, inspecteur général des postes diplomatiques et consulaires, a pris fin le 30 décembre. M. Viat remettra ultérieurement son rapport au ministre des affaires étrangères.

#### LE MAIRE DU PLESSIS-ROBINSON INTERVIEW AUPRÈS DU PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

M. Robert Gely (P.C.), maire du Plessis-Robinson, a écrit, mardi 3 janvier, au préfet des Hauts-de-Seine pour protester contre l'inscription, qu'il estime frauduleuse, de quarante Français du Brésil sur les listes électorales de Châteaufort-Malabry (le Monde date 1<sup>er</sup> janvier). Il lui demande « d'user de son pouvoir pour faire respecter le suffrage universel et l'égalité des citoyens devant la loi, pour que dans les Hauts-de-Seine la volonté des électeurs puisse librement s'exprimer ».

#### LE MAIRE DE GRENOBLE APPELLE SES CONCITOYENS « A SE RÉVOLTER CONTRE DE TELLES ACTIONS »

(De notre correspondant.)

Grenoble. — M. Hubert Dubedout (P.R.), maire de Grenoble, député de l'Isère, s'est élevé, mardi 3 janvier, contre le « racket électoral » organisé dans sa ville. Les services de la mairie ont, en effet, enregistré quatre cent soixante-seize demandes d'inscription sur les listes électorales dans la première et la deuxième circonscription rattachées à la ville de Grenoble. Parmi celles-ci, M. Dubedout constate que cent quarante-huit proviennent de Français vivant à Casablanca et souhaitant, pour la plupart, voter dans la première circonscription, dont le député sortant est M. Gny Cabanel (P.R.), en position difficile. La dernière référence électorale dans ce secteur date des élections cantonales de 1973. M. Cabanel avait alors été battu par M. Espagnac (P.S.) de trente-cinq voix. Le maire de Grenoble a appelé ses concitoyens « à se révolter contre des actions contraires à l'esprit du suffrage universel ».

**LE « MARS » PUBLIE :**

**« POUR UN PROJET DE SOCIÉTÉ DES RÉFORMISTES DE LA GAUCHE »**

**PROPOSITIONS POUR UN MANIFESTE RADICAL DE GAUCHE**

Commander cette plaquette en adressant un chèque de 20 F à l'ordre du MARS (Mouvement d'Action et de Réflexion pour les Réformes Socialistes), 45, rue de Sévres, 75006 PARIS.

#### M. GEORGES SARRE (P.S., Paris) PORTE PLAINTE A SON TOUR

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste du conseil de Paris, candidat aux législatives dans la 9<sup>e</sup> circonscription de la capitale, a annoncé, mardi matin 3 janvier, au cours d'une conférence de presse, qu'il déposait plainte, à son tour, et se constituait partie civile en dénonçant les

conditions dans lesquelles se sont déroulées les inscriptions des Français de l'étranger sur les listes électorales de cette circonscription. M. Sarre a rendu public plusieurs documents étayant sa décision de saisir la justice et visant notamment les inscriptions de Français résidant en Autriche.



## LA RENTRÉE JUDICIAIRE

## Nouveau premier président, M. Pierre Bellet plaide pour un rajeunissement des méthodes et des esprits à la Cour de cassation

M. Pierre Bellet a été installé, mardi 3 janvier, dans ses nouvelles fonctions de premier président de la Cour de cassation au cours de l'audience solennelle de rentrée, à laquelle assistaient MM. Raymond Barre, premier ministre; Alain Peyrefitte, garde des sceaux; Alain Poirer, président du Sénat et M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale.

Dans son allocution, M. Bellet n'a pas nié que la justice était « en difficulté » et qu'elle faisait l'objet de nombreuses critiques. L'opinion se montrant « de plus en plus sévère » à son égard, « c'est le sort peu enviable de toutes les institutions vénérables de l'Etat », a-t-il dit. Le juge, comme l'Eglise, ne pouvait pas ne pas être ébranlé par la crise de la civilisation moderne. Cette situation trahit un certain nombre d'entre nous et d'entre nous regrette le temps où la crainte du juge suffisait à réduire l'opinion au silence. Personnellement, je n'ai aucun regret. (...) Mais il estime que « l'opinion est injuste avec la justice parce qu'elle attend trop d'elle, qu'elle se déçoit ». (...) Il considère que « l'abus des critiques et leur excès est une source de confusion qui fait croire aux justiciables qu'ils sont trahis par leurs juges, ce qui est faux ».

L'opinion, a-t-il ajouté, espère la paix, la liberté, la justice de cette institution qui a le droit de porter le nom d'une vertu alors que la justice ne peut donner que ce qu'elle a et elle a peu. Son rôle même est ambigu et contribue à la discréditer, car elle est gardienne des libertés particulières, des libertés par conséquent, elle l'est aussi de l'intérêt général et de l'ordre. Selon que l'on s'attache seulement à la première ou à la seconde de ces fonctions on la trouve trop étroite ou trop laxiste. Et l'on voudrait à tout prix nous contraindre à un choix définitif entre l'un et l'autre point de vue alors que la vérité est comme toujours dans un juste milieu.

Le nouveau premier président s'est étonné de l'absence de la publicité d'un individu au vu d'un compte rendu de quelques lignes alors que la magistrature en possession d'un dossier ne peut encore après plusieurs semaines de réflexion.

Après avoir évoqué le rôle difficile de celui qui est opposé à juger et à décider, par exemple et qui en revient épuisé par les responsabilités qui ont un temps pesé sur lui, M. Bellet a fait allusion à « une autre problématique inquiétante qui pose le fonctionnement de la Cour de cassation qui ne seront pas résolus sans une transformation des méthodes et un rajeunissement des esprits et le rôle

L'attention contre la maison de M. Marchais : quatre arrestations.

La décharge de fusil de chasse tirée dans la nuit contre le portail de la résidence secondaire de M. Georges Marchais, à Saint-Martin-sur-Oreuse (Yonne) (le Monde du 27 décembre 1977), n'est pas l'œuvre d'une bande fasciste comme le redoutait le secrétaire général du parti communiste. Arrêté mardi 3 janvier par la police judiciaire de Versailles, le seul coup de feu sorti de sa maison, imputé et menacé, le secrétaire général du parti communiste s'est comparé de son fusil de chasse et à dire une caricature en l'air pour intimider la bande trop bruyante. « Nous sommes revenus vers 3 heures du matin le dimanche soir à la maison. Je n'ai rien entendu compte tenu du bruit du portail à 1,40 m du sol et non en l'air, celui qui tenait l'arme risquait de tuer un occupant de la maison. Jeunes travailleurs manuels ruraux, ils ont affirmé aux enquêteurs que ni la personnalité de M. Marchais ni une quelconque vengeance politique n'avaient provoqué leur réaction. » (Corresp.)

● La section de Draguignan (Var) du Syndicat de la magistrature a décidé de ne pas participer à l'audience de rentrée solennelle du tribunal de grande instance de Draguignan, mercredi 4 janvier, pour protester contre l'insuffisance des effectifs de cette juridiction. Dans un communiqué publié mardi et signé par M. Guy Belloc, doyen des juges d'instruction à Draguignan, le Syndicat indique que « la juridiction est amputée de sept magistrats sur dix-huit » et évoque l'intention temporaire d'exercer ses fonctions qui frappe Mlle Guémin, premier substitut du procureur de la République à Draguignan (le Monde du 29 novembre 1977).

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL 61, rue de la Chapelle 75018 Paris Tél. 338.00.72

TOLBIAC 33, rue de la Chapelle 75013 Paris Tél. 338.00.91

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 STAGE INTENSIF DE REVISION AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER A PARTIR DU 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F Chimie - 20 heures - 350 F



# Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

## RÉTROSPECTIVE DU PHOTOGRAPHE ANDRÉ KERTÉSZ

### Le mouvement de la vie

On voudrait parler d'André Kertész sans dire : c'est le plus grand photographe du siècle. La superlatif a quelque chose d'indigent. On voudrait dire l'émotion très simple que l'on a ressentie devant telle ou telle photo. On voudrait juste réinscrire sa sensation brute. On ne peut qu'avoir un rapport direct à ces photographies, comme Kertész a eu un rapport direct à la vie. Toute son œuvre est un regard dans la vie. Kertész a dit : « Je vois ce qui existe ». Ce n'est pas de la naïveté. Il faut de l'imagination pour voir le réel. Ce qui frappe d'abord en regardant ses photos, au-delà de la simplicité, c'est l'éclatisme. Il n'y a pas un style Kertész. Pourtant, Kertész fut un précurseur. Il a pratiquement amorcé toutes les tendances de la photographie moderne. Avant Brassai, il a photographié la nuit. Ses nus distordus préfigurent les nus de Brandt. Sa photo du nageur sous l'eau prise en 1917 est résolument moderne : Hockey pour la faire aujourd'hui. Œuvre d'arrière dans l'histoire de la photographie : tournent la dos au spectateur et au portrait et portant le regard vers les petits gestes qui tissent paisiblement la vie. Les photos de Kertész ne s'annoncent pas d'un discours esthétique. Elles ne sont pas froides, même lorsque leur graphisme semble primer. Ces photos, tout le monde, peut-être, aurait pu les prendre : ce sont les photos d'un « amateur » (la série du petit chat qui joue avec un chien dans une corbeille). La seule écriture, vraiment personnelle (répétitive) de Kertész est son surplomb sur les choses. Mais si Kertész devait ouvrir après les portes et les balcons pour être « eu-dessus », ce n'était pas seulement pour créer une autre géométrie du regard, c'était surtout pour faire surgir, révéler le mouvement de la vie.



Violoniste ambulant  
19 juillet 1921.

homme en costume, pour le clin d'œil d'une chère qui regarde dans un appareil photo. Les soldats jouant aux cartes dans la tranchée ou rient en s'envoyant du loin. Les enfants pauvres lisent un livre à trois. Un couple regarde le spectacle du cirque par le lent d'une pellicule. Certains paysages restent calmes. Et partout zigzag la musique du violoniste ambulant.

En 1925, Kertész s'installe à Paris. Il y restera jusqu'en 1936. Ses photos de l'appartement de Mondrian avec le canotier accroché au portemanteau et la tulipe artificielle dans le vase, des lunettes et de la pipe du peintre sont des documents exceptionnels. Ses portraits de Colette, Chagall, Marc Orlan ou Eisenstein également. A Paris, Kertész a poursuivi sa peinture

du détail, du geste, de l'attitude. Il s'est promené sur les quais, dans les bals-musettes et les bistrotiers où les hommes en casquette se chautent encore autour du poêle, dans les rues où les hommes se rasent encore sur les trottoirs. L'accumulation des détails finit par reconstituer l'époque.

Les photos de Kertész sur New-York (1936-1977) ne représentent pas un vrai témoignage sur la ville. Kertész n'est pas un reporter, il ne va pas vers l'actualité. Il photographie le relief d'un gratte-ciel dans une flaque de neige fondue, le relief ou l'ombre, la silhouette quand il signe un autoportrait. Il photographie « à côté » : un nuage égaré au bord d'un gratte-ciel, une tulipe mélanocoolique qui s'épanche hors de son vase. Ses « objets » ne sont pas exceptionnels : ce sont des traces, des passages.

La vie d'un square prise en un seul coup d'œil : les enfants qui jouent, une bicyclette qui passe, un homme qui lit un journal d'une poubelle et se met à lire. Des marques de pas ou de petites d'oiseaux dans la neige. Des murs. L'ombre d'un corps derrière le verre d'un balcon à la Martinique, avec le linéaire superbe de la mer.

L'exposition que présente le Centre Georges-Pompidou (dans le Musée d'art moderne, au 115 rue de la Harpe) est une rétrospective : c'est un homme rendu à Kertész. Pierre de Fenoxy l'avait conçue pour inaugurer la Fondation de la photographie, qui a été renvoyée à Lyon. Pendant deux ans, il a fait des aller et retour Paris-New-York pour trier avec Kertész parmi des milliers de photos. Ils en ont retenu quatre cents et, finalement, ce sont deux cent cinquante photos qui sont présentées à Beaubourg, dans le Centre Georges-Pompidou.

Il y avait une rétrospective de Kertész en 1977, à la Fondation de la photographie, qui a été renvoyée à Lyon. Pendant deux ans, il a fait des aller et retour Paris-New-York pour trier avec Kertész parmi des milliers de photos. Ils en ont retenu quatre cents et, finalement, ce sont deux cent cinquante photos qui sont présentées à Beaubourg, dans le Centre Georges-Pompidou.

HERVE GUBERT.

\* Jusqu'au 30 janvier. Catalogue : 25 F.  
\* André Kertész, aux Éditions Delpeire (Histoire de la photographie) : 50 F.

## « LA BELLE HÉLÈNE », PAR L'OPÉRA DU RHIN

### Le plaisir du pastiche

PARCE que c'est son destin, sinon sa seule raison d'être — la fatalité, dira-t-elle — Hélène, la Belle Hélène, doit tromper Ménélas. Elle le trompe par ennui, comme Pénélope s'adonnera à la tapisserie, n'ayant rien d'autre à faire de ses longues journées de reine ; elle y pense sans cesse, elle hésite, cède en rêve, mais résiste jusqu'au bout ou presque : pouvait-elle deviner que le grand amour de Vénus, accouru de Cythère en chantant la tyréenne, était Paris déguisé et bien décidé cette fois à l'enlever ?

L'opéra bouffe d'Offenbach, sur un livret de Meilhac et Halévy, pourrait tout aussi bien s'appeler *C'est un trait* : l'observation de l'éternel féminin dans ses manifestations quotidiennes y tient une place primordiale ; ainsi, lorsque Hélène, à cours d'arguments, lance à Ménélas l'interdit : « Mais, mon ami, vous me parlez d'une chose qui s'est passée il y a huit jours ! », c'est, en une réplique, toute la mauvaise foi des petites femmes du Second Empire qui, ainsi replacées dans la bouche d'une reine de Sparte, prouve la valeur d'humanité. C'est cela, dit-on, qui assure la pérennité des chefs-d'œuvre ; la *Belle Hélène* en est un.

Si la formule a parfois des défaillances, dans le cas présent, à en juger seulement par la seconde distribution (Régine Anghel et Claude Schnitzler), elle se révèle satisfaisante, permettant à l'interprète principal de se reposer d'un rôle que la succession d'airs et de scènes variées rend particulièrement éprouvant. Écrit par Hortense Schnel-

der, le rôle d'Hélène est conçu pour une mezzo plus que pour une soprano ; ce n'était donc pas, a priori, un emploi pour Régine Anghel. Pourtant, d'une représentation à l'autre, elle se l'approprie : une Hélène pudique, sans être indifférente aux charmes de Paris, inquiète d'elle-même, farouche ou sensuelle selon les exigences de l'échiquier ou de son tempérament, parfois en dépit de ses possibilités, et c'est là que le procédé de l'alternance montre des défaillances, car cette appropriation, dont la complexité avec le chef et les musiciens est l'un des éléments importants, ne pourra jamais être complète, et la composition du personnage y perd un peu de sa vérité. De son côté, Claude Schnitzler doit également réaliser une sorte de compromis entre sa propre conception de l'œuvre et celle qu'Alain Lombard a imprimée à la production ; ce n'est pas le moindre de ses mérites que de le faire oublier.

Il serait donc bien compliqué de jouer la *Belle Hélène* ? C'est, malgré le cynisme des représentations des Bouffes-Parisiens (le 14 octobre 1976), qu'il s'agit d'un ouvrage difficile et exigeant.

#### Le nom de la victime

Considérée comme un art mineur, l'opéra-bouffe, lorsqu'il est de cette trempe, est tout le contraire d'un divertissement grossier. Non seulement parce qu'on y parle grec à l'occasion (le vrai et l'argos) ou parce qu'il est véritable, pour en apprécier les finesses, de bien connaître les détails de la mythologie, mais parce que la *Belle Hélène* est, un siècle avant *Stoichestes* de Kugel, le plus magistral exemple de sagesse du grand opéra : qu'il triomphait au dix-neuvième siècle. On a beaucoup insisté sur la satire sociale et politique présente dans les livrets de Meilhac et Halévy, cependant — et la mise en scène de la *Périsphère*, par Jean-Louis Marliouy en décembre 1975 à Strasbourg, reprise sciemment à Lyon, le montre — cette œuvre n'est pas seulement une œuvre de satire, elle est aussi une œuvre de tolérance d'un régime qui autorise la caricature. Aussi est-ce d'autant plus dans la partition qu'on trouve la véritable contestation.

On pourrait presque, en face de chaque morceau, écrire le nom de la victime : Glück naturellement, pour la scène de l'opéra. Ménélas pour le Trio patriotique, Rossini lorsqu'il est question de l'homme à la pomme (Gau-

laume Tell ?), Meyerbeer pour les vocalises gratuites, Halévy pour les cortèges avec leurs paroles rituelles (« faisons silence »), Wagner pour la fanfare, un peu tout le monde pour les vases inopportuns (« ce vil séducteur nous insulte et nous outrage »), l'orchestre dramatique imité tout à coup — violon, trompette, grosse caisse et cymbales — par les chanteurs et qui exprime en un formidable « ding-ding-ling-ling-la-boum ! » et quand on se moque du tonnerre, c'est encore de la plaque de rôle qui en tient lieu, accessoire obligé du grand opéra.

A travers tant de pastiches se devine un plaisir évident de l'écriture. Cela va de l'euto-citation (*Orphée aux enfers*), aux sophistiqués du madrigalisme : une mélodie ascendante pour évoquer la robe montante, une ondulante voluptueuse lorsque Paris fait allusion, sans les préciser, aux attributs de Vénus. Et puis il y a cette revanche du langage : « Le roi barbu qui s'avance, bu qui s'avance... Agas-Agammemnon », sur la musique qui à l'opéra, prétend asservir impuamment le texte du livret.

Virulente et impitoyable, cette charge systématique pourrait se dessiner très vite. C'est à dire le personnage d'Hélène, avec toute sa féminité, son indécision, le caractère touchant de son idéalisme bourgeois (« J'aurais voulu être la femme d'un brave négociant de Mytilène ») ou bien : « Nous dinons à sept heures » prend toute sa valeur ; il doit émonvoir tout de même : la tendresse d'Hélène fait contrepoids à la cruauté de la caricature. C'est là un des secrets de l'œuvre : l'autre c'est, pour Offenbach, d'avoir fait du mauvais style un style original donc durable, séduisant comme une bonne farce et cohérent dans son ambiguïté.

#### L'esprit et la lettre

Cette cohérence est si forte, ce côté « badié » tellement inimitable — quelques mesures suffisent à désigner l'auteur — que la tâche des interprètes devrait s'en trouver facilitée : s'ils vont trop loin dans la bouffonnerie jusqu'à une certaine vulgarité même, ils restent dans le ton. C'est pourtant là, en réalité, que commencent la difficulté car, lorsqu'on ne veut pas se résoudre à considérer la *Belle Hélène* comme une farce grossière, on risque de rester un opéra du Rhin : on a cherché d'abord, et ce n'est pas si fréquent, à faire de la musique : de

belles voix, un travail d'orchestre soigné, une mise en scène fidèle à la partition, respectueuse de l'œuvre et qui ne cherche pas à s'y substituer ; le texte parlé aussi a été presque intégralement conservé, mais en faisant bien en n'a peut-être pas encore assez fait et, par instant, on regrette ces spectacles de troisième ordre où tout le monde s'ennuie sans arrière-pensée, car c'est tout de même cette fête contagieuse qu'on attend d'un opéra-bouffe.

La mise en scène de Louis Erlo est amusante, avec des trouvailles toujours de bon goût, mais on y cherche ce grain de folie qui saisis parfois le livret (« Les voyageurs pour Cythère, le train va partir », s'écrit brusquement Agammemnon). De leur côté, les chanteurs interprètent la partition un peu trop à la lettre. Or, comme c'est le cas dans le domaine de la chanson, c'est l'esprit qui est la lettre et non le texte imprimé qui parfois n'est qu'un cauevas ; il faudrait allonger une croche ici, la bousculer les autres, « dire » la mélodie et pas seulement la réécouter fidèlement. Pour des chanteurs d'opéra, c'est toute une éducation à refaire.

Velette, à sa façon, du spectacle, le fantasme Jacques Martin, dont on ne connaît pas encore les possibilités vocales, se révèle très convaincant dans le rôle de Ménélas, obligé qu'il est — témoin d'occasion — de s'imposer tout de même et d'y réussir en donnant aux mots leur pleine valeur, ce qu'oublie parfois Jules Bastin (Agammemnon), prisonnier au contraire d'une véritable voix d'opéra. Pour Remy Corazza (Paris), le problème se pose avec moins d'acuité, incarnant le jeune premier qui n'existe que par ses qualités de séducteur né ; Michel Trompont, en revanche, réussit une composition assez savoureuse de Calchas, grand eunuque de Vénus et complice de Paris à son corps défendant.

D'une qualité constante, largement au-dessus de la moyenne, cette nouvelle production de l'Opéra du Rhin n'est donc pas absolument exemplaire, mais, ne serait-ce que par la teneur des réserves qu'elle suscite, c'est, pour ceux que cela tente, le point de départ d'une réflexion plus large sur le comique dans le théâtre musical, ses moyens, ses limites ; pour les autres, cela reste un spectacle amusant.

GÉRARD CONDÉ.

(\*) Prochaines représentations : les 4, 6 et 7 janvier à Mulhouse, les 13 et 14 à Colmar, le 14 sur FR 3.

## « BARBEROUSSE », DE KUROSAWA

### L'art et les bons sentiments

SANS le succès de *Dersou Uzala*, Barberousse, tourné par Akira Kurosawa en 1966, aurait-il été distribué en France ? L'idiot (1961) avait attendu vingt-deux ans une sortie à Paris. Douze ans seulement pour Barberousse, c'est, en somme, un progrès ! Célébra dans le monde entier, le plus grand des cinéastes japonais vivants, le dernier humaniste peut-être, continué d'être mal connu chez nous, où, faute de les avoir découvertes dans l'ordre chronologique, on relie mal ses œuvres les unes aux autres.

Akira Kurosawa avait entrepris Barberousse — d'après un roman de Yamamoto Shigoro — en 1963. Le tournage, difficile, dure deux ans, et, malgré le bon accueil du public japonais, Kurosawa sortit de cette aventure très déprimé. Il était son propre producteur ; il connut des ennuis financiers et resta sans tourner jusqu'en 1970. *Dodas'cons*, production indépendante, fut alors, et malheureusement, un échec. Après une tentative de suicide en 1971, Kurosawa, qui vivait dans une sorte de retraite, put aller réaliser *Dersou Uzala* en Union soviétique. Trois films seulement en douze ans, donc. Il se trouve que ce sont trois films admirables, fondamentaux, les plus marqués de sa carrière. Kurosawa va sur ses soixante-huit ans. On ne voit pas qu'il soit au bout de sa création.

Un mélodrame, Barberousse ? Oui, si l'on s'en tient à l'argument. Au début du dix-neuvième siècle, dans une société féodale et fermée à l'occidentalisme, un médecin des pauvres, surnommé Barberousse, se penche sur les misères morales de ses malades. Un jeune étudiant en médecine, Yasumoto, a été nommé interne, à son corps défendant, à l'hôpital où se trouve Barberousse. Il devait épouser la fille d'un grand patron — pour devenir médecin de riches. Il se transforme au contact de Barberousse et, ses affaires personnelles arrangées, accepte de rester à ses côtés.

En bien, oui, le sujet est « édifiant », comme toujours chez Kurosawa. Et les bons sentiments ne cessent d'affluer. Mais l'art du cinéaste les transcende, en lui des valeurs humanistes, évangéliques même. Placé au centre d'un univers réaliste (l'hôpital, les quartiers pauvres, les bordels), Barberousse, le militant de la bonté, incarne une force spirituelle qui œuvre, en somme, les yeux de l'étudiant à la vérité de la misère et de la douleur. Initiation, pour Yasumoto, que ces rencontres qu'il fait, à cause de Barberousse, dans et autour de l'hôpital. Le film est une suite d'épisodes déchirants, parfois racontés comme des confessions, des histoires mélodramatiques, oui, mais comme on en trouve chez Hugo, Dickens, Dostoevski et Gorki, et ce sont ces références universelles qui donnent au film sa résonance. La leçon de Barberousse qu'il transmet, par l'expérience directe à Yasumoto, c'est qu'on ne peut pas soigner les corps sans soigner aussi les âmes, c'est que le mal, la maladie, sont aussi les conséquences de la misère sociale et de l'érosion du malheur sur la vie intérieure des individus. L'ombre vient d'en haut, la lumière vient d'en haut. Quelle force dans cette simplicité ! Quelle illumination et quel espoir dans ce film, qui fut pourtant enté dans la peine ! Un clin d'œil, dans toute l'étendue du large écran sur une pauvresse prostrée qui raconte ses malheurs au médecin, et nous voilà bouleversés comme si ces pages sublimes des *Misérables* d'Hugo plongea dans la lempe sous le crâne de Jean Valjean. Le charpentier qui raconte à son lit de mort son amour pour la femme qu'il a tuée et enterrée, la fillelette arrachée à une maison de prostitution, confiée dans la sauvagerie et l'abandon, puis qui ramène tantement des orfèvres le « petit rat », gamin chaperonné, et sa famille qui s'empoisonne pour échapper à trop de misère, voilà que cette douleur humaine, accablée sous les épreuves, surgit de ses limbes pour effimer sa dignité.

Kurosawa n'emploie aucune rhétorique sentimentale. Il rapproche des visages sous des éclairages attentifs ; il expose la violence et le mort à nu, sans effets spectaculaires ; il garde l'œil fixé sur la misère et la douleur ; il fait jouer ses acteurs jusqu'au désespoir et nous les montre comme livrés par la pitié et la fraternité. Et voilà qu'apparaît ce « quelque chose de magnifique » qu'il a voulu la guérison des âmes englues dans le malheur, une sorte de communion des humbles réchutés, redimés par le généraliste. Scène splendide entre toutes : la guérison du « petit rat ». Il va mourir du poison ; il lui faut un miracle pour le sauver. Alors, Otoko, la fillelette sauvage qui s'est attachée à lui, se penche et l'intérieur du pull pour crier son nom. C'est une coutume qui permet de relancer l'âme des mourants. Les servantes de l'hôpital, se penchant avec elle, crient avec elle. Et le « petit rat » ne meurt pas. Quand vient le matin, son âme est remuée du pull.

JACQUES SICLIER.

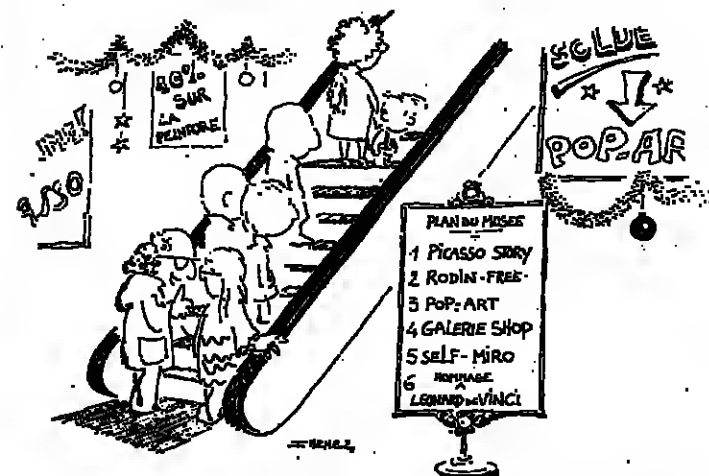
(1) Cité par Michel Meslin dans *Kurosawa, Cinéma d'aujourd'hui*, Éditions Seghers.

\* Voir les films nouveaux.



## Point de vue

## Beaubourg, un malédifice ?



**S**UPPOSONS que le Centre Pompidou ne se tire pas trop mal de son architecture — question d'avis, sinon de goût. Constatons, puisque c'est le cas, que tout a été donné pour que ses fonctions soient remplies de la meilleure façon possible. Accordons enfin que ses intentions sont tout à fait louables et correspondent à l'air du temps.

En ce qui concerne l'édifice, pourtant, on sait qu'il est une extension du vieux projet, nécessaire à Paris, d'une vaste bibliothèque ouverte à tous. Extension démesurée pour l'espace investi : ses possibilités (B.P.L., Musée d'art moderne, C.C.I., IROAM...) sont amoindries, en fait, par la surface impartie à chacune. Le grand bâtiment, trop étroit par nature, ne correspond guère à ses prétentions de rationalité. Et son fonctionnement, comme bien-tôt son entretien, s'avèrent un gouffre financier plus profond que toutes les pensées véhiculées en ce lieu.

Ajoutons que les conducteurs du Centre méprisent assez sa forme pour lui avoir adjoint, plusieurs mois durant, diverses constructions de toile qui auraient rempli plus utilement des quartiers dépourvus de « culture ». Quant à l'atelier Brancusi, si l'on excepte ce qu'il contient, c'est à quelques sophismes près, un faux. Quelle est, dès lors, son utilité en ce lieu, sinon de proclamer, peut-être, le masochisme mental de certains muséologues ? On attend maintenant, semble-t-il, l'autorisation de construire une serre sur le peu d'espace resté vide : un lieu de culture par dérision, sans doute ?

Ainsi flanqué de tentes, de hangars, de gaudes, le Centre Pompidou avoue ou bien son insuffisance, ou bien sa volonté de centralisme culturel. Et c'est bien son paradoxe : être caduc, à peine né. Attirer quand il faudrait rayonner. On prétend, avec lui, donner à chacun les moyens de se cultiver. L'intention est superbe. Mais, par bien des aspects, Beaubourg se refuse à rester ce projet généreux. A la voie étroite de la qualité, il a préféré les avenues de la démagogie. En fait de forum et de lieu de contact, il semble bien qu'on ait affaire aux jeux du cirque. Du pain et des jeux ? Voici déjà des jeux.

La voie démagogique, c'est encore celle qui laisse croire que la culture est un fait de nature, un droit civil qui s'acquiert sans volonté de l'acquiescer, une curiosité passive. En ce sens, Beaubourg est un pas de plus vers la démission de l'individu, qui se veut toujours plus l'enfant d'un Etat omni-responsable. Voilà un sûr moyen de désarmer toute pensée autonome.

Combien, parmi les visiteurs, en est-il qui ne viennent, dans la plus pure tradition des pèlerinages aux Lieux saints, que pour chercher des indulgences qui rachètent leur désintérêt passé pour la « chose culturelle ». Ils viennent, sans que rien les aide à comprendre le sens de leur démarche, chercher un morceau de culture qui devra leur servir jusqu'à un autre pèlerinage, peut-être l'année prochaine.

A la fois sanctifié et matérialisé, le concept de culture perd alors le peu de sens qu'il possédait, celui d'ouverture, pour devenir un bien de consommation distribué par une autorité supérieure ; une connaissance figée, sélectionnée par quelques esprits forts. A une culture dite de classe, a donc succédé, dans l'enceinte de Beaubourg, une non-culture de classe. Ou pire : un résidu culturel mitonné par quelques intellectuels qui semblent vouloir protéger autrui de ce dont ils ont profité.

D'où la référence à peu près constante du Centre à la bande

dessinée, genre intéressant mais non fondamental, comme si, au lieu de culture, chacun devait s'en retourner vers ce minimum culturel commun ; genre d'autant moins nécessaire ici, qu'il est mieux diffusé au dehors par de solides structures commerciales. Participe encore de ce nouvel engouement, le *Crocodrome* de Zig et Puce, gadget de luxe qui aura concentré entre les mains de quelques déjà grandes figures de l'art contemporain d'impressionnisme moyenné ; on encore l'exposition « Catà, Bistrot et Cie » qui, sans une « bulle » d'explication, était inutile, mal construite et « grillait » le sujet. Une fois de plus, il aurait fallu faire confiance aux lumières du catalogue : la culture est presque gratuite.

Qu'y a-t-il à espérer de la politique actuelle du Centre ? Construite à la gloire du régime en place, conduite par une équipe dont le dénominateur commun semble être un pâle vernis de gauche, cette grande machine s'essouffie dans les contradictions. Niant, ou reniant, l'opposition quantité/qualité qui reste une des marques de la culture occidentale, le Centre, loin de la dépasser, l'a portée à son paroxysme. Tout concourt, maintenant, à une inflation culturelle qui ne sert personne, sinon les professionnels d'un hermétisme creux. Du concept de culture, il paraît d'ailleurs que l'on est passé à celui d'animation, ce succédané facile et aliénant de l'initiative. Le Centre pense et rit pour vous.

Mais qu'on ne s'alarme pas. L'animation ne parvient guère aux salles du Musée d'art moderne, et meurt dans les rayons classiques de la bibliothèque, dont les clients se suffisent toujours à eux-mêmes. Tout au plus sert-elle les marchands de poulbotes, réunis près du temple. Restent les bonnes intentions du départ : le Centre en est toujours pavé.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

## Travailler dans une grande surface

**I**L y a quelques choses d'hyppocrite dans cette fonctionnalité qui s'affiche en façade quelques choses qui tend à faire oublier que la Centre Beaubourg, bien que machine de pointe, ne fonctionne pas, jusqu'à nouvel ordre, sans hulle de coude et sans matière grise : que pour fonctionner bien, à plein, il a besoin d'être particulièrement soigné, astiqué, alimenté. A cela s'ajoutent un millier de personnes des sous-sols au cinquième étage, à tous les échelons, et avec des tâches extrêmement diversifiées : hôtesse, techniciens, régisseurs, animateurs, bibliothécaires, conservateurs... Mille personnes qui sont les premiers usagers, de la première « grande surface » culturelle, et se trouvent à la jonction d'une architecture qu'on dit futuriste et du public.

Mille, c'est beaucoup et c'est peu. Le chiffre correspond à peu près aux besoins d'un personnel évalué au stade de la programmation du Centre quand on comptait sur une affluente moyenne de dix mille visiteurs par jour, et non sur les vingt mille qu'il y a jusqu'à la réouverture.

Mille personnes (sans compter la personnel qui dépend d'entreprises privées, de la librairie Flammarion dans le forum, du restaurant, du parking, du nettoyage). L'Opéra fonctionne avec un effectif d'environ mille deux cents personnes ; la Musée d'art moderne de New-York, de cinq cents personnes (la Musée d'art moderne de Beaubourg « tourne » avec une équipe de cent cinquante personnes) ; la bibliothèque Lénine de Moscou, de plus de trois mille personnes (le B.P.L. compte deux cent cinquante personnes). Ces mille personnes paient le prix du succès, tout chaque jour l'épreuve d'un complexe culturel neuf, doivent faire face à des conditions de travail difficiles, pour de multiples raisons. L'effluence du public en est une, l'architecture et l'homme nouveau qu'elle est censée engendrer en est une autre.

## Face à la horde

Il suffit de se promener dans le forum du Centre pour se rendre compte de quelques-unes des difficultés auxquelles se mesure chaque jour une bonne partie du personnel, quand les hôtesse, ceux qui ont le charge de la sécurité, les caissiers, doivent faire face à la marée montante de visiteurs, à la foule qui se dirige vers l'escalator, se trouve prise dans l'antennor du côté des galeries du C.C.I., et de là à l'attente torride, se déverse au milieu des espaces d'exposition. On peut aisément comprendre l'antipathie de tous ceux qui travaillent à ces niveaux-là du Centre, sont là pour accueillir, guider, diriger, mais dont le rôle informatif et éducatif face à la horde se borne finalement à canaliser, surveiller, limiter les dégâts. Informer peut-être, mais sur l'endroit où se trouvent les toilettes.

On ne pouvait prévoir l'affluence, ni sans doute qu'il y aurait de tels « points chauds » dans le Centre forum et B.P.L., pour lesquels le personnel est insuffisant, mais on pouvait sans doute prévoir concrètement les conditions de travail pour ce millier de personnes. Les responsables syndicaux du personnel de Beaubourg (le quart est syndiqué C.G.T., C.F.D.T., F.E.N. pour la bibliothèque, plus quelques autonomes) soulignent que dans la conception architecturale du Centre, on a beaucoup pensé aux problèmes de sécurité, aux mesures contre l'incendie, à la protection des œuvres du musée, à l'accueil et au service public, mais qu'on a tout bonnement oublié de penser aux conditions de travail du personnel, à commencer par sa circulation à l'intérieur du Centre, qui ne s'avère pas chose aisée. Si le personnel a son entrée, rue du Rainard, une fois dans la place il doit emprunter les mêmes circuits que

le public, autant dire qu'un jour du point il n'a pas intérêt à descendre acheter un paquet de cigarettes, le retour à son poste n'étant pas forcément assuré dans des délais convenables. Ou'il le veuille ou non, que cela fasse ou non partie de ses fonctions, la personnel de Beaubourg se frotte quotidiennement au public. Et la décongestion intérieure du Centre, si la continuité architecturale doit idéalement favoriser de nouveaux rapports entre les usagers du Centre, personnel et public confondus, dans la pratique quotidienne ces frottements s'avèrent quelques peu difficiles à assumer.

## Mille maux

Ceux qui travaillent à Beaubourg essuient les plateaux, et les rats de la mise en route d'un bâtiment ouvert au public alors qu'il n'est pas encore achevé, et qui, même terminé, ou presque, se révèle un espace dur, une machine difficile à habiter. Il y a mille choses, mille détails que le personnel du Centre n'a pas manqué de signaler dans de nombreux cahiers de charges, qui paraissent peut-être insignifiants par rapport au « grand dessin » culturel, mais qui jouent considérablement sur le moral des troupes, qu'elles y aient ou non adhéré massivement : une climatisation capricieuse (28 °C, ici (studio de TV), là, des trombes d'air froid qui vous tombent dessus) ; une atmosphère desséchée (hygrométrie à 30 %) ; dans certains endroits, alors qu'elle devrait, en moyenne, osciller entre 40 % et 60 % ; une intensité lumineuse trop forte (les trois quarts du bâtiment sont éclairés artificiellement) ; et, par-dessus tout, le bruit, l'agitation, la circulation partout. Autant d'anomalies qui, selon les endroits, sont plus ou moins sources de fatigue, de troubles visuels, de céphalées, de laryngites, de tous les petits maux inventoriés dans les rapports des médecins du travail, et qu'on peut mettre sur la compte du temps du rodage, nécessaire de la machine.

Mais il y a aussi des outils, qui tendent à confirmer le point de vue des syndicalistes, à savoir qu'on n'a jamais vraiment réfléchi aux conditions de travail du personnel : l'absence d'aires de repos, où alors des surfaces ridicules qui reproduisent exactement les conditions de travail (mêmes sièges, mêmes couloirs, même environnement), la manque de sanitaires, ou encore l'absence de véritable cantina réservée au personnel. Calcul-ci, en effet, peut prendre son repas au self du cinquième étage moyennant des tickets-rapés à 6 ou 7,50 F, selon l'échelon, pour un menu évalué à 14 F — cela dit avec un choix de plats chauds excédant souvent les 10 F, et jusqu'à une date très récente aux mêmes heures que le public, donc avec une file d'attente.

Si tous ces problèmes internes peuvent être réglés ou en voie de l'être, il en est d'autres qui constituent des points noirs difficiles à résoudre : le travail en sous-sol qui concerne une centaine de personnes : personnel de la régla, de l'audio-visuel, magasiniers, etc.), à proximité, pour certains postes, d'un parking pollueur, le travail dans les bureaux paysagers, avec ou sans verdure, où cent personnes à plus se retrouvent sous des plafonds à plus de 6 mètres de haut sur un même plateau divisé en cellules par des parois insonorisées de 140 mètres du sol, qui n'empêchent pas le bruit de fond des téléphones, des machines à écrire, des conversations, ni la vertige de la circulation grossi par celui que procurent justement des problèmes d'accommodation par rapport aux états cinétiques des petits trous des parois d'insonorisation. Un exemple, celui de la B.P.L., au deuxième étage, où, sur un espace de 50 x 50 (en mètres) travaillent quotidiennement

deux cents personnes, et où le mobilier définitif, notamment ces parois d'insonorisation, n'a pas encore été entièrement livré.

Mouvement perpétuel, distraction perpétuelle, bruit perpétuel... au dire de certains usagers il est impossible de se concentrer et de travailler efficacement plus de deux heures par jour dans ces bureaux qui sont l'exacte parodie de ce qui se passe dans tout le Centre, reflètent l'impossibilité de s'isoler, de se concentrer, de réfléchir. Ce qui n'est pas accordé au public, ne l'est pas non plus au personnel de Beaubourg, qui, lui aussi, se trouve à un espace où rien n'érige vraiment le regard, un espace ouvert, infini, sans plages de repos, où l'on se noie, où l'on se perd, où l'on ne se retrouve pas. Ça n'est pas par hasard si une partie de l'administration vient de déménager pour s'installer hors les murs, dans la pierre de taille et dans de vraies pièces.

## Du rêve à la réalité

Pour le moment, en tout cas, il semble bien que les termes dans lesquels le Centre a été conçu : ouverture, circulation, continuité, échanges, coordination, interdisciplinarité, produisent sur ceux qui y travaillent des effets inverses, à savoir que chaque département tend plutôt à se protéger, à se refermer sur lui-même, à se remanier sur son plateau, que de l'un à l'autre on ignore ce qui se passe, et que l'on est encore loin de pouvoir envisager des actions coordonnées. Un malaise règne à Beaubourg, du côté du personnel, un malaise physique, mais aussi un malaise moral, qui peut être analysé comme la conséquence de ce décalage entre l'idéal de l'espace architectural, des activités et du personnel. Un personnel qui, lui aussi, a été pensé idéalement, devant se plier à certains principes pour mieux servir le grand projet culturel : l'unité, la mobilité, la diversité des fonctions : pour éviter la création de chapeaux, pour que le Centre ne soit pas une citadelle privilégiée et s'ouvre largement aux personnels extérieurs, étrangers ou agents n'appartenant pas à la fonction publique, et où il n'y aurait pas de monopoles sur une mission particulière. Les résultats actuels de cette politique, difficilement acceptables du point de vue syndical, font qu'une forte proportion d'employés du Centre est recrutée par contrat, renouvelable ou non. Ces contractuels bénéficient de certains avantages — des salaires souvent supérieurs, à ceux de la fonction publique pour les cadres au moins (lesquels sont peu nombreux dans l'établissement, public rapplons-le, il ne devraient pas dépasser les 10 %), mais la contrepartie est là : l'instabilité de l'emploi et les menaces de licenciement. Aux contractuels et aux fonctionnaires du Centre, il faudrait ajouter une autre catégorie de personnel, celle-là motivée par les besoins grandissant des services — notamment par rapport à l'affluence du public : les vacataires qui, sans les moindres avantages, assurent des fonctions qui nécessiteraient la création de postes permanents.

En se développant de plus en plus, la Centre a amené de nouvelles personnes, les équipes initiales sont devenues de très gros services qui ont dû se structurer, ont forcément engendré une nouvelle hiérarchie et des luttes de pouvoir inhérentes à ce genre d'administration, et la parcellisation du travail. Sous la poids d'une machine administrative omnipotente et anonyme, les employés face à une direction multiforme, ne savent pas toujours trop qui fait quoi, qui est responsable de quoi. Autant de facteurs qui jouent sur la qualité de ce qui est présenté à Beaubourg, et sur la destinée du Centre.

GENEVIEVE BREERETTE.

GALERIE ALBERT LOEB — 10, rue des Beaux-Arts

ROBERT GUINAN

Tél. 633-06-97 — Jusqu'au 28 janvier.

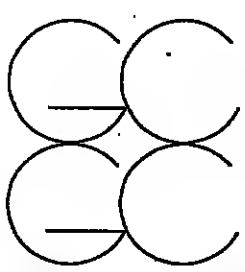
REGARD SUR LA TAPISSERIE CONTEMPORAINE  
Manufactures des Goblets et de Beaurville  
Du 7 janvier 15 h. au 28 janvier 1978  
Mairie d'Attila-Mons - Salle du Conseil  
Se renseigner pour les heures d'ouverture

GALERIE MARIE-JANE GAROCHÉ

54, faubourg Saint-Honoré, PARIS 75008 — 073-11-55

PINIER

Jusqu'au 21 janvier 1978



Du 5 janvier au 4 février 1978

BLONDEL, CASADESSUS, CUECO,  
JULIEN, KERMARREC, KLASSEN,  
SANDORFI, TEHEMAQUE, VOSS.

GALERIE C

10 RUE DES BEAUX-ARTS  
75006 PARIS. 325.10.72GALERIE CLAUDE BERNARD, 7 et 9, r. des Beaux-Arts, VI<sup>e</sup>

Téléphone : 326.97.07 et 326.23.81

RAYMOND MASON

Sculptures et dessins  
29 NOVEMBRE - 25 JANVIERMONTE-CARLO VO - ST-GERMAIN HUCHETTE VO - ÉLYSÉES LINCOLN VO  
MONT-PARNASSE 83 VO - NATION - ST-LAZARE PASQUIER - IMPÉRIAL  
CLICHY PATHE - GAUMONT CONVENTION - MULTICINÉ ChamplignyALBERTO SORDI - SILVANA MANGANO - JOSEPH COTTEN  
BETEDAVIS  
L'ARGENT DE LA VIEILLE  
un film de LUIGI COMENZI

## CABARETS

LES 2 MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS

**LIDO** NOUVELLE SUPER REVUE "Allez Lido"  
2030 DANCING DANSTON 100  
1/2 CHAMP-REVUE 100  
2230 CHAMP-REVUE 125  
1/4 45 2<sup>e</sup> SPECTACLE 125  
606 CO 19 79 02

**BAL DU MOULIN ROUGE**  
2030 DANCING DANSTON 100  
1/2 CHAMP-REVUE 100  
2230 CHAMP-REVUE 125  
1/4 45 2<sup>e</sup> SPECTACLE 125  
606 CO 19 79 02

**LISSETTE MALICOR**  
2030 DANCING DANSTON 100  
1/2 CHAMP-REVUE 100  
2230 CHAMP-REVUE 125  
1/4 45 2<sup>e</sup> SPECTACLE 125  
606 CO 19 79 02

JOCKEY

127, bd du Montparnasse  
326-48-23Pas comme les autres  
on s'y amuse !LA CANNE  
A SUCREBAB 23.25  
DINER-SPECTACLEJARDIN  
CHAMPS ÉLYSÉESDINER-SPECTACLE  
GASTRONOMIE POTEL ET CHABOT  
30 artistes et musiciens20h30 DINER DANSTON 190<sup>e</sup>

SPECTACLE 1/2 Champ-Revue - service complet

22h30 SPECTACLE 125<sup>e</sup>

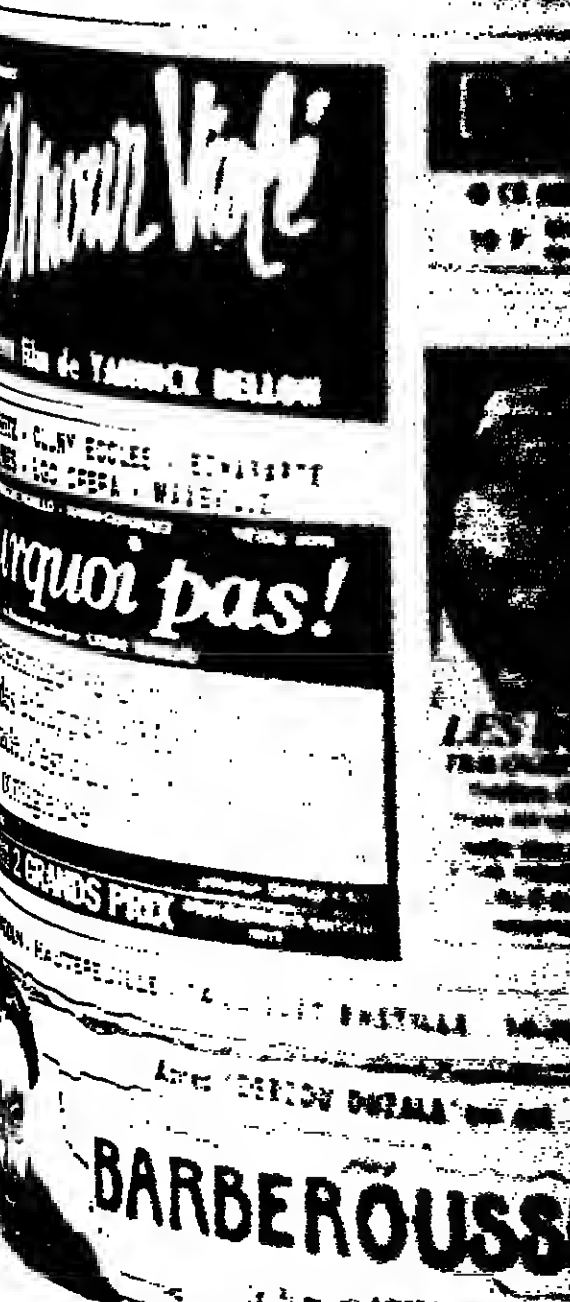
1/2 Champ-Revue par personnes - service complet

RESERV. 9 Avenue GABRIEL PARIS 8<sup>e</sup>

200 86 00 AGENCES HOTELS

PUBLICIS ÉLYSÉES - BOUL'WICH  
PARAMOUNT MARITIMUS  
CAPRI GRANDES BOULEVARDS  
PARAMOUNT MONT-PARNASSE - PASSY  
CONVENTION ST CHARLES  
PARAMOUNT GALAXIE  
PARAMOUNT ORLÉANSla poésie, la drôlerie  
le génie...  
un bijou...  
CLAUDE MAURIAC  
V.S.D.  
DIDER DECOIN  
V.S.D.

mon Oncle

UN FILM DE  
JACQUES TATI

مكتبة من الأصل



**DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU**

# Un musée qui se cherche



Lors de l'inauguration du Centre, nous avions formulé quelques réserves portant sur l'ecclésiologie de collections en elles-mêmes : d'une qualité et d'une richesse éminentes : 'parcours labyrinthique, mauvaises sactions, absence de temps forts et d'articulations claires, enveloppement des personnalités majeures (Picasso, Matisse, etc.), et dans les dernières salles confusion extrême, aggravée par la médiocrité d'un

Paris-New York : le super-show culturel, un budget énorme (plus d'un demi-milliard de centimes), une première partie excellente, de très beaux tableaux, quelques bonnes salles (Mondrian en particulier), mais après 1937, une confusion à peu près totale, une analyse plus qu' superficielle de la situation et, pour la période finale, une inexistence dans les rapprochements et les choix qui auraient pu à soulever si l'on n'avait eu au même temps trébuché par l'évidence de certains parti pris. Cent trente mille visiteurs, l'exposition ayant duré plus de trois mois et demi. Quant au catalogue, énorme et scientifique sans grand intérêt, on le vendait 250 F et, c'est là vraiment se moquer du monde, il ne fut disponible que quinze jours avant la fermeture de l'exposition. Le rapport de ces trois chiffres (budget, nombre d'entrées, prix de

**ANDRÉ FERMIGIER**

\* Robert BORDAZ. Le Centre Pompidou. Une nouvelle culture. Ed. Ramsay, 36 F.

## La culture sans rites ?

Il est difficile de tirer des conclusions sûres de ces indications fragmentaires, et en particulier d'établir des rapprochements sérieux avec des sondages antérieurs, car d'une part les critères de répartition socio-professionnelle ne sont pas toujours unifiés d'une enquête à l'autre, l'autre part la B.P.I. se distingue des au-

On peut aussi s'efforcer de toucher un public différent qui résistent encore à certaines prohibitions insupportables. Il était le pari du Centre Georges-Pompidou. Grâce au « déclassement » des activités, il devait, selon son secrétaire général, M. Claude Mollard (l'Enfant du Centre Georges-Pompidou, 10/18, 1976), mettre fin à « l'ère des temples culturels » pour inaugurer celle des « grandes surfaces largement ouvertes au public sans que jamais le souci de la qualité soit abandonné ».

tres bibliothèques — qu'elles soient municipales ou universitaires — n'y ont vocation originale : on n'y va pas pour emprunter le dernier Conquérant ou les romans d'Henri Troyat ni pour entreprendre des recherches spécialisées, mais plutôt pour consulter sur place (à n'y o pas de prêt) des ouvrages de documentation, par exemple des livres de bricolage ou de décoration. Unique en son genre, la B.P.I. se prête mal aux comparaisons. Elle est aisée cependant de se rendre compte qu'elle propose un espace largement dépourvu de cet appareil solennel qui impose respect et vénération aux classes non « cultivées ». L'entrée gratuite sans contrôle ni formalité, le libre accès aux rayons, l'extension des heures d'ouverture (ramanches comprises), la présence de documents audiovisuels (diapositives, films, vidéo, méthodes d'enseignement linguistique), tout concourt à faire de la BnH son statut d'objet inconcevable.

Mais s'il est possible que l'audiovisuel attire plus volontiers les couches non cultivées, celles-ci ne le quitteront pas nécessairement comme une étape vers les livres. L'évolution inverse tend même à se dessiner, puisque le pourcentage d'étudiants et de lycéens parmi les lecteurs s'est accru en cours d'année.

## Au-delà de l' « effet Roissy »

Ce processus est d'ores et déjà nettement sensible au musée. Si au début la proportion des classes supérieures dans la population était de 10 p. 100, elle est maintenant de 15 p. 100, la proportion des classes moyennes de 20 p. 100, celle des classes inférieures de 65 p. 100. Les classes moyennes ont donc augmenté de 50 p. 100, les classes supérieures de 50 p. 100, les classes inférieures de 50 p. 100. Autrement dit, les paramètres que Pierre Bourdieu appelle « l'effet d'éclatement » (lié au battage publicitaire des premières semaines) et « l'effet de Roissy » (la curiosité suscitée par la foule construction moderne de quelque importance) ne sont un peu atténués, de sorte que « l'effet Beauboulogne » est à-t-elle l'effet propre d'un bâtiment désacralisé, a pu jouer d'une manière directe. C ne saurait encore en ébaucher complètement l'action, qui est réelle, car il faut tenir compte des progrès de la socialisation au cours des dix ou quinze dernières années, notamment dans les classes moyennes.

mation parfois bruyante de la bibliothèque et le silence des salles de peinture suggère que l'adulte d'esprit qui y est admis ne se rompt pas avec la tradition. Les responsables du musée défendent le droit des amateurs à la « liberté de parcours » et refusent tout ce qui pourrait ressembler aux habitudes « visites-conférences ». La pédagogie, en dépit de l'accueil quotidien de groupes d'enfants et bientôt d'adultes, n'est apparemment pas leur principal souci. Il suffit de parcourir les salles — comme d'ailleurs celle du musée de la rue de Valenciennes — pour s'en rendre compte. M. Jean l'illier, président de Beaubourg, dont l'autorité s'exerce avec peine sur ces jédonités que sont les différentes directions, estime que le musée « n'est pas assez didactique » et qu'un effort doit être fait pour donner au spectateur désarmé les moyens de comprendre. L'idée d'une illumination spontanée en présence de l'œuvre, de cette « contemplation sans mots ni gestes » dont parle Pierre Bourdieu à la vie dure. Il est des morts qu'il faut tuer plusieurs fois.

THOMAS FERENCZI

ÉLYSÉES LINCOLN - HAUTEFEUILLE - 14-JUILLET BASTILLE - 14-JUILLET PARNASSE



**LES BURGRAVES**  
**TRILOGIE DE VICTOR HUGO**  
 théâtre des quartiers d'Ivry  
 mise en scène d'antoine vitez  
 salle des conférences d'ivry  
 9 rue marat métro mairie d'ivry  
 du 6 au 18 janvier 1978  
 réservations 672.37.43

 **MULTI  
CINÉ**

**BARBEROUSSE**

ELYSEES LINCOLN - HAUTEFILLE

**PADRE PADRONE**

HAUTEFILLE

**DIABOLO MENTHE**

ELYSEES LINCOLN  
STUBERT SAINT-GERMAIN - QUINTETTE  
NATION - SAINT-LAZARE PASQUIER

**L'ARGENT  
DE LA VIEILLE**

ELYSEES LINCOLN - MONTE-CARLO  
SAINT-GERMAIN BUCHETTE - NATION  
SAINT-LAZARE PASQUIER

**MON BEAU  
LÉGIONNAIRE**

QUINTETTE - NATION

**L'ŒUF DU SERPENT**

QUARTIER LATIN - HAUTEFILLE

Après "DERZOU OUZALA" qui est

**BARBEROUSSE**

le film d'AKIRA KUROSAWA



# cinéma

BARBEROUSSE  
d'Akim Karsawa

(Lire notre article page 9.)

## L'ŒUF DU SERPENT

d'Ingmar Bergman  
Ingmar Bergman a reconstitué le Berlin des années 20, ville de couchemar où règne la misère, la peur et l'humiliation. A l'aube de ces trois thèmes, le cinéaste décrit l'effacement et la décomposition morale d'un couple de trapézistes. Au-delà de l'expressionnisme parfois pesant des scènes historiques, Bergman retrouve ses interrogations éternelles.

## POURQUOI PAS ?

de Coline Serreau  
« Un film sur l'amar et la liberté », écrit Coline Serreau, pour présenter son premier long métrage de fiction. Un ménage à trois, avec un quatrième personnage, l'épouse, les contraindre à l'acte, les copistes des sens. Des êtres passionnés et sincères souffrent comme chez Marivaux, se croyant libérés — ils vivent en 1977. Prix Georges-Sadoul.

## LES TZIGANES MONTENT AU CIEL

d'Emile Lotianou  
Etrange histoire d'amour d'un Tzigane colleur de cheveux et d'une fille peut-être un peu sorcière, dans la Moldavie de 1900. Du folklore à la tragédie, Emile Lotianou — lui-même d'origine moldave — a brossé la fresque lyrique d'un peuple errant, attaché à ses coutumes et à ses mœurs. Pour Svetlana Toma, tout le monde aura les yeux écarquillés de Grigori Goriounov.

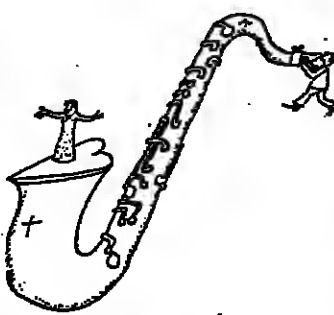
## DIABOLO MENTHE

de Diane Kurys  
Le premier film de Diane Kurys, vingt-huit ans, qui pour son coup d'essai a remporté le prix Delfino. L'histoire très classique d'un groupe de lycéens en 1963. Fraicheur et séduction des crânes, gravité secrète, émotion diffuse. A la nostalgia Diane Kurys a préféré la lucidité et sa jolie chronique prend parfois valeur de témoignage.

## AUTANT EN EMPORTE LE VENT

de Victor Fleming  
Nouvelle reprise du grand archétype romanesque d'Hollywood (1939), mais dans la vraie copie d'époque, retrouvée dans les archives de la M.G.M. et avec la technicolor d'origine. Le film avait été agrandi en format panoramique et tiré en métrocolor, puis abîmé dans une réédition en 70 mm. Voici l'incassable, dans toute sa

# une sélection



NEW-YORK, NEW-YORK,  
vo par Bérénice.

beauté. Avec un quatuor d'acteurs qu'on ne remplacera jamais : Vivien Leigh, Clark Gable, Olivia de Havilland, Leslie Howard.

ROBIN DES BOIS  
de William Keighley  
et Michael Curtiz

La perfection d'un film d'aventures de 1938 où revit la légende du bandit bien-aimé de la forêt de Sherwood, imprégnée de l'idéalisme rooseveltien. Une histoire éternelle, magnifiquement interprétée par Errol Flynn en paladin de la liberté.

NEW-YORK, NEW-YORK

de Martin Scorsese  
L'histoire d'un amour passionné sur toile de fond de comédie musicale au lendemain de la seconde guerre mondiale. Lisa Minnelli, la fille de Judy Garland et de Vincente Minnelli, héritière de la grande tradition M.G.M. des années 40, confrontée à l'acteur favori de Martin Scorsese, Robert de Niro. L'ère d'après la rock music recrée par un contemporain de la Guerre des étoiles.

MON ONCLE

de Jacques Tati  
Monsieur Hulot s'amuse avec son jeune neveu et oppose, à la prétention et à l'agressivité du

jeux confort moderne, les charmes de la vie de l'indépendance. Il y a vingt ans, Tati fut le premier à s'attaquer, par le rire, aux défauts de ce qui allait être la société de consommation. Ses pages irrésistibles et sa philosophie prennent aujourd'hui une nouvelle dimension.

ET AUSSI : Mon beau légionnaire, de Marty Feldman (la légion étrangère joyeusement taillée en pièces) ; Nuits, de Maria Moscaros (la liberté d'une mère célibataire) ; Répérages, de Michel Soutter (un cinéaste, trois comédiennes, variations tchekhoviennes) ; Le Fond de l'air est rouge, de Chris Marker (un voyage dans l'histoire proche) ; L'Argent de la melle, de Luigi Comencini (les pauvres sont toujours perdants, bouffonnerie tragique) ; Brancalone s'en va-t-à-croisade, de Mario Monicelli (le destin irrésistible de l'italien) ; L'Ami américain, de Wim Wenders (fantastique social et angélique de notre temps) ; Le Crabe-tambour, de Pierre Schoendoerffer (superbe aventure maritime et méditation sur le sens de la vie) ; Nous trois tous au paradis, d'Eves Robert (la perfection du cinéma de boulevard) ; La Guerre des étoiles, de George Lucas (un western cosmique) ;

# théâtre

L'ÉDEN CINÉMA

de Théâtre d'Orsay  
La jeunesse de Marguerite Duras en Indochine, où sa mère avait demandé un poste d'inspectrice : étude approfondie de l'amour maternel et de la malhonnêteté des fonctionnaires coloniaux. Le dialogue, admirable, est donné par des acteurs recueillis, dont Madeleine Renaud. Rare réussite publique (la salle est pleine) d'une œuvre de très haute dimension.

## SOLNÈSE LE CONSTRUCTEUR

de Bio-Théâtre  
La jeunesse d'Enrik Ibsen en Norvège. Incendies de la ville natale. Solitude de la mère qui aurait voulu être actrice. L'œuvre reste très proche de nous et fascinante, grâce à la mise en scène de Pierre Sala, appuyée sur des résonances à des décors magiques et à des acteurs inspirés et vrais.

## DOM JUAN

à la Courtoisie de Vincennes  
Installés dans un théâtre du dix-huitième siècle entièrement reconstitué, les spectateurs assistent à une comédie bouffonne d'allant, des farces, respectant, eux aussi, le style des bateleurs du temps de Molière. C'est du grand comique d'aujourd'hui, des décors, les lumières et les musiques créent aussi un climat d'illusion, de conte très étrange.

## LE BATEAU POUR LIPAIA

à la Comédie des Champs-Élysées  
Alexei Arbusov, l'un des dramaturges soviétiques actuels les plus populaires, a écrit cette pièce émouvante, jouée aujourd'hui dans toutes les grandes capitales, histoire d'amour de deux êtres plus jeunes — une ancienne actrice et un chirurgien. Édouard Fautourel et Guy Tréjan la jouent avec tact et un très grand talent.

## PARADE

à Compagnie-Première  
Ceux qui ont choisi de vivre la nuit, de renverser le temps, renversent les lois qui nous régissent, et celles que l'on nomme « de la bienséance », pour rien, pour eux, parce qu'ils ne les supportent pas. Leur liberté, leur arrogance mûre, fascine. Ils ont, pour chanter notre fascination, leur vie de mélodrame et de farce, la bande à Jean Bata le profane.

## DAVID COPPERFIELD

Cartes de la Solité  
Exaltant les rideaux qui étouffent la musique de la mémoire, Jean-Claude Penchenal conduit les acteurs du Campagnol sur une scène familière, celle de notre enfance. Et nous voilà retrouvant avec eux le petit Anglais inventé par Dickens et qui nous appartient. Éros, émotion, et quelque chose encore de très simple, de profond dans ces agitations cocasses, amères, tendres qui deviennent les nôtres.

# musique

## BUTOR ET POUSSIEUR

à Strasbourg et Colmar  
Les créations lyriques sont rares : celle que nous offre l'Atelier lyrique du Rhin de Pierre Barrai méritera sans aucun doute d'être vue. Ce Procès d'un jeune chœur, d'Henri Pousseur sur un texte de Pierre Barrai, est un hommage à Schoenberg (et à J.-S. Bach) et un « discours » sur la musique contemporaine, sous la forme d'une parabole qui met en scène Moïse, Abraham et Noé (Strasbourg, les 5 et 7 janvier ; Colmar, les 18 et 19). A Colmar, cette œuvre prend place dans un mois très intéressant intitulé « Entre deux chaos : l'expressionnisme » avec expositions, concerts des Pervousiens de Strasbourg (le 6 et 7), conférences de Butor (le 9) et de Lionel, Abraham et Noé (Strasbourg, le 12), musiques d'Aperçus, films de Watkins, Fassbinder, Herzog, Lommel, etc.

## MAHLER ET BRUCKNER

avec Christa Ludwig  
Il y a vingt ans, Bruckner et Mahler étaient quasi inconnus

en France ; ils vont cette semaine remplir trois fois le Théâtre des Champs-Élysées (le 5, à 20 h. 30 ; le 6, à 19 h. ; le 7, à 10 h.) avec l'Orchestre de Paris, dirigé par Barenboim. Christa Ludwig chantera les poignants Kindertotenlieder, (Chants pour les enfants morts), écrits par Mahler trois ans avant que lui-même perde sa fille aînée. L'ultime symphonie de Bruckner, la Neuvième, est dédiée à Dieu ; splendide et monumentale, inachevée, elle fait de la plus profonde conscience humaine affrontée à la mort.

## L'ORCHESTRE DE LILLE

RAYONNE  
Pourraient son œuvre de décentralisation exemplaire, l'Orchestre de Lille, dirigé par Jean-Claude Casadesu, présente un admirable programme Mozart (Symphonie en ut K. 200, deux superbes airs de concert par Isabel Garcianez) et la 4<sup>e</sup> Symphonie de Mahler, celle que nous décrit le paradis, dans quatre piles de sa région (Sectin, le 6 ; Berck, le 7 ; Lille, le 10 ; Valenciennes, le 11).

ET AUSSI : Stravinsky, Ravel, par l'Orchestre philharmonique de G. Amy, avec E. Haldick (Pleyel, le 8) ; Werther (Lyon, les 6, 10, 11, 13) ; hommage à Plátigorsky, par Ch. Walewska (Madelaine, le 6, 17 h.) ; Mozart, Prokofiev, Schumann, par l'Orchestre Colonne, dir. P. Dervaux, avec St. Bishop (Théâtre de Rome, le 7) ; Chatelet, le 8, à 18 h. 30 ; Gérard, Prém, piano (Lyon, le 8) ; Nannus, le 10 ; Romanos, le 11 ; Dieppe, le 14) ; Quatuor Talich (Radio-France, le 9) ; Jessye Norman et D. Baldwin, dans Schubert, Brahms et negro-spirituels (Théâtre de la Ville, du 10 au 14, à 18 h. 30) ; Bach, Poulenc, Roussel, par l'Orchestre philharmonique dir. M. Soustrot (Radio-France, le 10) ; Mozart, Beethoven, Bartok, par le Quatuor Vagh (Gaveau, le 11 janvier).

# expositions

## RUBENS

ET SON SIÈCLE  
au Grand Palais  
Pour le quatrième centenaire du plus grand des peintres flamands, Rubens, son siècle et la France en deux expositions complémentaires. Celle du Grand Palais, où on n'a pas légué sur la quantité, fait le bilan des tableaux de Rubens (une quarantaine), de ses contemporains et de ses disciples, dans les collections publiques françaises — moins le Louvre. Celle du Louvre, un

modèle de clarté, aborde le dix-septième flamand à travers les collections du musée et l'histoire du goût.

## DIAGHILEV

ET LES BALLETS RUSSES  
au Centre culturel du Marais  
Un nombre impressionnant de documents, des projets de décors, des costumes signés Gaudicharova, Bakst, Picasso, Braque, Gris, Ernst, Matisse, Chirico... pour évoquer la plus belle des fêtes des années 1910 et 1920 : Diaghilev, ses musiciens, ses danseurs, ses chorégraphes et les peintres qu'il fit travailler au décor des Ballets russes.

## SONIA ET ROBERT DELAUNAY

à la Bibliothèque nationale  
Une exposition qui montre l'activité du couple Delaunay dans le domaine du livre, du spectacle, des arts décoratifs, en plus de cinq cents pièces provenant notamment de l'importante donation que Sonia Delaunay vient de faire à la B.N. Depuis la Prose du Transsibérien, le premier « livre simultané » de Cendrars et Sonia (1913) et les robes-poèmes de Tzara, des projets de tissus, d'affiches, de décors et costumes, pour une fête de l'œil aux couleurs des Ballets russes.

## RÉTROSPECTIVE

FRANÇOIS MORELLET

au Musée d'art moderne de la Ville de Paris  
La production répertoriée d'un marginal de l'art cinétique, à qui il arrive de flirter avec le minimal et le conceptuel ; qui, avec ses trames, ses grilles, ses réseaux de lignes, préfère se fier à des systèmes de réalisation d'œuvres mis en place par lui, ou encore au hasard, plutôt qu'à un choix arbitraire « de la subjectivité ».

## PEINTURE DE COUR AU JAPON

DU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE  
Galerie Jeannette Ostier  
Toute la poésie d'un petit monde clos où fermentent un grand art, en une quarantaine de peintures, toutes rares, attachantes et de haute qualité.

## ART PRÉCOLUMBIEN

au Petit Palais  
En plus de cinq cents pièces venues de trois pays (Pérou, Panama et Costa-Rica) un festival de la « créativité » précolombienne, quand l'imagination s'exprime en terre cuite.

ET AUSSI : Collections de Louis XIV, à l'Orangerie (dessins, albums, manuscrits — tout l'horizon culturel d'une époque brillante) ; La porcelaine de Vincennes, au Grand Palais (Sèvres, avant Sèvres) ; Nancy, architecture 1900, à l'hôtel de Sully (la seule ville en France, avec Paris, à posséder un tel patrimoine art nouveau).

UGC BIARRITZ VO - UGC ODÉON VO - MARAIS VO  
UGC OPÉRA - MONTMARTRE BIENVENUE

**VITTORIO GASSMAN** (GRAND PRIX DU FESTIVAL DU FILM D'ORANGE)  
**BRANCALONE**  
S'EN VA-T-ÀUX CROISADES  
Plus de cent ans de l'histoire de l'Espagne

UGC BIARRITZ VO - HEDER - MAKEVILLE - ROTONDE - CLUNY PALACE  
MISTRAL - UGC Gobelins - UGC GARE DE LYON - 3 SECRETAN  
CONVENTION ST-CHARLES - LES IMAGES

H.G. WELLS nous entraîne dans  
**L'EMPIRE DES FOURMIS GEANTES**  
Le film avait été agrandi en format panoramique et tiré en métrocolor, puis abîmé dans une réédition en 70 mm. Voici l'incassable, dans toute sa

**LE PREMIER FILM FANTASTIQUE DE L'ANNÉE**  
PARLY II - ARTEL VILLENEUVE - ARTEL NOBERT - CARREFOUR PANTIN  
ALPHA ARGENTEUILL - UGC CORFLANS - FLANADES SARCELLES

théâtre de la salamandre  
**Martin EDEN**  
T.N.P. THÉÂTRE DE VILLEURBANNE  
du 5 JANV.  
au 4 FEV.

**SALLES CLASSÉES**  
**CINÉMAS D'ART**  
et d'ESSAI  
(A.E.C.A.E.)

**ST. BERTRAND** 29, rue Bertrando  
SUF. 04-06  
**FIFI PEAU DE PÊCHE**  
avec MAE WEST  
**LES MARX**  
**AU GRAND MAGASIN**  
avec les MARX BROTHERS  
Pour les Marx au grand magasin :  
séances supplémentaires  
Séances supplémentaires mercredi 4  
A 14 h. 30 et 19 h. 30

**STUDIO ST-ANDRÉ-DES-ARTS I**  
30, rue Saint-André-des-Arts 326-48-18  
A 12 h. 15 h. 18 h. 20 h. 22 h.  
**LE FOND DE L'AIR EST ROUGE**  
de Chris Marker

**STUDIO ST-ANDRÉ-DES-ARTS II**  
30, rue Saint-André-des-Arts 326-48-18  
A 12 h. 15 h. 18 h. 20 h. 22 h.  
**UNE SALE HISTOIRE**  
NEUF MOIS  
de Maria Moscaros

**THEATRE DE LA VILLE**  
20 h 30  
places 18 F et 32 F  
à partir du mardi 10 janvier  
création  
**jacky parady**  
de Jean-Michel Ribes  
mise en scène  
Jean-Michel Ribes  
collaborant  
Charles du Bosset  
décors  
Gérard Garouste  
costumes  
David Rachline  
chansons et musique  
Lewis Furey et J.-C. Vannier  
avec  
Gérard Garouste  
dans le rôle de Jacky Parady  
en alternance  
**santé publique**  
18 h 30  
une heure sans entracte 14 F  
du 3 au 7 janvier  
**susana rinaldi**  
l'âme du tongo argentin  
du 10 au 14 janvier  
**jessye norman**  
du 17 au 21 janvier  
**jean vasca**  
auteur-compositeur interprète  
2, place du Châtelet  
tél. 274.11.24

**A LA COUR DES MIRACLES**  
Tous les soirs à 20 h. 30  
sauf le dimanche.  
« PROTHESSES »  
Un spectacle et par  
LEONARD

**LUCINDA CHILDS**  
**ET ROBERT WILSON**  
**15 REPRESENTATIONS**  
**EXCEPTIONNELLES**  
**DU 16 AU 29 JANVIER**  
**THEATRE DE LA RENAISSANCE**  
LOCATION OUVERTE 208.18.50

**FRANÇOIS BERANGER**  
à partir du 17 janvier  
à l'ÉLYSÉE-MONTMARTRE  
72, bd de Rochechouart, 75018 Paris  
Tél. : 603.38.79 et 252.25.15  
Location ouverte

5 récitals de  
**JESSYE NORMAN**  
soprano  
avec  
**DALTON BALDWIN**  
piano  
de Jacques Fauriol  
Schubert - Brahms -  
Negro Spirituals.  
**PHILIPS**

مكتبة من الأصول



## “JE JOUE JUSQU’A LA LIMITE DE MES FORCES”

« Je suis un type violent mais réprimé. » Les tasses, les soucoupes sautent et tressautent sur la petite table ronde du côté. Quand Martin Saint-Pierre charche un mot, les doigts partent les premiers. Fureur sur le dessus et le dessous de la table, sur



## Le fou du village

« Je tapse, je tapse sur les petites choses quotidiennes, sur les boîtes, sur les casseroles, je tapse n'importe où parce que quelque chose éclatait en moi qu'il fallait que je transmette. » Il découvre dans la durée sans temps des petits villages un monde sonore qui lui appartient, il joue « sans cesse, sans savoir, enarchiquement », dans l'incompréhension sinon l'hostilité de l'entourage. « J'ai commencé à être le tou du village, et les problèmes se sont multipliés pour moi. »

« Je suis devenu maître d'école à dix-sept, dix-huit ans, dit Martin Saint-Pierre. Je ne connaissais pas Buenos-Aires, qui est à 180 kilomètres de Las Flores. Je suis arrivé à Villa-Gesell, la plus européenne des plages argentines en 1964, et pour la première fois j'ai pu montrer mon travail, ma vie, moi-même... Martin Saint-Pierre joue avec des groupes folkloriques : dans des boîtes de nuit, des restaurants, des cabarets ; il va dans des bibliothèques et il, des anthropologues surtout : Basileia, Ortiz, Ramos, Neto, Rossi... Six années

Années décisives, elles ressemblent à un amour naissant (« j'étais amoureux de l'Afrique, je cherchais toutes les fautes qui montraient l'intelligence, l'élimination et la déperdition des civilisations africaines en Amérique... »), je découvrais toutes les nuances... »), il trempait des langues, des centres et surmontait le puits de ces fonds culturels, pour arriver peu à peu à cette « synthèse » dynamique qui est le caractère de tout son univers actuel : cette sorte d'impulsion physique, constamment renouvelée, qui le jette sur un bongolo fait d'explosions contrôlées, où l'éléatoire, les brèches ouvertes, le peth rite lin, les tendresses, s'entrechoquent, où les visions africaines se mêlent à l'irréductible poétique des lettres initiatiques, des trus du métal, le torse aux millères, l'ekshation à l'hypnose.

*Instabilité d'une conscience déchirée, mais toujours active. Martin Saint-Pierre mène les peuples à leur éclosion, mais c'est un tiers-mondiste plutôt qu'un révolutionnaire. Son bongo est un dâti aux cultures dominantes, défilé incontrôlable.*

En 1970, il présente à Buenos-Aires Otra cosa es con borgo, première synthèse entre l'Afrique et l'Amérique latine, « mûllesage sonore » qui surprend la critique et lui ouvre les universités, les théâtres, un public. Mais en 1972 son disque Oracione del suddestarrollado (Prière du sous-développé, disque Cabal) est Interditi il ja radio. Martin Saint-Pierre voit là danger, rapide, da ne plus s'adresser qu'à une minorité d'Intellectuels; il quitte l'Argentine pour l'Espagne en 1973, il est à Paris l'année suivante.

**Aux racines  
de tous les pays**

Les festivals politiques, les facultés, le Carré Thorigny, le Nouveau Carré, les grandes expériences « de l'Algérie, da la Tunisie, du Maroc (c'est en Algérie qu'il recroît, verdict suprême, l'homme, l'enthousiasme da Guirémans), les tumeurs, le didisque, Marin Saint-Pierre continue un travail sans conclusion, si, à cheval cette fois sur l'Afrique et l'Europe, il n'y a pas au lieu, il y a un grand problème de solitude, de communication, dit-il, je suis un étranger. Mele Paris permet de rencontrer des musiciens de toutes les nationalités, de sa court d'un travail régional, de devenir plus universel, je m'en fais plus da critique, mais ça ne change rien à l'œuvre. En Amérique latine, ce serait différent parce qu'il y a une exigence quotidienne. Mon bongo est un catalyseur, il se joue aujourd'hui un citadin. Je prends tous les métaux, bruits d'oiseaux et les bruits de cette ville, j'ai des sources.

LES BRUTES DA TOUR LES BRUTES

Un cela loin de l'Amérique latine. Les classes sentent, ressentent, matérielement ininterrompu, expulsion continue : « Je joue jusqu'à la limite de mes forces », dit Martin Saint-Pierre. L'Amérique latine est un volcan dont le levé vient d'Afrique.

**CATHERINE HUMBLLOT.**

★ Le bongo qui est fait de deux tambours jumeles a pris naissance à Cuba par syncretisme d'elements africains et creoles. Le bendir est une sorte de tambourin dont le ru tendu sous la peau de chevre assure les vibrations. Il est d'origine berbère.

## Concerts

11. **FRANÇOIS DE LA VILLE DE PARIS.**  
 d'aveugement du Président-Wilson (723.  
 61-27). Saut lundi, de 10 h. à 12 h.  
 dimanche, jusqu'à 7 h. matin. s. gratuite le  
 dimanche. Jusqu'à 7 h. janvier.  
 ANNA-VERA BEBONA. Musée  
 d'art et d'histoire de la Ville de Paris  
 (voir ci-dessus). Jusqu'à 16 janvier.  
 LES PEINTRES CUBAINS CONTEMPORAINS.  
 RAUL D'ARCY. Musée d'art et d'histoire  
 de la Ville de Paris (voir ci-dessus).  
 Jusqu'à 15 janvier.  
 VAGUEMENT VERT. — Exposition  
 d'œuvres de jeunes enfants du  
 Musée d'art et d'histoire de la Ville de  
 Paris, 14, quai de New-York. Saut  
 mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à  
 17 h. s. gratuite pour les enfants. Jus-  
 qu'à 12 février.  
 JOUETS AMERICAINS DE LA  
 PETITE ENFANCE. 1895-1975. —  
 Exposition d'objets décoratifs, 107, rue de  
 Rivoli (209-23-14). Saut mardi, de  
 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h.  
 Jusqu'à 12 février.  
 PHOTOGRAPHIES  
 CONTEMPORAINES. Œuvres

[illegible][illegible]

Tisaeu  
 graphique  
 raplie.  
 loiz. Jus-  
 ame et  
 arché-  
 Musée  
 de la  
 art et  
 15 h. à  
 pisseries.  
 rue Ste-  
 11 h. à  
 européens  
 de l'uni-  
 Roban.  
 de Noël  
 février.

**THÉÂTRE MOUFFETARD** (338-05-  
071, res 4, 5, 6 et 7, à 22 h. 30 :  
Steve Lacy.  
**PALAIS DES GLACES** (607-48-93), in  
10, à 20 h. : Tete Montoliu.  
**RADIO-FRANCE** (524-18-10), le 9, à  
20 h. 30 : Big Band for Ben, avec  
Jesse-Loup Longman, Milklin Uni-  
versity Jazz Band.

## Variétés

**17-30: (D.), 19 h. 30: Les Femmes Meurt: 22 h. 30 : Rachid Bahr.**

**Les comédies musicales**

**T B E A T E R M O G A D O R (235-28-80)**  
(D. soir. L.), 20 h. 30, matin, samedi, dimanche, à 14 h. 30 : Valère de Vienne.

**THÉÂTRE MOUFFETARD** (338-05-  
071, res 4, 5, 6 et 7, à 22 h. 30 :  
Steve Lacy.  
**PALAIS DES GLACES** (607-48-93), in  
10, à 20 h. : Tete Montoliu.  
**RADIO-FRANCE** (524-18-10), le 9, à  
20 h. 30 : Big Band for Ben, avec  
Jesse-Loup Longman, Milklin Uni-  
versity Jazz Band.

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** -  
**704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34**  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)















حکومت الاحول

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

# ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



**can**  
ANCENIS - 30 kms de Nantes



**VAL DE LOIRE**

La CANA est une entreprise agro-alimentaire installée dans le VAL DE LOIRE. Elle emploie 1850 salariés (sés) et contribue au développement de toute une région. Ses dirigeants accordent autant d'attention aux aspects humains qu'aux problèmes techniques et économiques.

Nous recherchons :

- juriste** (H. ou F.)  
Droit des Affaires - 100.000 F. maxi  
La personne retenue disposera d'au moins d'une formation Licence en Droit Privé et Droit des Affaires de préférence. Elle présentera une première expérience en cabinet d'affaires ou au sein d'une entreprise.  
La prise de fonction est prévue courant 78 et après quelques mois le cadre retenu prendra en charge la responsabilité complète de la section juridique.
- psychologue**  
100.000 F. maxi  
Disposant d'une première expérience en formation ou en mise en place du personnel pour lui proposer une activité de gestion en ressources humaines (recrutement, suivi, mutation, promotion) au sein d'une Direction du Personnel offrant une réelle autonomie ainsi qu'un travail en équipe.  
Adressez votre C.V. détaillé manuscrit, une photographie et vos prétentions à CANA, B.P. 102, 44150 ANCENIS.

Import. entreprise ciela rech. J.U.R.I.S.T.E.  
Niv. : mailir. en droit. avec. si possible. une format. complém. taire. La connais. d'une lang. étrangère serait appréciée.

En tant que collaborateur direct du chef de serv. juridis. il sera particulièrement chargé des études juridiques dans le domaine commercial, fiscal et social et aura également la charge de la documentation juridique. Lieu de travail : MULHOUSE.

Adres. C.V. à RANACE, HAVAS PUBLICITE, 6820 MULHOUSE, sous chiffre n° 754.543.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche pour  
GRAND VILLE  
OU SUD-OUEST

**CHEF D'EQUIPE**  
**EXPLOITATION**  
**ORDINATEUR**

Trois à cinq ans d'expérience dans cette qualification sur iris 80.

Disponible immédiatement.

Nationalité française exigée. Ecrire avec C.V. détaillé, prêt à photo sous n° 41.696, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Site de Construction à NANCY recherche

**2 CONDUCTEURS DE TRAVX**  
confirmés, tous corps d'état 15 ans ou plus.  
Etude de prix, ordres, coordination et surv. chantier. Formation souhaitée : Ecole des conducteurs de trav. de l'Yonne.

Adr. candidat. et C.V. man. et prêt. à photo sous n° 41.696, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Institution Saint-Joseph, 74000 THONON, tel. (06) 71-00-13, ch. PROFESSEUR D'ANGLAIS lic. 2° cycle, rentrée janvier.



**TEXAS INSTRUMENTS**  
FRANCE

**DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS**  
offre à

**DES DEBUTANTS**  
des postes

- D'INGENIEURS DE FABRICATION**  
(métallurgie des semi-conducteurs)  
réf. SC 1.78-451
- D'INGENIEURS EN ORGANISATION**  
réf. SC 1.78-452

qui :

- se sentent aptes à assumer de réelles responsabilités en production
- ont une formation de généraliste (Centrale, Arts et Métiers, etc.) doublée de connaissances et d'un intérêt pour la mécanique et la physico-chimie.

Anglais apprécié.

motivés par tout ce qui touche aux études de rentabilité (réduction des coûts, analyse de situation, investissements etc.).

Da forte personnalité ces candidats auront un esprit d'analyse très poussé. Anglais apprécié.

Postes à pourvoir à Villeneuve-Loubet.

Ecrire avec C.V., photo, prêt, et date de disponibilité à Madame LE GUET T.J.F. - Boite Postale 5 06270 VILLENEUVE LOUBET  
Tél. 83.20.01.01



**Société SEIMA**  
SIGNALISATION AUTOMOBILE

**Usine PHIRON (02)**  
recherche

**ADJOINT**  
**AU CHEF DU CONTROLE**

Cepable prendre en main contrôle fabrication. Expérience 5 à 10 ans poste similaire. Autorité naturelle.

Bonnes connaissances :

- découpe emboutissage,
- traitement de surfaces,
- peinture,
- injection plastique,
- montage séries sur chaînes de petite matériel.

Envoyer C.V. et prétentions à Chef de Personnel SEIMA, 2, place Carnot, 63300 HESBAY.

**ETABLISSEMENT FINANCIER**  
Financement des ventes à crédit, recrutés pour son siège grande métropole Nord

**UN ORGANISATEUR**  
Adjoint du responsable organisation informatique. Il se verra confier - après une période de formation - des missions :  
d'ANALYSE, DE FORMATION, DE CONTROLE. Diplômé de l'enseignement supérieur (ESG, IUT, GSB, etc.), il sera surtout un homme de communication (apt au dialogue à tous niveaux) et d'imagination (recherche et mise en œuvre de solutions nouvelles).

Les candidatures de débutants seront examinées. Une première expérience de l'organisation en milieu tertiaire sera toutefois un atout.

Poste très ouvert et formateur. La rémunération proposée dès la prise de la période de formation ne sera pas inférieure à 50.000 F.

Ecrire sous la n° 8.286 à « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, - 75247 PARIS (9°).

Animateurs, diplômés, qualités SKI, recrutés pour CHAMONIX, 11 au 18 février, 26 février au 4 mars, 2 au 12 avril, 13 au 22 avril. - Ecrire B.P. 159, 19012 TULLE CEDEX.

**ANNONCES CLASSEES**  
TELEPHONEES :  
**296-15-01**

ENTREPRISE BATIMENT rech. INGENIEUR E.T.P., C.H.E.C. A.M., pour bureau d'études et d'exécution.

Expérience appréciée.

Env. C.V., photo, à J.-C. Sevole, rue A.-Frenel, B.P. 113, 37170 Chambray-lès-Tours.

Institution Saint-Joseph, 74000 THONON, tel. (06) 71-00-13, ch. PROFESSEUR D'ANGLAIS lic. 2° cycle, rentrée janvier.

**POUR RENFORCER SON EQUIPE MARKETING**  
**IMPORTANT GROUPE EUROPEEN**  
(100 KM EST PARIS)  
recherche

**CHEF DE PRODUIT**  
Ayant l'expérience des produits de grande consommation.

LE CANDIDAT SE VERRA CONFIER :

- la gestion d'une ligne de produits leaders,
- la mise sur le marché de nouveaux produits.

Responsable du mix de sa gamme, il possèdera une bonne connaissance des études marketing et un sens du terrain.

Pratique de l'allemand souhaitée.

Envoyer C.V. manuscrit et photo récente à : HAVAS 51100 REIMS, n° 7.330, qui transmettra.

**offres d'emploi**

**steria**

pour la conception et l'animation de STAGES DE FORMATION comportant des MOYENS AUDIO-VISUELS

recherche des

**ingénieurs**

- ayant au moins 2 ans d'expérience de conception et de réalisation en informatique,
- attirés par les méthodes actives de formation et d'adaptation permanente aux besoins spécifiques des entreprises.

Certains de ces postes peuvent comporter des interventions à l'étranger.

Prérez d'adresser C.V. et prétentions à :  
**steria**, 26, av. de l'Europe, 78140 VILLIERS VILLACOUBLAY

**INSEGE**  
proposé à

**40 JEUNES DEMANDEURS DE PREMIER EMPLOI**  
(moins de 25 ans, 3 ans min. d'études sup.)  
UN STAGE REMUNERE

Durée : Cycle de 3 mois dont stage en entreprises.

Objectifs :

- Connaissance pratique de l'entreprise ;
- Entraînement à la recherche d'emploi ;
- Contacts avec entreprises ;
- Orientation personnelle.

CYCLE AGREE  
REMUNERATION ASSUREE PAR L'ETAT  
Env. lettre motivée et C.V. à n° 8210, « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9°)

**GROUPE insep**



**BANK OF AMERICA**  
Succursale de ZURICH

Implantés à Zurich depuis 1967 en tant que succursale de la plus importante Banque Américaine, dont le réseau couvre le monde entier, nous recherchons :

**un cadre financier expérimenté**

qui sera responsable du suivi des comptes sociétés et de promouvoir l'éventail complet de nos services bancaires sur un plan international auprès d'une clientèle potentielle en Suisse. Le candidat devra être de nationalité suisse, posséder une large expérience du secteur bancaire et la capacité de diriger ce service dans le futur. Il devra faire preuve de créativité, être énergique et posséder une excellente maîtrise de l'Allemand, de l'Anglais et du Français de préférence. Nous offrons une excellente possibilité de carrière à un homme de 30 à 40 ans.

Veuillez faire parvenir votre candidature à :  
BANK OF AMERICA NT & SA  
Service du Personnel P.O. Box 974  
8022 ZURICH - SUISSE

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE COSMÉTIQUES**  
recherche

**DESSINATEUR**

Expérience professionnelle souhaitée.

PARFUMERIE, COSMÉTIQUES et PHARMACIE

Le candidat devra :

- effectuer des études de carbox, verrerie, mat. plastiques pour la conception des produits.
- Connaissances en Art Graphique appréciées.
- Salaires intéressants pour candidat de valeur.

Lieu de travail : Orléans.

Avantages sociaux importants - Cadre de travail agréable.

Ecrire avec C.V., photo récente et prétentions, sous le numéro T 002.083 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.



**SODEXO**

**de la Restauration de Collectivités**  
n° 2 sur le Marché Français  
32 % d'expansion annuelle

recrute immédiatement pour  
**BOIS-D'ARCY (78)**

**Son CHEF DES SERVICES**  
**COMPTABLES FRANCE**

Il dépend du Directeur des services COMPTABILITÉ - FISCALITÉ - AUDIT GROUPE

Il est responsable de la Comptabilité générale et budgétaire siège, de la coordination des comptables des Etablissements et filiales françaises.

Il a autorité directe sur 10 personnes, et fonctionne sur 50 personnes.

Travail compatible sur ordinateur.

Après 20 ans minimum de formation supérieure + DECS ou expertise comptable.

Expérience de 5 à 7 ans

Anglais indispensable + 2° langue souhaitée.

Voyages en France.

L'expansion de la Société confère au poste un caractère très évolutif.

Envoyer lettre man., C.V., photo et prêt., à SODEXO - Direction du Personnel 3, avenue Newton - 78390 BOIS-D'ARCY.

**UNIVERSITÉ PARIS-II**  
offre un stage

**GESTION DES ENTREPRISES**  
destiné aux jeunes sans emploi ; rémunéré à 80 % du SMIC.

Public : jeunes de 18 à 25 ans.

Niveau : bac ou équivalent.

Objectif : connaissance de l'entreprise et de ses différents services en vue d'un premier emploi.

Durée : 2 mois. Début : 13 janvier 1978.

Inscriptions : CFP-Paris 2, 12, place du Panthéon, 75005 Paris, 329-31-40, poste 445 ou 538.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche pour

**OUTRE-MER**  
**TECHNICIENS-ÉLECTRONICIENS**  
de nationalité française

Pour maintenance systèmes incluant mini-computers.

Un à trois ans d'expérience et pratique anglaise exigées.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 41.693, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Offre d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens pour l'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) et des postes spécialisés.

Doc. A.T.E. 125, B.P. 422-79 PARIS.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche pour

**OUTRE-MER**  
**PROGRAMMEURS SCIENTIFIQUES**  
TEMPS REEL

- D.U.T. informatique ;  
- Trois à cinq ans d'expérience.

Nationalité française exigée.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 41.693, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger, les répertoires hebdomadaires, ECRITE, OUTRE-MER, MUTATIONS, B.P. 14-59 Paris.



**Mercedes-Benz**

recherche

pour son réseau de concessionnaires

**CONSEILLERS DE GESTION**  
POUR REGION :  
— MARSEILLE  
— PARIS  
— ROUEN

FORMATION : Sciences Eco., ESSEC, SUP. de CO., similaire.

- Bonne connaissance de la comptabilité.
- Expérience professionnelle dans la fonction automobile souhaitée.

**CANDIDATURES DE DEBUTANTS ACCEPTEES**

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à MERCEDES-BENZ France - B.P. n° 100 78150 LE CHESNAY

**LABORATOIRE DE COSMETOLOGIE EN EXPANSION**  
recherche

**UN PHARMACIEN**

- avec formation cosmétologie pour assurer la responsabilité des laboratoires de contrôle et la formulation,
- ayant au maximum 2 ans d'expérience ou même débutant,
- région normande.

Adr. C.V., manuscrit et photo ss réf. 4130/T MINET Publiété 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra.

**cergic**

(groupe E.S.S.E.C.) vous permet, grâce à une formation supérieure pratique, spécialisée, de faire de vous celui que les entreprises recherchent.

Deux spécialisations :

- Responsable d'unité de distribution ;
- Vendeur, négociateur de contrats.

5 mois d'enseignement intensif dont 2 mois de stage d'application en entreprise (salarie).

Rémunération : 90 % du S.M.I.C.

Début des cours : 16 janv. 78.

Inscriptions dès ce jour au 25-41-77.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche pour

**OUTRE-MER**  
**UN INGENIEUR**  
**OU CADRE**  
MAINTENANCE SYSTEME MITRA 15

- 23 ans minimum ;  
- Un à trois ans d'expérience.

Nationalité française exigée.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 41.693, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**LABORATOIRE DE COSMETOLOGIE EN EXPANSION**  
recherche

**UN PHARMACIEN**

- avec formation cosmétologie pour assurer la responsabilité des laboratoires de contrôle et la formulation,
- ayant au maximum 2 ans d'expérience ou même débutant,
- région normande.

Adr. C.V., manuscrit et photo ss réf. 4130/T MINET Publiété 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressés et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiété » ou d'une agence.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENCE	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENCE	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## SERI RENAULT ENGINEERING

### responsable d'affaires export

**HAUT NIVEAU**

Il sera chargé de coordonner et concrétiser les affaires d'ingénierie à l'exportation, dans le domaine de la mécanique et de la transformation des métaux.

Le candidat recherché est un ingénieur commercial de formation MÉCANIQUE (A.M., Centrale...)

ayant 5 à 10 ans de pratique industrielle comme Directeur d'une unité de fabrication.

La maîtrise parfaite de la langue anglaise est indispensable pour ce poste pour lequel une rémunération attractive est prévue.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé précisant prétentions, photo (retournée) au :

Service du Personnel  
Seri  
S.P. 18  
2, Av. du Vieux Étang  
78390 - BOIS D'ARCY

## RADIALL

recherche

### ASSISTANT

#### du Contrôleur de Gestion

Diplômé d'une école de commerce, vous avez une expérience de 2 à 3 ans soit en contrôle des Gestions, soit en informatique des Gestions.

Vous serez chargé aux liaisons avec le service informatique.

— De l'organisation l'ensemble des travaux administratifs de nos services commerciaux.

— D'assister le contrôleur de Gestion dans la mise en place des Procédures de Gestion et l'établissement des tableaux de bord.

Envoyer C.V. photo et Prétentions  
101, rue Ph. Hoffmann  
93116 ROSNY-SOUS-BOIS

## secrétaire général

Directement rattaché au P.D.G., il sera le chef de la politique générale de l'entreprise.

Missions :

- assurer la gestion administrative du personnel et les relations sociales,
- coordonner les problèmes juridiques et financiers, notamment les contacts avec les administrations,
- assurer les procédures de gestion industrielle et commerciale (achats et ventes) avec les sous-traitants,
- participer à l'élaboration et à l'exploitation du budget de l'entreprise.

Il préparera les dossiers de la D.G. destinés à l'arbitrage des décisions de Stratégie et intervenant au sein de la Direction de l'entreprise et des administrations.

Nous recherchons un homme jeune, de formation supérieure - ESCE, HEC, Sciences Sociales - de personnalité souple et performante et parlant ALLEMAND.

La poste est située à BANJUE EST de Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V. en précisant votre niveau de rémunération, sans réf. 21-12-88 à :

CONSEIL EN RECRUTEMENT  
CNP 105, av. Victor Hugo - 75118 Paris

## ORGANISATION PROFESSIONNELLE

### APPAREILS MÉNAGERS PARIS

recherche

#### DEBUTANT (E)

### INGÉNIEUR

on formation universitaire scientifique

- Anglais courant
- Disponible immédiatement.

Adresser C.V. et photo sous le n° T 02084 M à  
REGNE-PRESSE, 85 bis, rue Edouard - PARIS-20.

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Entreprise de moyenne importance en expansion rapide, filiale d'un groupe de renommée mondiale du secteur des télécommunications, recherche d'urgence pour le proche banlieue ouest, son futur

Le candidat idéal aura 30 ans minimum, il possèdera une solide formation comptable et financière et sera parfaitement à jour dans tous les domaines économiques, juridiques, sociaux et humains de la vie d'une entreprise de dimensions moyennes. Sa connaissance de l'Allemand lui permettra d'être un atout supplémentaire.

Son sens des réalités et son esprit d'équipe lui permettront de promouvoir ses idées tant auprès de ses collaborateurs et collègues que du comité de Direction dont il pourra - sans preuves faites - devenir membre à part entière sous l'autorité du Directeur Général.

Si ce poste - difficile, certes, mais pouvant apporter de grandes satisfactions - vous attire et si vous croyez correspondre au profil de notre candidat idéal, nous vous remercions de faire parvenir votre offre avec C.V., manuscrit détaillé, photo et indication de votre rémunération actuelle sous réf. no 4639 à SPERAR 12, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX qui transmettra - Discretion garantie

## etap

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS 8.000 PERSONNES - SECTEUR EN DÉVELOPPEMENT RECHERCHE POUR PLUSIEURS DE SES FILIALES (1.000 PERSONNES)

### DIRECTEUR DU MARKETING

RESPONSABLE DEVANT LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il créera et dirigera un service central chargé d'un ensemble d'études et de réalisations concrètes visant à l'amélioration et à la promotion des produits et services du groupe.

Ce poste peut convenir à un candidat :

- HEC ou équivalent,
- ayant une très solide expérience du marketing à un niveau de direction acquise dans une entreprise,
- ayant à la fois des qualités d'homme d'études et d'un homme de terrain et de contact.

Poste : LILLE.

Ecrire sous référence FR 280 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAISE RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT ESTAMPAGE

### INGÉNIEUR AM

(OU ÉCOLE ÉQUIVALENTE)

### CONFIRMÉ

Ce poste convient à un candidat ayant 3 à 5 ans d'expérience industrielle en services techniques de fabrication, lui ayant permis d'acquies de bonnes connaissances métallurgiques.

Il sera rattaché au directeur de l'usine et, après formation, il se verra confier des responsabilités importantes dans les domaines travaux neufs, entretien, outillage.

SITUATION INTÉRESSANTE ET Avenir POUR CANDIDAT AYANT QUALITÉS D'ANIMATEUR.

Poste : ville CENTRE FRANCE.

Ecrire sous référence JU 283 AM.

écrire en précisant la référence  
4, rue Massenet 75016 PARIS  
discretion assurée

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS 6.000 PERSONNES - RENFORCE SES ÉQUIPES DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT ET RECHERCHE

### DIRECTEUR DE FILIALE

Diplômé Grande École, ayant l'expérience des négociations (grande clientèle, collectivités locales...) et de la gestion industrielle.

Il sera chargé de monter et de diriger une nouvelle filiale.

Poste intéressant pour candidat ayant les qualités d'un chef d'entreprise.

Ordre de grandeur de rémunération :

150.000 F

Résidence grande ville province.

Ecrire sous référence XM 285 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE COMMERCIALISATION ET FABRICATION DE MATÉRIELS AGRICOLES (PLUS DE 100 MILLIONS DE C.A.) PARIS

### RECHERCHE POUR ACCESSION RAPIDE A POSTE DE

### DIRECTEUR TECHNIQUE

### INGÉNIEUR DIPLOMÉ

CE CADRE (35 ANS MINIMUM) AURA LA RESPONSABILITÉ :

- des études,
- de la fabrication (en sous-traitance),
- du service après-vente et des pièces détachées.

Ce poste, immédiatement évolutif, intéresse un candidat connaissant le machinisme agricole ou un domaine très voisin, ayant assuré des responsabilités techniques et de production, témoignant de réelles qualités d'animateur de personnel, d'organisateur et de gestionnaire.

Rémunération largement négociable pour candidat ayant réel esprit d'entreprise.

Ecrire sous référence JV 284 AM.

## etap

## SOCIÉTÉ IMPORTANTE FABRIQUANT ACCESSOIRES SIGNALISATION AUTOMOBILE

4.000 personnes - 6 usines

recherche pour son

### LABORATOIRE DE CORBEIL (91)

### INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

Expérience souhaitée : 2 années en service études.

Envoyer C.V. et prétentions sous le n° 42-282.

Contenus Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>)

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE recherche

### INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Libérés service national Nationalité française

- Diplômés ENST - ESE ou ENSI pour étude et mise au point circuits transistorisés.
- Diplômés ECP pour domaine physique électronique hyperfréquences.

Ad. C.V., photo (retournée), à n° 42-831, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup>.

Société de documentation technique recherche

### A.T.P.

### EN ÉLECTRONIQUE

pour rédaction notes techniques. — Ecrire à S.E.D., 6, rue du Docteur-Gosselin, 9208 CACHAN.

DANS LE CADRE DU RECRUTEMENT SUR TITRES ORGANISÉ PAR L'ADMINISTRATION DES PTT LA DIRECTION DES AFFAIRES INDUSTRIELLES ET INTERNATIONALES recherche

### DIPLOMES D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS et D'ÉCOLES SUPÉRIEURES de COMMERCE

Age : 30 ans au plus Libérés des obligations militaires

POSTES A POURVOIR :

1) Ingénieur électronicien ou informaticien, très bonne connaissance de l'anglais et d'une autre langue pour coordonner opérations coopération technique et promotion exportation industrie télécommunications (réf A)

2) Diplômé d'études commerciales (ESCP - HEC JF - DEA ou DESS Marketing de Grenoble IN ou Licence de Sciences économiques plus : ESCAE - ESSC Angers - EDHEC du Nord, IC Nancy, IECS Strasbourg ISG - IEP de Paris (Section économique et financière) pour préparer et suivre l'implémentation des nouveaux services des télécommunications; connaissance méthodes de sondage et tests produits nouveaux souhaitées. (réf B)

Adresser avant le 31 Janvier 1978, C.V. détaillé et photo en précisant la réf du poste sous numéro 6358 à LTP

31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

## RESPONSABLE COMMERCIAL

Ayant si possible connaissances anglaises-allemandes

SITUATION MOTIVANTE pour élargir de valeur

Ad. C.V., photo et prétentions, sous n° 0417, P.M.P., 69, rue de Provence, 75009 Paris

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE recherche

### INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Libérés service national Nationalité française

- Diplômés ENST - ESE ou ENSI pour étude et mise au point circuits transistorisés.
- Diplômés ECP pour domaine physique électronique hyperfréquences.

Ad. C.V., photo (retournée), à n° 42-831, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup>.

Société de documentation technique recherche

### A.T.P.

### EN ÉLECTRONIQUE

pour rédaction notes techniques. — Ecrire à S.E.D., 6, rue du Docteur-Gosselin, 9208 CACHAN.

SOCIÉTÉ IMPORTANTE FABRIQUANT ACCESSOIRES SIGNALISATION AUTOMOBILE

4.000 personnes - 6 usines

recherche pour son

### BUREAU D'ÉTUDES de CORBEIL

### CHEFS DE SECTION

Responsables études produits

Ces postes conviendront à DESINATEURS formation ITS, ayant expérience petite appareils domaine électronique, électro-ménager, appareils de mesure, etc.

Envoyer C.V. et prétentions n° 42-284, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

TELECOMMUNICATIONS PARIS ET PROVINCE Les P.T.T. recrutent sur titres

### diplômés d'écoles d'ingénieurs

ou titulaires d'une maîtrise d'informatique ou de télécommunications.

Pour études et réalisations techniques, organisation, informatique, formation.

Dans les services d'exploitation, de Direction, d'enseignement ou de recherches.

### diplômés d'études commerciales

ESCP - HEC JF - DEA ou DESS (marketing) de Grenoble II, ou LICENCE de SCIENCES ÉCONOMIQUES - ESCAE - ESSC Angers - EDHEC du Nord - IC Nancy - IECS Strasbourg - ISG - IEP de Paris (section économique et financière).

Pour études et actions commerciales.

Dans les services d'exploitation et de Direction.

ADRESSEZ VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 31 JANVIER 1978

Renseignements et inscriptions dans les Directions des Télécommunications au chef-lieu de la région de résidence

Organisme national de formation des adultes et des jeunes, en croissance rapide, nous souhaitons confier à

## Ingénieur (homme ou femme)

des responsabilités :

- d'ÉTUDE : faire comprendre les bases scientifiques des matériels utilisés par la profession. Étudier, concevoir, mettre en place les programmes nécessaires.
- de FORMATION : participer à des actions de perfectionnement de formateurs.

De formation ingénieur, il (elle) a une première expérience de deux à trois ans de l'entreprise et, de préférence, une pratique de formation d'adultes.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous référence 755M à notre Conseil

centor

DÉPARTEMENT EMPLOI  
13bis, rue Henri-Monnier  
75009 PARIS

Important Etablissement Financier recherche pour son service Systèmes et traitement de l'information

## INGÉNIEUR MÉTHODES

- Il assure la conception et la mise en œuvre des implantations machines, postes, sections avec études et plan de réalisation du trafic des documents et des circuits d'information interne;
- Il coordonne les travaux (électroniques, climatiques, téléphoniques, etc.), et veille à leur bonne réalisation;
- Il recherche et propose tous matériels et mobiliers concernant l'amélioration des conditions de travail;
- Il fait face aux problèmes de sécurité (hommes, machines, locaux).

Formation technique + O.S.T. avec expérience minimum quatre ans.

Décentralisation proche banlieue Ouest fin 78

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 3.047 à COFAP, 40, rue de Chahrol, 75010 Paris, qui tr.

SOCIÉTÉ INSTRUMENTS OPTIQUE et APPAREILS COMMANDES HYDRAULIQUES TECHNIQUE AVANCÉE - 1.500 personnes dont 120 ingénieurs, leader en France dans sa branche présente sur marché mondial,

recherche

## UN INGENIEUR DEBUTANT

(ou ayant une petite expérience professionnelle en mécanique) AM - ICAM - ESCAM ou équivalent

ADJOINT CHEF BUREAU D'ÉTUDES à PARIS

Problèmes variés dans des techniques de pointe, liaisons avec les clients, les services techniques de l'Etat, les usines de fabrication, etc.

Adresser C.V. à M. SEREV, SOPELEM 102, rue Chaplat 92306 LEVALLOIS PERRET

ORGANISME NATIONAL DE FORMATION DES ADULTES ET DES JEUNES, en croissance rapide, nous souhaitons confier à

## Ingénieur (homme ou femme)

des responsabilités :

- d'ÉTUDE : faire comprendre les bases scientifiques des matériels utilisés par la profession. Étudier, concevoir, mettre en place les programmes nécessaires.
- de FORMATION : participer à des actions de perfectionnement de formateurs.

De formation ingénieur, il (elle) a une première expérience de deux à trois ans de l'entreprise et, de préférence, une pratique de formation d'adultes.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous référence 755M à notre Conseil

centor

DÉPARTEMENT EMPLOI  
13bis, rue Henri-Monnier  
75009 PARIS

Important Etablissement Financier recherche pour son service Systèmes et traitement de l'information

## INGÉNIEUR MÉTHODES

- Il assure la conception et la mise en œuvre des implantations machines, postes, sections avec études et plan de réalisation du trafic des documents et des circuits d'information interne;
- Il coordonne les travaux (électroniques, climatiques, téléphoniques, etc.), et veille à leur bonne réalisation;
- Il recherche et propose tous matériels et mobiliers concernant l'amélioration des conditions de travail;
- Il fait face aux problèmes de sécurité (hommes, machines, locaux).

Formation technique + O.S.T. avec expérience minimum quatre ans.

Décentralisation proche banlieue Ouest fin 78

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 3.047 à COFAP, 40, rue de Chahrol, 75010 Paris, qui tr.

SOCIÉTÉ INSTRUMENTS OPTIQUE et APPAREILS COMMANDES HYDRAULIQUES TECHNIQUE AVANCÉE - 1.500 personnes dont 120 ingénieurs, leader en France dans sa branche présente sur marché mondial,

recherche

## UN INGENIEUR DEBUTANT

(ou ayant une petite expérience professionnelle en mécanique) AM - ICAM - ESCAM ou équivalent

ADJOINT CHEF BUREAU D'ÉTUDES à PARIS

Problèmes variés dans des techniques de pointe, liaisons avec les clients, les services techniques de l'Etat, les usines de fabrication, etc.

Adresser C.V. à M. SEREV, SOPELEM 102, rue Chaplat 92306 LEVALLOIS PERRET

ORGANISME NATIONAL DE FORMATION DES ADULTES ET DES JEUNES, en croissance rapide, nous souhaitons confier à

## Ingénieur (homme ou femme)

des responsabilités :

- d'ÉTUDE : faire comprendre les bases scientifiques des matériels utilisés par la profession. Étudier, concevoir, mettre en place les programmes nécessaires.
- de FORMATION : participer à des actions de perfectionnement de formateurs.

De formation ingénieur, il (elle) a une première expérience de deux à trois ans de l'entreprise et, de préférence, une pratique de formation d'adultes.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous référence 755M à notre Conseil

centor

DÉPARTEMENT EMPLOI  
13bis, rue Henri-Monnier  
75009 PARIS

Important Etablissement Financier recherche pour son service Systèmes et traitement de l'information

## INGÉNIEUR MÉTHODES

- Il assure la conception et la mise en œuvre des implantations machines, postes, sections avec études et plan de réalisation du trafic des documents et des circuits d'information interne;
- Il coordonne les travaux (électroniques, climatiques, téléphoniques, etc.), et veille à leur bonne réalisation;
- Il recherche et propose tous matériels et mobiliers concernant l'amélioration des conditions de travail;
- Il fait face aux problèmes de sécurité (hommes, machines, locaux).

Formation technique + O.S.T. avec expérience minimum quatre ans.

Décentralisation proche banlieue Ouest fin 78

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 3.047 à COFAP, 40, rue de Chahrol, 75010 Paris, qui tr.

SOCIÉTÉ INSTRUMENTS OPTIQUE et APPAREILS COMMANDES HYDRAULIQUES TECHNIQUE AVANCÉE - 1.500 personnes dont 120 ingénieurs, leader en France dans sa branche présente sur marché mondial,

recherche

## UN INGENIEUR DEBUTANT

(ou ayant une petite expérience professionnelle en mécanique) AM - ICAM - ESCAM ou équivalent

ADJOINT CHEF BUREAU D'ÉTUDES à PARIS

Problèmes variés dans des techniques de pointe, liaisons avec les clients, les services techniques de l'Etat, les usines de fabrication, etc.

Adresser C.V. à M. SEREV, SOPELEM 102, rue Chaplat 92306 LEVALLOIS PERRET

ORGANISME NATIONAL DE FORMATION DES ADULTES ET DES JEUNES, en croissance rapide, nous souhaitons confier à

## Ingénieur (homme ou femme)

des responsabilités :

- d'ÉTUDE : faire comprendre les bases scientifiques des matériels utilisés par la profession. Étudier, concevoir, mettre en place les programmes nécessaires.
- de FORMATION : participer à des actions de perfectionnement de formateurs.

De formation ingénieur, il (elle) a une première expérience de deux à trois ans de l'entreprise et, de préférence



ANNONCES ENCADREES	La p/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

**REPRODUCTION INTERDITE**

**offres d'emploi**

**Importante Société recherche :**

**JEUNE TITULAIRE**  
MAÎTRISE INFORMATIQUE  
pour son département  
**INFORMATIQUE GESTION**  
Ecr. av. 12 av. Ardenne, 50  
rte. 4.667 SPER, 12, r. Jean-  
Jacques, 92007 PUTEAUX, tél. 47.47.47.

**ADJOINT**  
**AU CHEF COMPTABLE**

— **Formal. théorique équivalente**  
à B.T.S. et agréé, profes-  
sionnel de 5 ans minimum.  
Anglais souhaité.

La titulaire sera chargée des  
bilances et provisions, men-  
suelles, bilans trimestriels, dé-  
clarations fiscales en étroite  
collaboration avec le Chef Com-  
ptable.

Rémunération : 90.000 F/mois.

Env. C.V. à n° 5946 PULFIPOF  
100, rue de Richelieu,  
92000 Nanterre.

Possibilité d'évolution pour

**candidat minimum 26 ans,  
dynamisme, ayant goût des  
conversations avec les femmes  
anglais indispensable.**

Lieu de travail : Lorent,  
Seine et Marne

Ecr. n° 93-58 Publicité Reçu  
112, bd Voltaire - 75011 Paris

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE  
SECURITE RECRUTE DES  
EN TELE-INFORMATIQUE**

recrute  
pour banlieue sud

**UN INGÉNIEUR SYSTÈME  
(environ 2 ans d'expérience)**

**LE MANAGER GÉNÉRAL**

**INGÉNIEUR DUTANT**  
physicien du chimiste ayant  
une bonne connaissance des  
matériaux. On cherche un photo art  
présent à 22300 B BLEU,  
17, rue de la République, 33000 NANTES.

**NDUS RECRUTONS**

**COMPTABLE**

**MÉCANOGRAPHE**

qualité et esprit pour  
comptabilité générale, paye,  
vacances, retraite, sécurité  
socialités. Lieu Immaculément.  
Tel. pr R-Vs 257-050 p. 40.

**UN ANALYSTE SYSTEME**  
La connaissance des systèmes  
CONTROL, SCODE 34  
ou NOS/BE  
sera appréciée.

Adressez lettre manuscrite, C.V.  
et prétentions, sous le pli  
affranchi, à P. LICHAN S.A.,  
c/o Delta Postal 220,  
7200 Paris Colonne,  
qui transmettra.

**REDACTEUR TECHNIQUE**  
Libre immédiatement pour  
s'occuper des tâches de RDT  
quartier Champs-Élysées  
Banlieue Paris  
niveau Licence en Droit ;  
en proc. conc., comm., réalisat.  
proj. et études d'implantation.

**IMPORTANTES VACANCES  
INTERNATIONALES**  
BANLIEUE SUD, rech.  
pour SÉRIEUX  
DEVELOPPEMENT

**DESSINATEURS  
PROJETS**

Expérience professionnelle  
soutenable (partenariat,  
travaux en plénitude)

Devront assurer le suivi de  
la conception technique des  
produits et s'intégrer dans une  
équipe dynamique.

Nombreux avantages sociaux,  
cadre de travail agréable.

C.V. à : **SAFARI**

Adresser C.V. avec photo et  
références à : KRUIS  
1232 rue La Bottrie, PARIS (8)  
Expert Comptable  
100 km Ouest de Paris recherche  
**COLLABORATEUR**  
expérimenté pour postes comptables  
sur centres ECR, unifié E.C. et  
S.C. n° 2025 M. Hugel-Prusse,  
85 bis, r. Rémusat, 75002 Paris  
**GRUPPE FIDUCIAIRE**  
recherche  
POUR SON DÉPT D'ORGANISATION  
**JEUNE ANALYSTE**  
pour  
TRAVAUX D'ORGANISATION,  
ELABORATION DE CHANIER  
d'analyse et de contrôle de  
niveau en place.  
**NIVEAU I.U.T.**  
3 ans expér. minime, comme  
ANALYSTE PROGRAMMEUR  
sur ordinateur de BUREAU

**M. MIHL**, directeur  
**APPRÉCIATIONS.** COMPT.  
— C.V., marié et art. de  
C.V., 75017 Paris, 75017 Paris,  
75017 Paris.

**EXPERTISE COMPTABLE**  
Benicse Oussel recherche

**COMPTABLE H. ou F.**

R.T.S., B.P., D.E.C.S. ou équiv.,  
comptable, cambiste, libre rapidement,  
régulier, écrire avec C.V. à  
BETTELGE, 69 rue Gambetta,  
78000 NOUVELLES.

**Importante Société commerciale**  
**JEUNE E.S.C.**  
pour souscrire actions raporter  
à titre d'essai, sans engagement.  
Ecrire avec C.V. et prétent. sous  
n° 8564 SPERAN, 85 rue  
de Valenciennes, 59000 LILLE.

**URGENT - SECRÉTAIRE STENO-**  
**GRAPHIQUE** pour Commerce Confiance  
Téléphone : 265-43-37 ou 39.

**Président Importante société**  
commerce international  
recherche

**SECRÉTAIRE**

- Rapide ;
- Sténographe ;
- Trilingue ;

Ecrire avec C.V. établissements  
ARNAUD S.A., 85 avenue  
Général-Michel-Bizot, 75017 Paris.

**Important organisme**  
professionnel recherche cadres

**des d'emploi**

**ME, 28 ans**  
ACHATS ET DISTRIBUTION MARCHÉS TRAVAIL MOYENNE SUR  
PONSABILITÉS  
TRIER 1978  
M. & REGIE-PRESSE.  
15000 PARIS.

**recherche**  
une SECRÉTAIRE STENOGRAPHE  
TYLÉ capable pour emploi  
temporaire de longue durée.  
Sexe & M. LERAS, 6 Claudine  
Gratin, 3<sup>e</sup> étage, PARIS-8<sup>e</sup>.

**travail**  
**à domicile**

**Demande**  
Recherche tous travaux dactyle  
à com. (thèses rapports stage,  
etc.) 50-250 mil. de apr. 5 à 8.  
autos-vente.

**FISCALISTE**  
L. 35 E. Dr. en Droit, 10 a.  
exp. cab. intern., Tr. franc.  
p. 1000000, 1000000, 1000000  
C. à 274%, « le Monde » p.  
r. des Italiens, 2547 Paris-9

**TELETYPE  
EXPERIMENTÉE**  
M. poste 3400000, Salaire  
200 F Disponible immédiatement  
Téléphonique, 14 rue Mar  
d'Alger 5 Janvier :  
285-62-62

**ECONOMISTE** 35 ans  
Conc. Eco., 10 a. exp. Conc.  
p. 1000000, 1000000, 1000000  
C. à 274%, « le Monde » p.  
r. des Italiens, 2547 Paris-9

**Sà n C.V.**  
Vends 304 GL. Oies. T.O. mars 77  
Sable, Inter., moto, 13000 km.  
Disponible. Tél. au 33.00.77.  
9406 Paris 13. Tél. : 26.000 F. T81.  
94-15-13 - 946-96-08, poste 33-29.

**+ de 16 C.V.**  
Comess, G.M. vend Chevrolet  
Caprice, véhicule de direction,  
peu routé. - Tél. (83) 46-47-47

**courses**  
**et leçons**

**MATH.** Rattrapage Par  
 Professeur expérimenté  
 Tél. 276-7771

**traductions**

**Demande**

**TRADUCTRICE** spécialité  
Electronique  
ANGLAIS, ch. t/avants & dom.  
cr. n° 7 002790 AA, Régie-Presses  
bis, rue Rémusat, Paris 2.



A PROPOS DE...

## LES POLITIQUES ANTI-POLLUTION

### Une Europe de l'eau ?

L'Agence de l'eau Artois-Picardie vient de réaliser une étude comparative des législations relatives à la lutte contre la pollution des eaux en France, en Belgique, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne.

Les résultats présentés sous forme d'une plaquette et d'un montage audio-visuel seront, au cours de l'an prochain, portés à la connaissance des élus, industriels et fonctionnaires, qui, à travers l'Hexagone, sont intéressés par le sujet.

C'est la première fois depuis 1964, d'ailleurs, depuis l'adoption par le Parlement d'une loi-cadre sur l'eau, que la France songe à regarder ce qu'il fait ses voisins européens dans le même domaine. La comparaison est instructive. Les ministères de l'environnement ont souvent présenté notre système d'agence financière de bassin comme « une réalisation que l'étranger nous envie ». Ils devront désormais se montrer plus modestes.

A nos six agences de bassin correspondent en Belgique trois sociétés de bassin, aux Pays-Bas vingt agences régionales et en Angleterre huit « water authorities ». Mais nos agences ne sont que des mutuelles financières : elles collectent de l'argent et le redistribuent aux communes et aux usines qui veulent bien s'équiper de stations d'épuration. C'est la politique du coup par coup.

Les organismes britanniques et néerlandais similaires réalisent eux-mêmes les travaux selon un plan d'ensemble. Ce sont de véritables gestionnaires des eaux. Résultat : alors que nos voisins ont des législations plus récentes que la nôtre, pour leur épuration des effluents urbains et industriels, la France, déjà équipée de six mille stations d'épuration, doit à présent organiser leur

entretien et planifier la construction des suivantes. Autre enseignement de l'étude comparative : les redevances pour pollution payées par les industriels sont partout inférieures au coût d'épuration. D'où leur peu d'empressement à traiter les effluents. Ce phénomène est particulièrement accusé chez nous. Les redevances sont actuellement de 6 à 10 F par unité de pollution ; pour exercer leur pouvoir de dissuasion, elles devraient être portées à 15 et même à 20 F. Même si le système français était amélioré, il resterait encore très différent de ceux de nos voisins. Les disparités existant entre les quatre pays étudiés, qu'elles concernent les lois, les normes de rejets, les responsabilités des agences ou les modalités de financement, sont très importantes. L'Europe de l'eau n'existe pas. Pourtant la Lye, l'Escaut, le Sambré, le Meuse, la Moselle et le Rhin se rejoignent des frontières. Quant à la mer, elle est à tous les côtés.

La plupart des législations nationales concernant l'eau ont été adoptées, depuis la signature du traité de Rome, il y a vingt ans. Ignorant la géographie et les lois élémentaires de la nature, chacun a légiféré sans consulter ses voisins. L'occasion a été manquée.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Ile-de-France

### NE LAISSONS PAS L'ÉTAT ORGANISER LA FAILLITE DE LA DÉFENSE

#### déclare la C.G.T.

« Il faut tout faire pour éviter l'impasse pénale que se prépare la Défense », tel est le cri d'alarme lancé par l'Union syndicale de la construction C.G.T. des Hauts-de-Seine, qui vient de rappeler au cours d'une conférence de presse le « désastreux bilan » de la population lilloise il y a vingt ans : 14 400 places de parking inscrites, 500 000 m<sup>2</sup> de « carrés de bureaux construits, selon le syndicat C.G.T. (un tiers seulement des prévisions) dont un grand nombre sont à moitié vides (tour Fiat), voire totalement déserts (tour Manhattan), 2 000 chambres d'hôtels et 1 000 logements qui attendent toujours d'être construits (et dont le retard compromet évidemment le succès du centre commercial), des passerelles piétonnes en ci et là et l'autoroute A14, toujours en panne.

Pourtant, affirme l'Union syndicale, les besoins existent : 22 000 familles demandent des logements pour la seule département des Hauts-de-Seine ; à Beaulieu d'emploi : également ; 4 000 copropriétaires qui attendent toujours d'être construits (et dont le retard compromet évidemment le succès du centre commercial), des passerelles piétonnes en ci et là et l'autoroute A14, toujours en panne.

« Nous ne devons pas laisser l'Etat organiser la faillite de l'EPAD », conclut la C.G.T. Ce chantier a coûté trop cher en copropriétaires, en logements (120 morts depuis 1958) pour être aujourd'hui laissé à l'opinion.

## Quatre-vingts associations dans l'Essonne

### Les vigilants du cadre de vie

La multiplication des associations soucieuses d'environnement et de protection de la nature touche particulièrement la région parisienne. Constituées pour la plupart à partir de préoccupations ponctuelles, à l'exception d'une ville ou d'un quartier, elles ont un caractère éphémère qui pousse à leur efficacité. En outre, elles se sentent désarmées dès lors que le problème qui les intéresse doit être abordé à un niveau plus élevé.

C'est pour pallier à tous ces inconvénients qu'a été créée, en 1972, l'Union départementale des associations de défense de l'Essonne (U.D.A.E.). Cette fédération a trouvé un terrain d'action privilégié dans un département hier encore essentiellement rural et qui connaît une véritable explosion démographique (actuellement près d'un million d'habitants contre six cent cinquante mille en 1968) et une urbanisation ravagieuse. La fédération est d'abord un système d'alerte, explique son président, M. André Holleaux. Elle constitue, en certains cas, un contre-pouvoir, mais elle joue aussi un rôle d'assistance auprès de ses membres.

L'U.D.A.E. regroupe environ quatre-vingts associations, qui neurent, en cas de besoin, avoir recours à elle afin de lancer des actions en commun. Ce ne soit contre la réalisation de la rocade A-87, pour la protection du domaine du château de Chamarande, contre un projet d'aménagement trop ambitieux de base de loisirs à Draveil, etc. L'U.D.A.E. n'a pas manqué de peine. Mais ce qui est plus important, c'est qu'elle a été imposée aux yeux de l'administration et des responsables politiques comme un interlocuteur à part entière. « Aujourd'hui », considère M. Holleaux, l'administration a besoin des associations. Elles jouent un rôle supplétif. Elles sont indispensables pour suivre les affaires sur le terrain. »

### « Nous n'avons pas vraiment confiance »

« Les instruments de dialogue ont été créés, dit M. Holleaux. Seulement, nous n'avons pas vraiment confiance. Parce que nous avons le sentiment qu'il n'y a pas d'unité du pouvoir, que les administrations, par exemple, ont des visages différents. Cela signifie que lorsqu'un projet est ouvertement discuté, il peut y en avoir un autre mis discrètement en application. Ainsi, autour des zones naturelles d'équilibre (Z.N.E.), M. Holleaux distingue « une sorte de brouillard derrière lequel il y a autre chose qui se passe ».

L'U.D.A.E. entend donc renforcer sa vigilance et assurer à ses cadres une meilleure formation. Quant aux élections législatives, l'Union, qui se veut fermement « apolitique », les aborde avec sérénité. Lors de sa dernière assemblée, il a été décidé que, « comme pour les élections municipales de 1977, l'U.D.A.E. publiera, au début de la campagne, un court manifeste pour rappeler ses objectifs et exprimer sa sympathie aux candidats écologistes ».

STÉPHANE BUGAT.

## CHARGES TROP LOURDES DANS LE 13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE PARIS

M. Daniel Benassaya, conseiller de Paris (P.S.), proteste, dans une lettre qu'il vient d'adresser au maire de la capitale, contre ce qu'il considère comme des « pratiques indus » qui pèsent sur neuf cents logements situés entre les rues de la Santé, de la Clémence et le boulevard Auguste-Blanqui, dans le treizième arrondissement.

Selon M. Benassaya, le cabinet de gestion, qui agit pour le compte de la Caisse d'épargne de Paris, propriétaire des neuf cents logements, impose des charges abusives aux locataires. « Il faut », selon le conseiller, que les sommes réclamées soient sans commune mesure avec le service rendu et celles qui sont normalement demandées ailleurs pour les appartements sociaux.

M. Benassaya se plaint, en outre, du fait que les locataires sont soumis à un règlement intérieur d'une dureté telle qu'on peut se demander si le gérant et son gardien-chef ne confondent pas logement et prison. Enfin, le conseiller de Paris se fait l'écho d'une intention que l'on prête à la Caisse d'épargne de vendre des logements, qui sont « un patrimoine immobilier réalisé avec l'aide de l'Etat et de la Ville de Paris ».

« La vente aux enchères du domaine du château de Chamarande (Essonne), dont le montant global est estimé à 14 millions de francs, a été effectuée pièce par pièce : ainsi, deux terrains boisés de 86 et 25 hectares ont été adjugés à des acquéreurs privés (le Monde du 13 décembre).

Pour éviter la dilapidation de l'ensemble, le conseil général a décidé le principe de l'acquisition de ces deux lots et s'est porté surenchère, afin qu'il y ait une nouvelle vente aux enchères. Des démarches pressantes ont aussi été entreprises auprès des instances régionales et des ministères intéressés pour obtenir des « subventions maximales ».

# L'immeuble

## appartements vente

### Paris Rive droite

**PRES GRANDE-ARMÉE**  
Beau 2 p., rue de la Harpe, 3<sup>e</sup> étage, calme, clair, 380.000 F. — 24-48-49.  
Avenue R.-POINCARÉ. Petit atelier d'artiste, belle vue, 150 m<sup>2</sup>, 240.000 F. — 24-48-49.  
**PORTE D'OUTREUIL**  
Séjour double, 2 chambres, loggia, cuisine, bain, 73 m<sup>2</sup>, box, 120.000 F. — 75-29-45.  
**METRO REPUBLICAINE**  
Dans rue calme, bon immeuble P de 1<sup>er</sup> étage, 32 m<sup>2</sup> avec cheminée, 2 chambres, cuisine, 2 b., en marbre, cuis., tél., 3<sup>e</sup> étage sur rue et cour, prix 300.000 F. avec 72.000 F. de plus, 375.000 F. — 23-24-49, heures de bureau.

### Paris Rive gauche

**CAMERONNE**, Bel imm., 2 b., 2 ch. cit. Etat, état neuf sur jardin. Tél. : 133.000 F. — 75-29-45.  
**SAINTE-DELLA-SALLE**, Bon march., 115 m<sup>2</sup>, 2 b., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.  
**PL. PLACE D'ALGER**, V. 2 p., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.  
**MONCEY**, Résidentiel, 3 pièces 2 ch., 54 m<sup>2</sup>, 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.  
**15<sup>e</sup> LAMARQUE**, 4 ch., 2 ch., 2 s., 120 m<sup>2</sup>, 200.000 F. — 75-29-45.  
**14<sup>e</sup> LAMARQUE**, 4 ch., 2 ch., 2 s., 120 m<sup>2</sup>, 200.000 F. — 75-29-45.  
**13<sup>e</sup> LAMARQUE**, 4 ch., 2 ch., 2 s., 120 m<sup>2</sup>, 200.000 F. — 75-29-45.

### RUE MICHEL-ANGE

IMMEUBLE GRAND STANDING 6 p., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

### QUAI DE LA MARNE

Récent, étage élevé, bon, séjour, tout confort, parking, MARITIN, docteur en droit, 74-75-29.

### RUE RODIER

Px. Intéressé, 3 p., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

### 13<sup>e</sup> PLACE DES VOISSES

IMMEUBLE RESTAURÉ, 120 m<sup>2</sup> environ, 4 s., 200.000 F. — 75-29-45.

### RUE DE THORIGNY

V. 2 p., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

### DU XVIII<sup>e</sup> SIECLE, RESTAURÉ

APPART. A AMENAGER, 120 m<sup>2</sup> environ, 4 s., 200.000 F. — 75-29-45.

### MARCADET

2 pièces, cuisine, 23 m<sup>2</sup>, 100.000 F. — 75-29-45.

### ST-PHILIPPE-DU-ROULE

3 p., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

### RUE WASHINGTON

Imm. rénové, apt. de caractère, 100 m<sup>2</sup>, 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

### PAUL-DOUMER (avenue)

Bel immeuble 1930, 4 p., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

### MAISON SUR TOIT

DEAUBOURG, Fabuleux duplex, 100 m<sup>2</sup>, 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

## appartem. achat

JEAN FOUILLADE, 54, av. de la République, 15<sup>e</sup>, 50-75-29.

### Région parisienne

3 MIN. GARE ASNIÈRES, F2 30 m<sup>2</sup> + balcon, petit imm. P de 1<sup>er</sup> étage, grand standing, 240.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, Dans petite rue, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, LEVALLOIS, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

IDEAL LACEMONT, Dans imm. récent, 3 p., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

100 M<sup>2</sup> COMPTANT + CREDIT, 100 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

NEUILLY, 120 m<sup>2</sup>, 4 ch., 2 ch., 2 s., 200.000 F. — 75-29-45.

## bureaux

Domiciliation R.C.-N.M. Constitution S.A.R.L. Secrétaire téléphonique Tél. 75-29-45.

### PROPRIETAIRES

1 ou 2 bureaux, 2 ou 3 bureaux, 4 ou 5 bureaux, 6 ou 7 bureaux, 8 ou 9 bureaux, 10 ou 11 bureaux, 12 ou 13 bureaux, 14 ou 15 bureaux, 16 ou 17 bureaux, 18 ou 19 bureaux, 20 ou 21 bureaux, 22 ou 23 bureaux, 24 ou 25 bureaux, 26 ou 27 bureaux, 28 ou 29 bureaux, 30 ou 31 bureaux, 32 ou 33 bureaux, 34 ou 35 bureaux, 36 ou 37 bureaux, 38 ou 39 bureaux, 40 ou 41 bureaux, 42 ou 43 bureaux, 44 ou 45 bureaux, 46 ou 47 bureaux, 48 ou 49 bureaux, 50 ou 51 bureaux, 52 ou 53 bureaux, 54 ou 55 bureaux, 56 ou 57 bureaux, 58 ou 59 bureaux, 60 ou 61 bureaux, 62 ou 63 bureaux, 64 ou 65 bureaux, 66 ou 67 bureaux, 68 ou 69 bureaux, 70 ou 71 bureaux, 72 ou 73 bureaux, 74 ou 75 bureaux, 76 ou 77 bureaux, 78 ou 79 bureaux, 80 ou 81 bureaux, 82 ou 83 bureaux, 84 ou 85 bureaux, 86 ou 87 bureaux, 88 ou 89 bureaux, 90 ou 91 bureaux, 92 ou 93 bureaux, 94 ou 95 bureaux, 96 ou 97 bureaux, 98 ou 99 bureaux, 100 ou 101 bureaux, 102 ou 103 bureaux, 104 ou 105 bureaux, 106 ou 107 bureaux, 108 ou 109 bureaux, 110 ou 111 bureaux, 112 ou 113 bureaux, 114 ou 115 bureaux, 116 ou 117 bureaux, 118 ou 119 bureaux, 120 ou 121 bureaux, 122 ou 123 bureaux, 124 ou 125 bureaux, 126 ou 127 bureaux, 128 ou 129 bureaux, 130 ou 131 bureaux, 132 ou 133 bureaux, 134 ou 135 bureaux, 136 ou 137 bureaux, 138 ou 139 bureaux, 140 ou 141 bureaux, 142 ou 143 bureaux, 144 ou 145 bureaux, 146 ou 147 bureaux, 148 ou 149 bureaux, 150 ou 151 bureaux, 152 ou 153 bureaux, 154 ou 155 bureaux, 156 ou 157 bureaux, 158 ou 159 bureaux, 160 ou 161 bureaux, 162 ou 163 bureaux, 164 ou 165 bureaux, 166 ou 167 bureaux, 168 ou 169 bureaux, 170 ou 171 bureaux, 172 ou 173 bureaux, 174 ou 175 bureaux, 176 ou 177 bureaux, 178 ou 179 bureaux, 180 ou 181 bureaux, 182 ou 183 bureaux, 184 ou 185 bureaux, 186 ou 187 bureaux, 188 ou 189 bureaux, 190 ou 191 bureaux, 192 ou 193 bureaux, 194 ou 195 bureaux, 196 ou 197 bureaux, 198 ou 199 bureaux, 200 ou 201 bureaux, 202 ou 203 bureaux, 204 ou 205 bureaux, 206 ou 207 bureaux, 208 ou 209 bureaux, 210 ou 211 bureaux, 212 ou 213 bureaux, 214 ou 215 bureaux, 216 ou 217 bureaux, 218 ou 219 bureaux, 220 ou 221 bureaux, 222 ou 223 bureaux, 224 ou 225 bureaux, 226 ou 227 bureaux, 228 ou 229 bureaux, 230 ou 231 bureaux, 232 ou 233 bureaux, 234 ou 235 bureaux, 236 ou 237 bureaux, 238 ou 239 bureaux, 240 ou 241 bureaux, 242 ou 243 bureaux, 244 ou 245 bureaux, 246 ou 247 bureaux, 248 ou 249 bureaux, 250 ou 251 bureaux, 252 ou 253 bureaux, 254 ou 255 bureaux, 256 ou 257 bureaux, 258 ou 259 bureaux, 260 ou 261 bureaux, 262 ou 263 bureaux, 264 ou 265 bureaux, 266 ou 267 bureaux, 268 ou 269 bureaux, 270 ou 271 bureaux, 272 ou 273 bureaux, 274 ou 275 bureaux, 276 ou 277 bureaux, 278 ou 279 bureaux, 280 ou 281 bureaux, 282 ou 283 bureaux, 284 ou 285 bureaux, 286 ou 287 bureaux, 288 ou 289 bureaux, 290 ou 291 bureaux, 292 ou 293 bureaux, 294 ou 295 bureaux, 296 ou 297 bureaux, 298 ou 299 bureaux, 3



LA CRISE DU TEXTILE

DÉPÔT DE BILAN CHEZ LOTHAR'S  
LA RÉVOLTE DES SURPRIQUEUSES

Merci, patron, pour tes  
étranges : dix cent quar-  
ante-six licenciés ! C'est  
l'inscription que l'on peut lire  
à l'entrée de l'usine de confec-  
tion Lothar's, boulevard Ney  
à Paris (18<sup>e</sup>), occupée depuis  
le 27 décembre par ses sala-  
riées, en majorité de jeunes  
ouvrières portugaises. Pour  
l'instant toutefois, personne  
n'a été avisé d'un quelconque  
projet de licenciement. Mais  
la société Lothar's dépose son  
bilan... et l'usine aux ac-  
tions en réfaction pour demander  
l'évacuation des locaux.

Les ateliers sont clairs et gais,  
d'un modernisme peu courant.  
Jusqu'à ces dernières semaines,  
tout allait bien pour cette entre-  
prise quasi familiale fondée en  
1970 par deux frères, Lothar et  
Wolfgang Mauch, le premier man-  
geur, le second industriel, tous  
deux Allemands. Les ouvrières dis-  
siment mal du reste, une cer-  
taine admiration pour Wolfgang  
Mauch, jeune P.-D.G. dynamique  
de l'entreprise, qui avait su s'as-  
surer la confiance de son per-  
sonnel, et de bons rapports avec  
la section C.G.T. créée il y a  
quatre ans.

An départ, la société Lothar's  
n'était qu'une ténacité artisane  
installée à La Garenne-Colon-  
nelle dans la banlieue nord. Sa  
spécialité : le bien fait, le bien  
fait, des « jeans » délavés, qui  
commençaient à faire fureur, la  
société est passée, au « sport-  
swear », au prêt-à-porter « décon-  
struit », confectionné dans une  
seconde usine, à Cligny. Les  
ensembles de ski plus coûteux, les  
salopettes en duvet de canard et  
coton imperméabilisé, ont côtoyé  
les jupes sahariennes et les par-  
toulottes en velours léger dans  
les boutiques Lothar's du quartier  
Latin, des Champs-Élysées ou de  
Saint-Tropez, ou encore dans les  
succursales de Londres, Munich,  
Bruxelles, Genève, New-York, et  
— dernière en date, ouverte l'été  
dernier — Los Angeles.

Dans le même temps, le capital

initial de 500 000 francs monte à  
2 millions de francs, et l'effectif  
des salariés — quelques dizaines  
au début — passe à plus de deux  
cents. Il y a un an, la société,  
dont les bureaux sont situés près  
de l'Opéra, a transféré son unité  
de production, avec cent quarante  
ouvrières et ouvriers, dans un  
nouveau immeuble, à la porte d'Au-  
berville.

Brusquement, en décembre  
dernier, les délégués du comité  
d'entreprise sont convoqués à  
une réunion du conseil d'adminis-  
tration. On leur annonce  
brusquement le dépôt de bilan pour  
cessation de paiement aux four-  
nisseurs. Depuis deux mois, la  
direction ne versait plus les  
cotisations sociales. Ce sont là,  
nous déclare M. Lauro, direc-  
teur de la société et collabora-  
teur direct du P.-D.G., les  
retombées de la crise du textile  
en particulier.

An comité d'entreprise, la  
direction explique que le trans-  
fert de l'usine de Cligny dans un  
cadre moderne, boulevard Ney,  
« a été fait pour procurer au per-  
sonnel de meilleures conditions  
d'hygiène et de sécurité », a re-  
présenté un investissement de  
2 500 000 francs, « et n'était pas  
prévisible », et dont la moitié  
du titre avait été par les fonds  
propres de la société. Celle-ci  
comptait sur des secours ban-  
caires ; elle n'a pu obtenir que  
deux prêts de 700 000 francs cha-  
cun.

La belle ouvrage

On invoque aussi les intempé-  
ries — en 1977, les vêtements  
d'été se sont moins vendus,  
l'augmentation des stocks du fait  
de la crise, et aussi « le change-  
ment d'attitude du personnel »,  
une baisse de la productivité et  
« l'indiscipline » au moment des  
congés. Aux immigrés — 80 % du  
personnel — on reproche de  
prendre, comme ils en ont le  
droit, des vacances plus longues,  
alors que l'entreprise  
ferme au mois d'août. Aux  
ouvrières, on impute particuliè-  
rement leur absentéisme et une

sombre histoire de « parloles »  
aux toilettes.

Le syndicat C.G.T. rétorque  
que l'entreprise est viable et  
qu'elle dispose d'un carnet de  
commandes important : que de  
1975 à 1976 le chiffre d'affaires  
a augmenté de 33 %, passant de  
17 485 000 F à 23 384 000 F ; que  
dans la même période les ventes  
en gros ont progressé de 54 % en  
France et de 81 % à l'étranger.

Ce dépôt de bilan, se deman-  
dent les syndicalistes, n'est-ce  
pas plutôt une fable propagée,  
qui permettrait d'obtenir de nou-  
veaux prêts et peut-être de licen-  
cier le personnel, peu à peu rem-  
placé par des sous-traitants tra-  
vaillant notamment à domicile ?

Une demi-douzaine de ces sous-  
traitants prennent une part im-  
portante des commandes. L'un  
d'eux, la société Stylo, fournit  
actuellement deux mille pièces  
par mois. Quant à l'accumula-  
tion des stocks, ajoute la C.G.T.,  
on ne peut pas à la fois s'en  
plaindre et reprocher au person-  
nel une baisse de production.

« La production, parions-nous !  
déclare une jeune ouvrière sur-  
prise. Connaissiez-vous nos so-  
ciétés ? 2 100 F net, avec cinq ans  
d'ancienneté, comme c'est mon  
cas, plus des primes de rende-  
ment de 100 F ou 200 F à la tête  
du client. On travaille pour une  
bouchée de pain, mais les condi-  
tions de travail deviennent de plus  
en plus compliquées. A la chaîne,  
on nous impose une cadence de  
vingt-cinq minutes pour un en-  
semble chemise-pantalon avec  
coulures intérieures et poches  
appliquées. Il faudrait au moins  
quarante minutes pour faire de  
la belle ouvrage ».

Le résultat de ces filles en fleur  
contre des technocrates « indus-  
triaux » ? Le conflit va plus loin  
aux yeux des syndicalistes, qui  
soulignent qu'ils entendent  
« travailler à préserver l'emploi des  
travailleurs ». Depuis le 8 décem-  
bre, ces derniers n'ont touché  
aucun salaire, bien qu'ils aient  
assuré la production jusqu'en  
25 décembre. Quant à la prime  
annuelle (1 000 francs), elle ne  
sera accordée, déclare la direction,  
que si l'usine tourne. Cependant,  
l'occupation des ateliers a été  
votée par 93 voix contre 28, sur  
127 ouvrières et ouvriers présents.  
Une pétition du personnel, adres-  
sée à la commission paritaire,  
réclame des négociations pour de  
meilleurs salaires (à partir de  
2 300 francs) et la garantie de  
l'emploi.

On serait tenté d'évoquer des  
précédents : non pas Lin, bien  
sur — qui en est loin — mais les  
chénies de la région parisienne,  
Deux-Sèvres, ou les coutures de  
la CIP, à Hainaut-Basée, dans le  
Pas-de-Calais. En fait, cette  
occupation vise seulement à  
conservier le stock de marchan-  
disises « afin de la remettre inté-  
rieurement entre les mains d'un syndicat ». En  
attendant, des vêtements d'une  
valeur globale de près de 5 mil-  
lions de francs, et 15 000 kilos de  
rouleaux de coton, s'entassent sur  
leurs bâteaux immuables, dans la  
plus belle usine textile de la  
région parisienne.

JEAN BENOTT.

LES PRINCIPAUX  
FABRICANTS JAPONAIS  
DE FIBRES CHIMIQUES  
SE REGROUPENT

La crise du textile ne sévit pas  
qu'en Europe. Elle frappe très  
brusquement aussi le Japon. Plutôt  
que d'agir en ordre dispersé et  
de s'épuiser en efforts coûteux,  
les huit plus grands fabricants  
de fibres chimiques nippons  
(Toray, Teijin, Asahi Chemical,  
Kanabo, Unitika, Kuraray, Toyo  
Boseki, Mitsubishi Rayon) ont  
décidé de se regrouper pour ne  
pas former que quatre ensem-  
bles. Toray fusionnera donc avec  
Kuraray, Teijin avec Unitika,  
Asahi Chemical avec Kanabo et  
Toyo Boseki avec Mitsubishi  
Rayon. Seule la firme Toyo  
Rayon a décidé de rester indé-  
pendante. Ces opérations de  
regroupement auront lieu durant  
le premier semestre de 1978, dès  
que le Parlement aura donné son  
accord. Elles devraient déboucher  
sur la suppression de 10 000  
emplois environ sur les 95 000 que  
procurent les huit entreprises.

En même temps, l'on prévoit  
que la production de fibres chi-  
miques des quatre nouveaux  
groupes sera globalement réduite  
de 20 %. Avec la hausse des char-  
ges salariales, l'industrie textile  
japonaise souffre beaucoup de la  
vive concurrence exercée sur les  
marchés internationaux par les  
pays en voie de développement.  
Favorisée, comme la Corée du  
Sud, par le faible coût de la  
main-d'œuvre. Déjà de sévères  
réductions de production (servi-  
ron 20 %) avaient été opérées en  
1977. Mais avec le renchérisse-  
ment continu du yen vis-à-vis du  
dollar, les fabricants nippons  
n'ont pas réussi à rester compé-  
titifs et beaucoup ont déjà  
éprouvé l'an passé de lourdes  
pertes. A l'issue du premier  
semestre de l'exercice s'échelonnant  
du 1<sup>er</sup> mars prochain, le déficit de  
Teijin s'élevait déjà à 2 441 mil-  
lions de yens (16,3 millions de  
dollars) et celui de Toray à  
1 274 millions de yens (8,3 mil-  
lions de dollars). Des lors des  
mesures d'urgence s'imposent.

A. D.

AUTOMOBILE

● Chrysler. — La division nord-  
américaine de Chrysler a fabriqué  
1 056 106 véhicules en 1977, soit  
7,2 % de moins qu'en 1976, vient  
d'annoncer le constructeur de  
Detroit. En décembre, la produc-  
tion a été inférieure de 2,4 % à  
ce qu'elle était douze mois au-  
paravant. — (Reuters.)

● Assurances automobiles. —  
Le Centre de documentation et  
d'information de l'assurance  
(C.D.I.A.) indique que le calcul  
de la puissance fiscale des véhi-  
cules effectué par le service des  
mines à compter du 1<sup>er</sup> janvier  
n'aura, en général, aucune inci-  
dence sur les tarifs d'assurances  
automobiles, car la plupart des  
compagnies ne tiennent pas  
compte de la puissance fiscale, à  
moins des performances réelles des  
véhicules.

Les applications nouvelles de l'électronique

Des cloches... aux aéroports

« Vienne la nuit, sonne  
l'heure. » Quand les douze  
coups annonçant la nouvelle  
année ont sonné aux trente-six  
mille clochers de France et de  
Navarre, la « fête électronique » y  
était pour beaucoup. Bien que le  
mutualisme technologique soit rela-  
tivement récent dans ce secteur.

En 1940, 5 % des clochers sou-  
vement étaient électrifiés. L'en-  
tretien et la modernisation des  
horloges d'église était encore  
une affaire paroissiale. Mais,  
devant l'importance de la charge  
financière supportée par les  
communautés chrétiennes, le re-  
la fut pris après la guerre par  
les communes. En trente-deux  
ans, le taux d'électrification a été  
porté à 95 %. C'est un marché  
qui représente bon an mal en  
20 millions de francs et que se  
partagent une multitude de petits  
artisans, mais que contrôle en-  
core à 50 % la société Bodet  
S.A. de Tréminville (Maine-et-  
Loire). Un marché presque entiè-  
rement de remplacement décar-  
tisé, qui ne permet plus de faire  
vivre son homme... même après  
l'avènement du quartz (où le pro-  
pre va-t-il se nicher ?) et encore  
moins les deux cent cinquante  
personnes qu'emploie M. Pierre  
Bodet, P.-D.G. propriétaire de  
l'entreprise familiale créée en  
1889.

à volée indiquent les secondes  
et un modèle fonctionnant à  
piles.

Démarrée en 1975, la produc-  
tion atteint 1 500 pièces par  
mois — l'objectif est d'arriver  
à 2 000 — pour un chiffre d'affaires  
annuel de 6 millions de  
francs. Dès 1972, les brevets  
avaient été déposés en France,  
en Allemagne fédérale, en  
Grande-Bretagne, en Italie, en  
Suisse, aux Etats-Unis et au  
Canada, en prévision d'un éven-  
tuel développement à l'étranger.  
Sage précaution puisque les pré-  
visions ont été largement dépas-  
sées : Bodet S.A. exporte aujour-  
d'hui 80 % de sa production  
(marques en treize langues) et  
travaille pour Siemens, Téléfun-  
ken, et, bien sûr, le S.N.C.F.

Une jolie performance, que la  
société a payée de ses béné-  
fices. En 1977, ses comptes  
se sont juste équilibrés, pour un  
chiffre d'affaires global de  
30 millions de francs, en hausse  
de 20 % (45 % pour les pen-  
dules à volée). Qu'importe !  
M. Pierre Bodet, maintenant  
aidé de son fils aîné et d'un  
jeune directeur commercial,  
entend mortier sur la clientèle  
semi-particulière (bureaux, maga-  
sins, boutiques, etc.), à laquelle  
s'adressent notamment les  
modèles à piles. Prochaines  
étapes : l'équipement des villes  
au moyen d'horloges candé-  
labres et le lancement, dans les  
autobus, de machines auto-  
matiques destinées au passage  
des messages publicitaires.  
Bodet S.A. songe aussi à se  
lancer dans la fabrication de  
panneaux d'affichage pour les  
gares et aéroports (horloges d'ar-  
rivas et de départ), un marché  
également tenu par Solari et sur  
lequel la Suisse Autophon pointe  
le nez. Il lui faut, pour réussir,  
compresser ses prix de revient,  
dans lesquels le coût de la  
main-d'œuvre entre en moyenne  
pour 50 % (70 % dans certains  
cas). L'emploi extensif des qua-  
rtz, moins gourmands en personnel,  
devrait lui permettre.

Impératives pour assurer l'ave-  
nir, ces extensions d'activité le  
sont aussi pour maintenir l'emp-  
loi. S'il n'était pas ses objec-  
tifs, Pierre Bodet, qui a refusé  
à licencier, devra probablement  
reconvertir à la microélectronique,  
autre corde de son arc, une partie  
de son personnel.

ANDRÉ DESSOT.

● Les prix des matières pre-  
mières importées par la France  
sont pratiquement restés stables  
en novembre, l'indice officiel se  
situant à 233,5 contre 233,9 en  
octobre. Fin novembre, l'indice  
s'établissait exactement au niveau

d'octobre : 233,9. Les prix des ma-  
tières premières alimentaires ont  
légèrement augmenté (+ 1,3 %) pour s'inscrire à 463, alors que  
ceux des matières premières in-  
dustrielles diminuaient de 1,9 %, pour se situer à 201,5.

AGRICULTURE

La réduction de la dépendance en protéines :  
deux choix pour la France

Le Conseil supérieur d'orientation, de production et de gestion  
des marchés agricoles doit examiner, ce mercredi 4 janvier, deux  
rapports sur les moyens de réduire la dépendance de la France en  
protéines destinées à l'alimentation animale, qui devaient être initia-  
lement présentés le 17 novembre dernier. Le premier, « ambitieux »,  
rédigé par M. Poly, directeur scientifique de l'Institut national de la  
recherche agronomique (INRA), prévoit d'ici à 1987 une distribution  
de 30 % de la consommation de tourteaux importés (le Monde du  
18 novembre). Le second, « réaliste », est l'œuvre de M. Aubergier,  
directeur de la production et des échanges au ministère de l'agri-  
culture.

La France importe 80 % de  
protéines, soit 3 millions  
de tonnes de soja, d'ar-  
chide, de lin, de colza et de tour-  
necol — nécessaires à son élevage.  
La facture est lourde : 2,6 mil-  
liards de francs par an. Sans pour  
autant assurer toutes les garanties  
d'approvisionnement aux produc-  
teurs. Après l'embargo sur les  
exportations, mis en 1973 par les  
Etats-Unis, premier fournisseur  
mondial, la C.E.E. a tenté d'ini-  
ciation de stimuler la production  
de protéines végétales, notamment  
de soja et de lin. De son côté,  
le gouvernement français a adopté  
un programme d'action, priori-  
taire pour le VII<sup>e</sup> Plan, qui pré-  
voit un financement de 97 millions  
de francs pour la mise au point  
de variétés de plantes protégi-  
neuses adaptées aux conditions  
nationales de climat et de pro-  
duction, ainsi que pour l'améliora-  
tion des capacités de stockage.  
En dépit de ces mesures, la dé-  
pendance en protéines pourrait  
s'aggraver et atteindre 85 % en  
1982, au rythme actuel de déve-  
loppement de la consommation.  
C'est pourquoi le ministre de  
l'agriculture, M. Pierre Méhaigne-  
rie, a demandé d'une part à la  
direction de la production et des  
échanges, de réfléchir à ce pro-  
blème.

Rappelons que M. Poly, direc-  
teur scientifique de l'INRA, a proposé  
de diminuer la consommation de  
tourteaux importés de 30 % d'ici  
1981 puis de 50 % en  
1985 grâce à « une politique tri-  
dentaire volontariste » qui permet-  
trait de remplacer le modèle ali-  
mentaire américain basé sur le  
couple « maïs-soja » par une  
filière nationale « céréales-pro-  
tées ». Dans ce but, M. Poly  
envisage la création d'une agence  
des économies de protéines — sur  
le modèle de l'agence des écono-  
mies d'énergie — qui aurait pour  
objectif de plafonner le volume  
des importations, d'éviter les gas-  
pillages, de contrôler l'emploi des  
protéines et de proposer des tech-  
nologues nouvelles.

Le directeur de la production  
et des échanges, M. Aubergier,  
estime de son côté que « dans le  
cadre des contraintes écono-  
miques actuelles la France serait

capable [de ramener son déficit]  
de 80 % en 1977 à 75 % en 1982 ».

M. Aubergier table pour cela sur  
un développement de la produc-  
tion nationale de luzerne  
(+ 33 000 tonnes d'équivalent  
tourteaux de soja), de colza  
(+ 35 000 tonnes), de  
colza (+ 75 000 tonnes) ainsi que  
sur des actions d'économie : dans  
l'alimentation des ruminants  
(215 000 tonnes économisées grâce  
à l'usage d'avoine non protéique  
au tonnage des tourteaux et à  
l'ensilage de l'herbe) et dans les  
rations des porcs et des volailles  
(105 000 tonnes, grâce à l'emploi  
de l'ysine de bactéries et de  
déchets d'abattoirs) auxquelles  
viendraient s'ajouter un contrôle  
de la qualité des matières pre-  
mières (100 000 tonnes de pro-  
tées économiques) et une amé-  
lioration sanitaire et génétique  
du cheptel (50 000 tonnes écono-  
misées).

« L'ensemble de ces suggestions »,  
a précisé M. Aubergier, conduirait  
à la part de l'Etat à un effort  
financier supplémentaire de  
110 millions de francs jusqu'en  
1982. « Le directeur de la produc-  
tion a émis l'hypothèse d'un effort  
économique d'assurer 47 % de  
l'approvisionnement national. Il  
en trait ainsi par exemple : si  
une réglementation communau-  
taire réellement incitative pouvait  
être mise en place ».

D'ores et déjà, ces projets ont  
provoqué des réactions chez les  
fabricants d'aliments du bétail —  
gros importateurs de soja — qui  
jugent le premier « contraignant »  
et le second « réaliste ». C'est dire  
que le lobby du soja n'est pas  
resté insensible au fait que la  
France cherche à réduire sensi-  
blement sa dépendance en pro-  
tées et qu'en outre deux « plans »,  
il choisit le moindre. Dans le  
même temps, les Etats-Unis, qui  
ont la haute main sur le marché  
mondial, ont pris l'affaire au  
sérieux : cent cinquante cher-  
cheurs viennent d'être affectés  
spécialement à la sélection de  
nouvelles variétés « plus perfor-  
mantes » de soja.

ALAIN GIRAUDD.

Les rencontres à la Fnac

Un dialogue ouvert à tous  
sur tous les problèmes d'aujourd'hui

Faire vivre les villes  
pour faire vivre les hommes

Un débat sur une nouvelle façon de penser la  
ville. Et qui est suggéré par la sortie du dernier  
numéro de la revue Traverses, dont le surtitre est  
« Ville panique »

...avec Anne Cauquelin (« La ville, la nuit », aux  
Presses Universitaires de France), Maurice  
Cayron (directeur général de l'Agora d'Evry-  
Ville nouvelle), Michel de Certeau (philosophe),  
« L'écriture de l'histoire », édité chez Gallimard),  
Olivier Querouil (collaborateur de la revue  
Traverses), « Les territoires de la mort », aux  
éditions du Centurion... Animation par Pascal  
Dupont.

Jeudi 5 janvier, de 18 h à 19 h 30

La plaisance  
pratiquée en famille

Avant le Salon nautique et à partir du livre de  
François Cazenave et Olivier Pérétié : « Les  
enfants à bord » (France-Empire)

...avec les auteurs François Cazenave (journaliste  
au Nouvel Economiste) et Olivier Pérétié (jour-  
naliste à la Vie française). Et avec Jean-Paul  
Aymon (« Encore heureux qu'il ait fait beau »,  
aux Editions maritimes et d'outre-mer), Gilles  
Le Band (directeur des chantiers navals Kelt-  
marine), Olivier Stern-Veyrin (médecin et navi-  
gateur), « Navigation en haute-mer », édité chez  
Arthaud... Animation par Jean-Louis Guille-  
mard (rédacteur en chef de Voiles et voiliers).

Vendredi 6 janvier, de 18 h à 19 h 30

A l'auditorium de Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6<sup>e</sup> (parking au 153 bis)  
Photo, cinéma, radio, tv, disques, vidéo, hi-fi. Et tous les livres 20% moins chers  
(de 10 h à 20 h, du mardi au samedi; jusqu'à 22 h le mercredi)



فَكَذَّبَ مِنْ الْأَصْلِ



# TRANSPORTS

## RÉVOLUTION SUR LES ROUTES ANGLAISES

### Le kilomètre franchit la Manche

De notre correspondant

Londres. — M. Rodgers, ministre des transports, confirmera prochainement aux Communes l'intention du gouvernement de procéder à la « métrication » routière, c'est-à-dire de mesurer désormais les vitesses et les distances en kilomètres et non plus en miles. Néanmoins, la décision n'interviendra qu'à l'issue d'une longue consultation avec les administrations et les autorités intéressées, ainsi qu'avec les organisations et clubs représentant les divers usagers de la route.

Aucune date limite n'a été fixée pour la mise en application des mesures qui seront soumises prochainement en 1978 pour approbation à la Communauté européenne, mais, compte tenu du délai nécessaire à l'élaboration d'une législation et à son approbation par les Communes, les milieux officiels prévoient que le changement prendra environ cinq ans. En d'autres termes, la conversion en kilomètres, dont le coût est globalement évalué à 10 millions de livres, ne sera totalement accomplie qu'à la fin de 1984 ou en 1985.

Ce passage au système métrique ne soulera pas de difficultés majeures pour ce qui concerne l'équipement des automobiles, puisque les compteurs des nouvelles voitures indiquent les vitesses à la fois en miles (mph) et en kilomètres (kph). Pour les modèles plus anciens, un voyant sera tout simplement collé sur le compteur.

Les capacités de mesurement déjà en unités métriques : l'étude de moteur est maintenant vendue en litres : il est légal de vendre l'essence au litre, encore que la plupart des stations continuent de la distribuer au gallon. D'autre part, à partir du mois prochain, la pression des pneus sera mesurée, non plus en livres par pouce carré (lps), mais en bars.

Mais la conversion des vitesses limite et l'adaptation de la signalisation routière posent des problèmes plus délicats. Dans les agglomérations, la vitesse limite de 30 mph, soit 48 kph, sera fixée à 50 kph ; celle de 40 mph imposée sur certaines routes sera « arrondie » à 65 kph (au lieu de 64), et celle de 60 mph, en vigueur sur les grandes routes, sera établie à 100 kph au lieu de 96 kph.

Pour ce qui concerne les autoroutes, le ministre de l'Énergie n'est pas d'accord avec les clubs automobiles, qui souhaitent que la vitesse limite, actuellement de 70 mph — soit 112 kph, — soit relevée à 120 kph. Pour des raisons financières — économiser le carburant — le ministre insiste pour que la vitesse limite sur les autoroutes soit fixée à 110 km/h, ou même 100 km/h.

Le changement de la signalisation, qui concerne environ deux cent quatre-vingt mille panneaux, pose des problèmes d'ordre financier. Les panneaux indicateurs des vitesses limites seront changés simplement en fixant un voyant en plastique montrant la vitesse en kilomètres. L'opération sur les autoroutes et les routes nationales sera prise en charge par le ministère des transports. Les changements des panneaux de signalisation concernent aussi bien les vitesses limites que les distances entre les agglomérations seront à la charge des autorités locales.

#### Conduite à gauche

Consentant que ces modifications ne seront pas populaires, le gouvernement n'a pas voulu précipiter les choses. Il a pris soin d'indiquer que la conversion au kilomètre aura lieu progressivement, après consultation de toutes les organisations intéressées. Les premières réactions des journaux révèlent les réserves, et parfois même l'hostilité, du public à l'égard de décisions inspirées — « dictées », disent certains — par les « eurocrates » de Bruxelles.

Le Times, soulignant que le public est attaché à ses unités de mesure, estime que le plus grand avantage du changement sera simplement « de diminuer les difficultés des systèmes étrangers ». Dans le Daily Mail, l'écrivain Auberon Waugh, estime qu'il s'agit d'une « pure folie... qui créera du ressentiment contre l'idée européenne ». Le Daily Express déplore l'abandon du mille après celui de la livre, de l'acre et de la « tou » anglaise, et il conclut lugubrement : « Le pire est encore à venir ».

À en juger par ces réactions, il semble impossible que les Britanniques puissent, un jour, abandonner la conduite à gauche : d'une part, pour des raisons financières, étant donné le coût élevé de la modification du profil des routes, mais plus encore peut-être pour des raisons psychologiques. L'abandon de la conduite à gauche serait ressenti comme une capitulation et une atteinte à l'indépendance nationale.

HENRI PIERRE.

### CONCORDE : QUARANTE-QUATRE MILLE PASSAGERS EN 1977

Les quatre Concorde d'Air France ont transporté, en 1977, quelque 43 900 passagers à destination ou en provenance de Rio-de-Janeiro, Caracas, Washington et New-York. Le coefficient de remplissage global s'élève pour l'année à 50,38 % : 62,5 % sur Rio et 64,9 % sur New-York.

Les avions supersoniques ont été nettement mieux remplis au départ de Paris (59,5 %) qu'à destination de Paris (45,9 %). Le vol vers Caracas reste le moins utilisé avec un taux d'occupan-

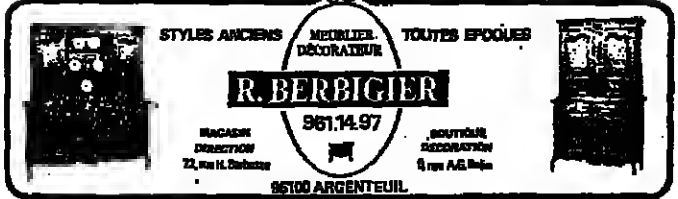
tion moyen de 38,5 % à l'aller et de 46,2 % au retour.

De son côté, British Airways a décidé d'assurer, à partir de cette semaine, six vols hebdomadaires en Concorde sur la ligne Londres-New-York. La compagnie britannique avait commencé d'exploiter cette liaison, le 22 novembre dernier, à raison de deux fréquences hebdomadaires, qu'un mois de décembre elle avait porté à quatre. Depuis le début de sa mise en service entre Londres et New-York, le coefficient de remplissage de l'avion supersonique a dépassé 90 %.

● **Tarifs préférentiels vers la Réunion.** Le nombre des tarifs préférentiels et l'importance des réductions consenties entre la métropole et la Réunion font que, en pratique, les tarifs de base n'ont plus qu'une simple valeur de référence », indique M. Fernand Icart, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, dans une réponse écrite parue au Journal officiel du 31 décembre. 83 % des passagers transportés par Air France en 1976 sur cette ligne ont bénéficié de réductions de 40 % à 60 % par rapport aux tarifs de base. Le nombre de ces passagers devrait franchir, en 1978, le seuil des cent mille, précise le

ministre, ce qui semble indiquer qu'« la grille tarifaire actuelle est relativement bien adaptée aux usagers de cette relation ».

● **Les aéroports de la région parisienne : + 8 % en 1977.** Les aéroports de la région parisienne ont été empruntés par 23 millions de passagers en 1977, soit une progression de 8 % par rapport à l'année précédente. Le nombre des mouvements d'avions (379 000 environ) ne s'est accru que de 1,4 %, mais des appareils de plus forte capacité ont été mis en service. Le trafic de fret a augmenté de 11,2 % (455 000 tonnes).



**680.85.80**  
**Appelez et gagnez**  
**+ 20 %**  
**sur un drap-housse**

(80 cm x 190 cm)

21.50 F au lieu de 28 F  
(prix catalogue hiver)  
pour un drap-housse coton blanc.

**La Redoute**

Plus de 1000 prix en baisse  
dans le Catalogue de Blanc 78.

#### (PUBLILOCITE)

**LEMBAKA LETRIK NEGARA TANAH MELAYU**

CONSEIL NATIONAL DE L'ELECTRICITE DES ETATS DE MALAISIE

Développement du transport de 375 kV de Kuala Lumpur (Nord) à Kampong Awah et Penang.

CONTRATS 375/1 ET 2 (Mécanismes de Commutation)

CONTRATS 375/3 (Transformateurs)

Il est fait appel à des offres pour la fourniture, l'installation et la mise en marche des mécanismes de commutation et transformateurs, brièvement décrits ci-après, à installer dans les Etats de Malaisie.

Contrat 1. — Mécanismes de Commutation 375 et 132 kV.

Contrat 2. — Tête de Ligne A : 18 unités de Mécanismes de Commutation de 11 kV, type intérieur, en cages métalliques.

Contrat 3. — Tête de Ligne B : 18 unités de Mécanismes de Commutation de 11 kV, type intérieur, en cages métalliques.

Contrat 4. — Tête de Ligne A : 7 Auto-Transformateurs 375/132 kV de 120 MVA.

Contrat 5. — Tête de Ligne B : 5 Transformateurs 132/33 kV de 45 MVA ; 4 Transformateurs 33/11 kV de 15 MVA ; 5 Transformateurs 33 kV/415 V avec mise à la terre neutre.

Dans le cas des contrats 2 et 4, les soumissionnaires peuvent présenter des offres pour l'un des Têtes de Ligne ou pour les deux. Les soumissionnaires seront invités à offrir des conditions de crédit pour les dépenses en devises étrangères, remplissant éventuellement le crédit-acheteur.

Une brève description de l'importance des travaux et des conditions standards qui y sont attachées peut être obtenue en s'adressant à :

- (1) Preece Chiew and Rider, Preece House, 105-107 Preston Road, Brighton BN1 6AP, Sussex (Angleterre).
- (2) PCB dan Rakan Baku, P.O. Box 11, 622, Wisma Damansara, Damansara Heights, Kuala Lumpur, Malaysia.

Les demandes doivent être la référence LEM/375/1, 2 et 4. Les documents d'appel d'offres pour chaque contrat pourront être obtenus auprès du Bureau de Brighton de Preece Chiew and Rider à partir du 1<sup>er</sup> février 1978 et un dossier composé de trois documents sera adressé par la firme précitée dès réception d'un chèque de 30 livres sterling à son ordre pour l'un quelconque des contrats. Cette somme ne sera pas remboursée.

Cette émission ayant été souscrite, cet avis ne paraît qu'à titre d'information.

#### Emission Nouvelle

**\$50.000.000**

### Société Nationale des Chemins de fer Français



Obligations 9% garanties venant à échéance le 1<sup>er</sup> Décembre 1992

Paiement du principal, des primes de remboursement s'il y a lieu et des intérêts garantis inconditionnellement par

### La République Française

Lehman Brothers Kuhn Loeb  
Incorporated

Warburg Paribas Becker  
Incorporated

- |   |   |  |
|---|---|--|
| The First Boston Corporation                          | Goldman, Sachs & Co.                        | Lazard Frères & Co.                              |
| Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith<br>Incorporated | Banque Nationale de Paris                   | Salomon Brothers                                 |
| Bache Halsey Stuart Shields<br>Incorporated           | Dillon, Read & Co. Inc.                     | Blyth Eastman Dillon & Co.<br>Incorporated       |
| Caisse des Dépôts et Consignations                    | Drexel Burnham Lambert<br>Incorporated      | Hornblower, Weeks, Noyes & Trask<br>Incorporated |
| EuroPartners Securities Corporation                   | Kidder, Peabody & Co.<br>Incorporated       | Loeb Rhoades & Co. Inc.                          |
| E. F. Hutton & Company Inc.                           | Reynolds Securities Inc.                    | Smith Barney, Harris Upham & Co.<br>Incorporated |
| Paine, Webber, Jackson & Curtis<br>Incorporated       | UBS-DB Corporation                          | Wertheim & Co., Inc.                             |
| SoGen-Swiss International Corporation                 | White, Weld & Co.<br>Incorporated           | Dean Witter & Co.<br>Incorporated                |
| White, Weld & Co.                                     | Arnhold and S. Bleichroeder, Inc.           | Bear, Stearns & Co.<br>Incorporated              |
| L. F. Rothschild, Unterberg, Towbin                   | Shearson Hayden Stone Inc.                  | Weeden & Co.<br>Incorporated                     |
| The Bank of Bermuda<br>Limited                        | Banque Française du Commerce Extérieur      |  |
| Banque de Neufilze, Schlumberger, Mallet              | Daiwa Securities America Inc.               | Robert Fleming<br>Incorporated                   |
| Kredietbank S.A. Luxembourgeoise                      | New Court Securities Corporation            |  |
| The Nikko Securities Co.<br>International, Inc.       | Sal. Oppenheim jr. & Cie.                   | Scandinavian Securities Corporation              |
| Suez American Corporation                             | Vereins- und Westbank<br>Aktiengesellschaft | J. Vontobel & Co.                                |
| Euromobiliare S.p.A.                                  | Lepercq, de Neufilze & Co.<br>Incorporated  |  |

4 janvier 1978

**680.85.80**  
**Appelez et gagnez**  
**41 F**

157 F au lieu de 198 F  
(prix catalogue hiver)  
pour un drap 2 personnes + drap-housse  
+ 2 taies pur coton (7 couleurs.)

**La Redoute**

Plus de 1000 prix en baisse  
dans le Catalogue de Blanc 78.



## SOCIAL

### A L'E.G.F.

- Augmentation des salaires de 2%
- Nouvelles actions revendicatives C.G.T.-C.F.D.T.

Les dirigeants syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. de l'E.G.F. devaient faire connaître, dans la soirée de mercredi 4 janvier, les modalités de leur proposition de nouvelles discussions de salaires. Les deux fédérations étaient convenues de ce rendez-vous à l'issue de la série de débats et des interminables qu'elles avaient organisés entre le 1<sup>er</sup> et le 16 décembre.

Par ailleurs, l'ensemble des fédérations doivent se réunir le 5 janvier pour valider l'augmentation de 2 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier dont le principe a été arrêté fin décembre par la direction et les syndicats signataires de l'accord salarial pour 1977. Ces 2 % se composent de 1 % au titre de 1977, en attendant l'apurement définitif des comptes de l'exercice qui vient de s'achever et d'autre part, de 1 % au titre de l'évolution des salaires pour 1978.

Une autre mesure majeure le salaire de base de 15 %, sans augmentation cependant la rémunération du personnel. Il s'agit en effet de l'intégration d'une fraction de la prime de productivité dans le salaire, ce qui a pour résultat d'augmenter proportionnellement un des éléments de calcul des retraites. La formulation de ces diverses mesures ne semble pas encore définitive.

Ces majorations du traitement sont peu susceptibles de désarmer la C.G.T. et la C.F.D.T. Du moins ne le croient-elles pas, car les syndicats signataires ont pu tirer de l'accord salarial.

Pour sa part, M. Cambus, délégué général de l'UNCM (Union nationale cadres et maîtrise), attire les conclusions qu'il en tire (1) : « Pour un ouvrier débutant, le salaire brut annuel a progressé en un an de 3 000 francs ; pour un technicien supérieur débutant, de 4 200 francs ; pour un cadre débutant, de 5 900 francs. »

Dans la perspective d'une hausse des prix de 9,5 % en

**EST FACILE**  
**DES JEUDI**  
**VOUS**  
**POUVEZ**  
**JOUER AU**  
**LOTO**

Notices à votre disposition chez les dépositaires

moindre, il est évident que notre politique de concertation apporte aux cent vingt-sept mille salariés d'E.G.F.-G.D.F. une amélioration de leur pouvoir d'achat au moins égale à 0,7 %, avec un effort plus particulier pour les salariés les plus bas.

En face de ce succès, les partisans de la politique du pire, de la grève à outrance, n'ont rien obtenu, mais — et de ne s'en vanter pas ! — ont fait perdre aux quelque cinquante mille agents qui les ont soutenus des journées de travail, ce qui a coûté à la direction de 50 francs pour les jeunes ouvriers à plus de 1 000 francs pour les cadres.

### INITIATIVE INTÉRESSANTE EN MATIÈRE D'ASSURANCE-CHOMAGE

Une initiative intéressante en matière d'assurance-chômage vient d'être prise par le Crédit industriel et gasier (C.I.G.), appartenant au groupe Thomson-Brandt et spécialisé dans les prêts à l'achat de matériel électroménager. Cet établissement propose aux emprunteurs de contracter une assurance qui prendra en charge leurs mensualités de remboursement en cas de chômage. Le coût de la prime s'élève à un peu moins de 1 % du montant de crédit, avec des tranches dégressives, de sorte que la prime atteigne environ 20 francs pour un crédit de 2 500 F sur une durée de quatorze mois.

Cette assurance, offerte en option, s'ajoute à une assurance « arrêt de travail-décès », qui est contractée par 85 % environ des emprunteurs à un taux moyen de 1 %. A titre d'information, rappelons que, pour un taux de

base de 18,80 %, le coût final d'un crédit à la consommation s'établit aux environs de 21 % pour une durée supérieure à douze mois, et à davantage si la durée est inférieure, en raison des frais de dossier. La nouvelle assurance prendra en charge les échéances pendant douze mois avec une franchise de deux mois.

Cette initiative, la seule en son genre à l'heure actuelle, mais qui sera sans doute imitée dans les deux ans qui viennent, est destinée à donner toute sécurité aux emprunteurs qui pourraient éventuellement se trouver privés d'emploi. Parallèlement, les établissements de crédit à la consommation ont relevé très peu de défaillances parmi leurs emprunteurs pour cause de chômage, bien qu'il ne soit pas toujours facile de faire le départ entre les causes réelles de défaut de paiement.

## SANTÉ

### SÉCURITÉ SOCIALE

#### Augmentation des prix de la visite médicale et de la journée d'hospitalisation privée

Une partie des honoraires médicaux est augmentée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978, en application d'un accord entre les caisses d'assurance-maladie et les syndicats médicaux (de l'Ordre des médecins de 2 août 1977). Le prix de la consultation reste inchangé (34 F pour l'omnipraticien, 51 F pour le spécialiste) mais celui de la visite passe de 47 F à 49 F pour les omnipraticiens, de 64 F à 66 F pour les spécialistes, de 94 F à 97 F pour les neuro-psychiatres. Le forfait d'accouchement est également majoré : 500 F au lieu de 475 F.

Les pouvoirs publics viennent de faire connaître le pourcentage de hausse qu'ils accordent, pour 1978, aux établissements d'hospi-

talisation privés : 9,30 %, applicable au 1<sup>er</sup> février 1978. « Pour tenir compte de la situation d'urgence des différents secteurs de l'hospitalisation privée », précise le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale dans un communiqué, « le prix de journée pourrait être outre majoré de 6,50 F pour maternité, 6 F pour la médecine la chirurgie et la psychiatrie, de 3 F pour les maisons de convalescence. D'autre part, les forfaits de salle d'opération sont majorés de 3 %, ceux de salle de travail (en province seulement) de 10 % de 20 %. La procédure de dérogation, enfin, sera assouplie.

La Fédération des établissements d'hospitalisation privés, majoritaire dans la profession, qui demandait, rappelons-le, une majoration de 15,50 %, estime que « les trasseries auront duré pas qu'un bout » mais que « c'est grâce à son action que cette majoration dépassera (au total) les 12 % pour le plus grand nombre des établissements ».

A l'Unio hospitalière privés on estime que « le gouvernement vient de montrer, pour la première fois depuis longtemps, qu'il attachait de l'importance à la survie du secteur hospitalier privé et au maintien de sa coexistence avec les hôpitaux publics ».

Rappelons enfin qu'aux termes d'un arrêté paru au Journal officiel du mardi 3 janvier, les diagnostics préventifs seront désormais l'objet d'un classement (médecine, chirurgie, maternité, psychiatrie, repos-convalescence), ce qui permettra, d'ici deux ans, d'appliquer la tarification sur la qualité des services rendus.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**SCREC**  
emprunt convertible  
**9,75%**  
DE F 60 MILLIONS  
émission de 480 000 obligations de F 125 nominal convertibles en actions.

- Prix d'émission : le pair soit F 125 par obligation.
- Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1978.
- Intérêt annuel : 9,75 % soit F 12,19 par titre, payable la 1<sup>re</sup> janvier de chaque année.
- Durée : 10 ans.
- Taux de rendement actuariel brut en cas de non-conversion : **11,27%**
- Amortissement : Les obligations non converties seront amortissables en 7 ans maximum, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981 : — soit eu moyen de tirages au sort annuels, par remboursement à des prix variant de F 135 à F 158 selon la date de remboursement ; — soit par rachat en Bourse.
- Convertibilité en actions : — délai de conversion : à tout moment, au gré des porteurs à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1978 ; — report de conversion : UNE action de F 50 nominal pour UNE obligation. En cas d'opération sur le capital, ce rapport sera ajusté pour maintenir les droits des obligataires.
- Droit de priorité des actionnaires : la souscription sera, entre le 3 et le 20 janvier inclus, réservée par priorité aux actionnaires à raison de 3 obligations pour 10 actions possédées.
- Souscription des obligations : Les souscriptions auront lieu à partir du 3 janvier 1978 aux guichets des Etablissements suivants : CREDIT DU NORD, BANQUE NATIONALE DE PARIS, CREDIT LYONNAIS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, BANQUE DE PARIS, CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE, BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE, EXTERIOR.

Une Note d'information qui a reçu le Visa N° 77-478 en date du 13 décembre 1977 de la Commission des Opérations de Bourse est mise à la disposition du Public.

### Océanic

#### Succès de l'O.P.A.

L'offre publique d'achat lancée le 15 novembre 1977 par le Crédit Industriel et Gasier, pour le compte de l'International Telephone and Telegraph Corporation, sur les actions Océanic a rencontré un vif

succès puisque 138 714 titres ont été présentés. La participation du groupe I.T.T. se trouve ainsi portée de 67,04 % à 68,18 % du capital d'Océanic.

**BIS S.A.**  
Centrale internationale des services

BIS S.A. vient de prendre une participation de 25 % dans le capital de la Société commerciale de recouvrement litigieux et d'informations économiques (S.C.R.I.E.) dont le siège social est à Lyon : 17, rue de la République.

Créée en 1969, S.C.R.I.E. France S.A. est spécialisée dans la prévention et le traitement des impayés à travers deux grands secteurs d'activités : les informations économiques, le recouvrement des impayés. S.C.R.I.E. a réalisé en 1976 un chiffre d'affaires de 56 millions de francs H.T.

BIS S.A. qui contrôle BIS France, première entreprise française de travail temporaire et qui en 1976 avait pris une participation majoritaire chez Pigier S.A., première entreprise française d'enseignement privé, dirige encore la gamme des services rendus à l'entreprise en faisant l'acquisition de la majorité absolue de la première entreprise française d'informations économiques et de recouvrement des créances.

BIS S.A. poursuit sa politique de diversification annoncée dès 1973 et dans le même temps renforce sa position de société holding.

**CARREFOUR**  
Chiffre d'affaires 1977 : **+ 20 %**

Le chiffre d'affaires de la Société Carrefour et des magasins qu'elle contrôle à plus de 50 % s'est élevé à 8 882 milliards de francs en 1977 contre 7 469 milliards en 1976, soit une progression de 20 %.

En 1977, Carrefour a réalisé les ventes de 1 000 milliards de francs contre 972 milliards l'année précédente (+ 12,5 %).

**SOCIÉTÉ BIC**

Le conseil d'administration de la société BIC, réuni le 20 décembre 1977, usant de l'autorisation qui lui avait été conférée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 mai 1977, a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 80 000 000 de francs, le portant à 180 000 000 de francs et 240 000 000 de francs.

En conséquence, il sera émis 800 000 nouvelles actions attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour trois actions anciennes.

Ces 800 000 actions nouvelles gratuites porteront jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978. Les formalités relatives à l'émission débuteront courant mars 1978.

**La B.N.P. « INTERCONTINENTALE »**  
vient d'ouvrir un bureau de représentation à SANAA (République du Yémen).

Ce bureau a pour mission de promouvoir et de développer les relations commerciales et financières entre la République arabe du Yémen et la France, ainsi qu'avec les pays dans lesquels le groupe de la B.N.P. est présent.

Cette création vient renforcer la présence du groupe B.N.P. au Moyen-Orient. Rappelons que la B.N.P. « I » dispose d'une succursale importante à Beyrouth (Liban) que la B.N.P. a un bureau de représentation également à Beyrouth, une succursale à Manama (Bahreïn) et qu'elle vient de réer au Caire, en association avec la Banque du Caire, la Banque du Caire et de Paris, S.A.E.

Le bureau de représentation de Sanaa est installé à l'adresse suivante : « AL-QU'AA », Boite postale 2147, Téléphone 4668. Telex 375 B.N.P. INT. SANAA.

Son directeur est M. Mohamed Omar Alhabshi.

**ÉTRANGER**

**CHILI**

Le Chili maintiendra le rythme actuel de sa production de cuivre, vient de déclarer le ministre des mines, M. Enrique Valenzuela. Le ministre a indiqué que cette décision avait pour but d'accroître au maximum les réserves de change du Chili afin de payer la dette extérieure du pays, qui dépasse 4 milliards de dollars, selon les chiffres officiels. Le Chili produit annuellement plus de 600 000 tonnes de cuivre (1 million de tonnes en 1975).

On apprend d'autre part que la compagnie américaine Exco v rachetera 87 % du capital d'une mine de cuivre chilienne, la Compania Minera Disputada de la Condes SA. — (A.F.P.)

**JAPON**

Le nombre des chômeurs au Japon s'est élevé en novembre à 1,03 million de personnes, en hausse de trente mille personnes par rapport à octobre, et de soixante mille par rapport à novembre 1976, indique le cabinet du premier ministre.

Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, s'est élevé à 2,2 % de la population active, en données officielles. — (A.F.P.)

**SCOA**

**Emission de 656 000 obligations convertibles de F 90 nominal**

**Prix d'émission: F 90**  
**Taux d'intérêt: 10,25%**  
**Taux de rendement actuariel brut: 11,24%**  
(en cas de non conversion)  
**Durée: jusqu'au 1<sup>er</sup> Octobre 1989**

**Souscription**  
Priorité des actionnaires du 3 au 17 janvier 1978. 1 obligation pour 5 actions (ou moins de 5)  
Souscription du public à partir du 18 janvier 1978.

**Convertibilité en actions**  
au gré des porteurs, à tout moment à partir du 1<sup>er</sup> Octobre 1978 et pour les titres amortis, jusqu'à trois mois après la mise en remboursement.

**Rapport de conversion :**  
1 action pour 1 obligation.

**Caractéristiques des obligations**  
Jouissance : 28 Décembre 1977  
Intérêt : F 9,23 le 1<sup>er</sup> Octobre de chaque année (F 7 : le 1<sup>er</sup> Octobre 1978).  
Amortissement obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> Octobre 1979 en 10 tranches annuelles égales, soit par rachat en Bourse, soit par conversion en actions, soit par remboursement à des prix croissants de F 91,80 à F 107,60.  
Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse à toute époque, par remboursement total à partir du 1<sup>er</sup> Octobre 1979 s'il restait moins de 10 % des obligations émises à amortir.

Notice au BALO du 28 Décembre 1977. La Note d'information diffusée à l'occasion de cette émission (visa de la C.O.B. n° 77-174 du 15 Octobre 1977) peut être obtenue, sans frais au siège de la Société - 31, Quai de Grenelle PARIS 15<sup>e</sup> ainsi qu'aux guichets des Etablissements chargés du placement.

مكتبة من الأصل



## LES MARCHÉS FINANCIERS

**PARIS**  
**3 JANVIER**

## Forte hausse de l'or Baisse des actions

Le jour marqué de la présence de l'un des vaincus de la guerre de 1914-1918, à Paris, a été sans conteste possible, la nouvelle et forte hausse du dollar sur les marchés des métaux, et plus particulièrement du métal précieux. Le dollar a gagné à Paris, le napoléon français, à son plus haut niveau depuis août 1975, cotant 259,80 francs après 259,90 F, cotant 254,50 francs la veille du week-end. De ce fait, le dollar a progressé de 350 F, atteignant 259,80 francs, 259,95 F. Parallèlement, l'or s'est accablé, le volume des transactions passant de 6,62 milliard de francs à 11,30 milliards de francs. L'or s'est donc apprécié de 17,50 francs, passant de 17,50 francs à 17,675 francs. La hausse du 7 1/2 % sur le cours de nouveau battu, tous ses cours et naturellement des métaux.

actions à jouir, prestes d'être  
 guillottes, et d'ailleurs, n'ayant  
 aucune attache, on les pose  
 charges, tant les ordres ont-ils  
 défaut. Les cours se sont repus  
 sur un large front, une bal-  
 le sur deux enregistrant une ba-  
 isse ou très supérieure à l'ac-  
 tuelle des titres comme Saci,  
 École et Alpi ont accusé  
 pertes s'échelonnant de 8 % à 15.  
 Aucun compartiment n'a  
 échappé au mouvement de ba-  
 isse, plus durement touchés et  
 palés, sont les matériels de  
 frégate et le bâtiment. En re-

de 0,8 % à l'ouverture, l'indice de  
leur instantané a terminé sa  
séance en recul de 1,4 %.

Les tensions monétaires se  
certaines en attendant la For-  
gine de cet allongement des  
la signification demeure pour-  
très limitée eu égard à l'extrême  
faiblesse des ajouts. « Plus  
date des élections législatives  
rapprochers, plus il en sera  
attenu », confiait un profession-  
nel, « mais il est évident que  
l'impact sera négatif sur les re-  
cours selon les secteurs », pré-  
sident de la République s'oppo-  
seront à détourner le projet  
lization sur les plus-values bon-  
sières n'ont rien arrangé.

BOURSE DE PA			
VALEURS	% du nom.	% du coupon	Y
3 % .....	35	8 781	FREN
5 % 1930-1935	50	8 988	FRAN
5 % 1935-1940	41	8 816	GRN
5 % amort. 49-54	65	1 082	PAI
4 1/4 % 1930...	102	2 381	FRAN
4 1/4-4 3/4 % 62	21	726	U.S.A.
Emp. m. EG 5182	106	1 422	AFRIC
Emp. m. EG 5185	104	50	Ramp
Emp. m. EG 5187	98	3 562	Ramp
Emp. m. EG 1937	353	6	U.S.A.
Emp. 5,00 % 77	108	6 354	(E) B
E.O.F. 8 1/2 1930...	4	0 076	FRAN
... 5 % 1930	...	4 411	Carth

VALEURS	valeur précéd.	valeur cours	Cote Crédit Général
E.D.F. parts 1958	...	504	(M.)
E.D.F. parts 1958	...	484 50	Flacoh
Ed. France 1 %	148	149	Flacoh
Amelio I.S.A.R.S.	...	497	Flacoh
Amelio (Vie)	...	282	Flacoh
A.S.F. (Soc. Cont.)	578	569	Hydr.
Ass. Gr. Paris-Vie	1950	1430	Imm.
Concerto	222	324	Imm.
Spargus France	258	288	Imm.
Financ. Michels	180	178	Imm.
Fonc. T.I.A.R.D.	55 50	55 50	Lettre

comptes dans le tableau du même  
 des. descripteur sélectif  
 dans les reports. Elles sont corrigées de

**LONDRE**

La reprise amorcée mardi vers la clôture se poursuit mercredi matin sur le marché de Londres, où l'indice des industrielles gagne encore 3,2 points, à 485,8. Progrès des fonds d'Etat, mais tassement des pétroles (Shell, BP). Vive hausse des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE	CHANG.
	8/1	4/1
Beecham	672	670
British Petroleum	342	334
Centronics	116	116
De Beers	385	358
Imperial	351	351
Ho Tung Zinc Corp.	180	190
Shell	525	522
Vickers	675	677
Wm Lann 9 1/2 %	37 1/8	37 1/4
Wm Lann 8 1/2 %	36 3/4	36 3/4
Western Holdings	20 1/2	22 7/8

(\*) En dollars U.S.  
dollar investissement.

sel de crime sur le

## NEW-YORK

**Brusque repli**  
Le New York Stock Exchange rouvert ses portes mardi après trois jours de chômage. Triste début d'année, puisque la première séance s'est soldée par une forte baisse de valeurs industrielles, l'indice D Jones abandonnant 13,43 points pour s'établir à 817,74.

Asses rapide lors des grandes opérations transactionnelles le système de la Bourse de New York a permis de faire passer le volume total atteignant fin 1977 de 10,8 milliards de dollars à 33,56 milliards à la fin de la semaine dernière.

Sur 1,5 les valeurs traitées, 1,68 milliards ont été progressivement vendus, 387 restant inchangés.

Les nouvelles chasses de dollars sur les marchés des changes à compter du principal élément balayé par le Big Board. Mais les opérations de change ont été réduites de moitié, influencées par l'annonce d'une faible progression (10,3 %) des dépenses militaires américaines en 1977 rapporté à celles enregistrées un an plus tôt (-1-1,3 %).

Les plus de 1,5 milliards de dollars ont fait le reste. A noter, au chapitre des opérations de change, l'intervenu pour absorber les dépenses militaires, qui peuvent être considérées comme bénéficiaires, qui peuvent être considérées comme bénéficiaires, qui peuvent être considérées comme bénéficiaires.

Indices. Dow Jones : transports 1,058, consommation 1,058, public 1,058 (-1-2,30).

VALEURS	COURS 30 12	COURS 3/1
---------	----------------	--------------

Alcoa	40 5/8	45 7/8
A.T.T.	62 1/2	62 1/2
Bank of America	22 1/2	26 3/4
Chase Manhattan Bank	20 7/8	26 1/2
De Pont de Nemours	128 5/8	118 1/2
Eastman Kodak	4 1/4	5 1/4
Exxon	40	40
Ford	45 5/8	44 3/4
General Electric	48 3/4	48 3/4
General Motors	42 1/2	42 1/2
Goodyear	17 1/4	17 1/4
I.B.M.	27 1/4	28 3/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
Kearney	4 1/4	23 1/2
Mobil Oil	63 1/2	62 3/4
Pfizer	23 1/2	27 1/2
Petroleum	17 1/2	17 1/2
Texaco	27 5/8	27 1/2
D.J.I. Ind.	71 1/2	71 1/2
U.S. Capital	36 1/2	36 1/2
U.S. Steel	31 1/2	31 1/2
Washington	18 1/8	18 1/8

Xerox..... 45 0 4 45 34

**COURS DU DOLLAR A TOKYO**

	68/12	4/1
1 dollar (en yens) ....	239 15	237

**BOURSE DE PARIS - 3 JANVIER - COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

[illegible]

## COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS Prix	COURS 0/1
Wheat-Ohio (5 1/2) .....	4 785	4 685
Alvengon (100 000) .....	28 520	222 285
Wheat-Can (100 F.) .....	14 280	14 280
Pays-Bas (100 fl.) .....	267 480	205 95
Danzemark (100 Mark) .....	81 628	80 128
Grain (100 Kgr.) .....	106 740	106 535
Wheat (100 Kgr.) .....	91 535	91 535
Souabe-Switzerland (5 1/2) .....	8 875	8 875
Italy (1 000 Gradi) .....	5 403	5 403
Sales (100 Kgr.) .....	235 740	238 335
Arbitrage (100 Kgr.) .....	3	31
Zeug (100 Kgr.) .....	6 520	6 520
Portugal (100 esp.) .....	11 828	11 775
Canada (500 Kgr.) .....	4 351	4 215

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MORUALES ET REVISES		COURS mle	COURS 0/1
De fin (pelle au barro)		25850	26250
Or fin (pelle au barro)		25840	26240
Pièces française (20 fr.)		254 50	258 50
Pièces française (10 fr.)		224 1/2	224 1/2
Pièces suisse (20 fr.)		225 70	241
Union latine (20 fr.)		222 48	225
Suisse		241 50	245
Pièces de 20 dollars		128	134
Pièces de 10 dollars		65 20	65 00
Pièces de 5 dollars		32	
Pièces de 20 pesos		1055	1078
Pièces de 10 florins		232	243 50



UN JOUR  
DANS LE MONDE

2. IDÉES
  - LES GRILLES DU TEMPS : Entretien avec Bernard-Henri Lévy (II).
3. DIPLOMATIE
  - LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS.
  - POINT DE VUE : « Cher monsieur Carter », par Claude Bourdet.
4. AMÉRIQUES
5. EUROPE
  - ESPAGNE : Un livre explosif de Georges Sempere.
6. AFRIQUE
  - Le conflit du Sahara occidental.
6. ASIE
  - Le conflit entre la Cambodge et le Vietnam.
7. POLITIQUE
  - La politique sur le vote des Français du étranger.
  - La majorité précise ses dispositifs électoraux.
8. SOCIÉTÉ
  - La rentrée judiciaire.
8. EDUCATION
  - Les élections au conseil de l'enseignement général et technique.
8. SPORTS
  - FOOTBALL : L'offense de Paris-Saint-Germain.

LE MONDE DES ARTS  
ET DES SPECTACLES

Page 9 à 15

**CULTURE** : Le premier anniversaire du Centre Georges Pompidou.

**CINÉMA** : « Barbare », de Kurosawa.

**PHOTO** : Une rétrospective André Kertész.

**MUSIQUE** : La Belle Hélène, par l'Opéra du Rhin; Martin Saint-Pierre, percussionniste argentin.

## 20. REGIONS

**21 à 24. ÉCONOMIE - SOCIAL**

**LA CRUISE DU TEXTILE** : Dépit de bilan chez Lohr's.

Les applications nouvelles de l'électronique.

**AGRICULTURE** : La réduction de la dépendance aux protéines : deux choix pour la France.

## LIRE ÉGALEMENT

**RADIO-TELEVISION (15)**

Annouche classées (17 à 20) ; Aujourd'hui (16) ; Carot (16) ; Journal officiel (16) ; Météorologie (16) ; Mots croisés (16) ; Route (16).

200 calculatrices  
imprimantes en  
discount Duriez

Toutes les marques, les meilleures, les plus durables, les moins chères : Canon, Triumph, Adler, Texas-Instruments, Olympia, Olivetti, Sharp.

Simple ou non, tanks ou poids plume, électroniques, à mémoire, à partir de 499 F.T.T.A.

Pour bureaux, assurances, banques, comptables, professions libérales, hôtels, commerçants, etc. Duriez vend en magasin et en direct sans représentant. Certaines machines sont suralimentées, d'autres sont supérieures à leur réputation. Surveillez vous dès la vérité sur toutes et rembourse dans huit jours si non satisfait. Quantités limitées, 132, boulevard Saint-Germain.

Machines à écrire, matériel de bureau.

(Publicité)

Logo Unité des Théosophes (cercle libre)

11 bis, rue Kapriel, 75116-PARIS

**LA REINCARNATION**

Dimanche 8 janvier à 17 h. 30 : La réincarnation et l'évolution de l'âme

Vendredi 13 janvier à 20 h. 30 : La philosophie pratique de la réincarnation

**LATREILLE**

LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

**SOLDES ANNUELS**

QUALITÉS IRREPROCHABLES  
PRIX EXCEPTIONNELS

62, R. ST-ANDRÉ-des-ARTS - 6<sup>e</sup>

PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

A B C D E F G

## AU CONSEIL DES MINISTRES

## Un programme écologique pour cinq ans

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, avait présenté au conseil des ministres de ce mercredi 4 janvier le projet de charte de la qualité de la vie que le président de la République lui avait demandé de préparer.

Il s'agit d'une sorte de plan quinquennal qui doit porter le relais du programme de défense de l'environnement que M. Giscard d'Estaing avait proposé lors de la campagne pour les élections présidentielles. On estime à l'Élysée que ce programme a été « intégralement mis en œuvre » et qu'il faut donc aller plus loin.

Le président de la République avait tenu à lui-même lors d'un conseil des ministres en juillet 1977, la mise à l'étude de la charte. Puis, le 13 octobre, il en avait tracé les grandes orientations devant les représentants d'associations qu'il recevait ce jour-là.

Le document qui servira de « charte » pour les prochaines élections indique en premier lieu les objectifs visés : offrir aux Français un cadre de vie plus naturel, un milieu de vie plus fraternel, des rythmes de vie plus sains. La réalisation de ces aspirations devra contribuer, dans l'esprit du président, à « réduire les inégalités écologiques ».

Concrètement, la charte comportera trois séries de dispositions :

● **AMÉLIORER LE CADRE DE VIE** : Un plan pluriannuel sera mis au point pour sauvegarder l'eau, l'air et les espaces naturels. Il sera assorti d'un calendrier de réalisations. Est prévue en particulier la doublement en cinq ans de la superficie des parcs et réserves naturelles.

Dans les villes va être lancé un plan de cinq ans de lutte contre les nuisances : le bruit sera particulièrement combattu par l'insonorisation des logements sociaux. L'augmentation des crédits consacrés aux espaces verts permettra de créer un plus grand nombre de parcs et de jardins. À Paris, par exemple, l'Élysée souhaite que la plus grande partie du terrain des anciens abattoirs de La Villette soit aménagée en parc pour l'agrément des habitants d'alentour.

● **AMÉLIORER LE CADRE DE VIE** : Un plan pluriannuel sera mis au point pour sauvegarder l'eau, l'air et les espaces naturels. Il sera assorti d'un calendrier de réalisations. Est prévue en particulier la doublement en cinq ans de la superficie des parcs et réserves naturelles.

M. GILLARD  
PRÉFET DE VENDÉE

Le conseil des ministres a nommé M. Michel Gillard, sous-préfet de Montmorillon (Vendée), préfet de Vendée, en remplacement de Jean-Baptiste Prot, décédé le 26 décembre 1977.

Né le 4 septembre 1929 à Neuville-lès-Dijon (Côte-d'Or), M. Gillard est, à sa sortie de l'ENA, en 1958, nommé attaché au cabinet du ministre-résident en Algérie. Puis il a occupé successivement les postes de sous-préfet de Florac (1960), secrétaire général de la S.O.C. (Algérie, 1962), directeur de cabinet du préfet du Pas-de-Calais (1963), sous-préfet de Calais (1967), adjoint au secrétaire général de la mission interministérielle pour l'environnement (1972), conseiller technique au cabinet du ministre de l'Équipement (1974), M. Gillard est chevalier de la Légion d'honneur.

crédits de l'État jusqu'ici consacrés à l'extension des rues et à la construction des roades et pédoncules seront réaffectés progressivement réduits et affectés, en partie, aux transports collectifs, aux voies piétonnes et aux pistes cyclables.

● **RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ÉCOLOGIQUES** : En matière de logement, toutes les familles qui le souhaitent auront la possibilité d'être propriétaires de leur maison ou de leur appartement. Les aides à l'achat de logements neufs ou anciens seront accrues.

On va se préoccuper des loisirs, c'est-à-dire des week-ends et des vacances des Français. L'effort portera d'abord sur l'établissement des vacances et sur le tourisme social.

Pour stopper l'hémorragie qui vide les campagnes, les candidats neufs ou anciens seront encouragés à s'installer dans les zones rurales. On favorisera également l'agriculture, l'artisanat, le tourisme. Des ressources minimum de la S.M.C. communal seront garanties aux petites collectivités locales.

● **FAVORISER LA PARTICIPATION** : Selon une volonté constamment réaffirmée par M. Giscard d'Estaing, les associations doivent devenir « un rouage normal de la démocratie ». Il faut qu'elles puissent gérer d'équipements et participer plus activement aux services publics. Pour cela, la charte prévoit que des locaux leur seront fournis, qu'elles seront encouragées à avoir un maximum de permanence et qu'elles pourront plus facilement faire des emprunts.

● **Installation du Conseil national de la protection de la nature** : M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a installé, mardi 3 janvier, le Conseil national de la protection de la nature, chargé de donner des avis sur les conditions d'application de la loi sur la protection de la nature pour ce qui concerne la faune et la flore.

Quatre fonctionnaires des ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur, de la culture et de l'environnement, ont été nommés au sein de ce conseil aux côtés de représentants des « utilisateurs » du milieu naturel : forestiers, agriculteurs, Touring Club, Office national de la chasse, notamment. Sept places sont réservées, parmi les vingt-huit membres du conseil, à des représentants d'associations nationales et régionales de protection de la nature.

MORT DE L'ÉCRIVAIN  
OUEST-ALLEMAND  
FRIEDRICH BEISSNER

Nous apprenons la mort de l'écrivain ouest-allemand Friedrich Beissner, survenue le 29 décembre 1977, à Tübingen.

[Agé de soixante-trois ans, membre de l'Académie de Heidelberg depuis 1972, Beissner était un spécialiste de l'œuvre de Kafka et de Hölderlin. Il avait consacré à l'œuvre de ce dernier une étude en quatre volumes.]

Le numéro du « Monde » daté 4 janvier 1978 a été tiré à 518 375 exemplaires.

A LA CEGOS

A PARTIR DU 15 FÉVRIER

10<sup>e</sup> CYCLE INGÉNIEUR D'AFFAIRESFORMATION - A LA CARTE - EN 6 SESSIONS  
POUR INGÉNIEURS D'ENTREPRISES OU BIENS D'ÉQUIPEMENT.

SERVICES, CONSTRUCTION, ENGINEERING

ET GRANDS VENDEURS DE PRODUITS INDUSTRIELS

- ORGANISATION DES RELATIONS INTERNES ET EXTERNES
- ACTION ET COMPORTEMENTS COMMERCIAUX
- GESTION ET DROIT DE L'AFFAIRE

Responsable : E. FRAISSE - CEGOS - Développ. Comm. - 778-18-40

## SAINT-TROPEZ

Votre résidence principale ou secondaire confortablement aménagée, 1, 2 ou 3 pièces dans les vignes, face à la mer, à Pampelonne.



## LA FERME DE SAINT-AMÉ

Renseignements Charles BERNHOLC, Tél (94) 97 10 57

Agence de Pampelonne - 83350 Ramatuelle

2 aller-retours Paris-Nice remboursés à tout acheteur

Des centrales nucléaires françaises  
pour la Chine ?

Parmi les industriels qui accompagneront M. Barre en Chine du 18 au 26 janvier, deux au moins, les présidents de Framatome (filiale de Crouzet-Leire) et d'Alsthom-Atlantique, MM. Boulin et Loygue, seront particulièrement attentifs. Il devrait, en effet, être posée la question de la construction de centrales nucléaires à Pékin.

Déjà en 1974 les Chinois avaient manifesté leur intérêt pour la filière française grâce à la signature d'un accord de coopération en 1969. Mais cela n'avait pas eu de suite. Ces derniers mois, plusieurs visiteurs de la République populaire ont fait savoir à Paris que dans le cadre de la nouvelle politique économique, la Chine envisageait de lancer un programme nucléaire afin de réserver pour partie pétrole et charbon à l'exportation et en utiliser ainsi les devises nécessaires à son commerce avec l'Occident. « Pour des raisons politiques », Paris et Pékin ont eu, dans la dernière semaine militaire, une attitude analogue d'indépendance à l'égard des deux « Grands ». L'aide extérieure indispensable à la mise en œuvre de ce programme a été demandée à la France. (Mais la firme ouest-allemande K.W.U., filiale de Siemens, a elle aussi été approchée.) Il ne s'agit pas de la Chine qui ne sait ni l'importance ni le rythme de développement du programme nucléaire chinois. Mais la visite de M. Barre à Pékin devrait apporter des précisions sur l'intérêt de ce marché.

L'exportation en Chine de centrales qui sont pour quatre ans encore sous licence Westinghouse nécessitera l'accord de cette société, mais surtout celui du CECOM, comité de coordination chargé de contrôler des exportations stratégiques vers les pays du bloc soviétique, organisme créé en 1960 où se retrouvent des membres de l'Alliance atlantique et le Japon. Autant dire que ces exportations dépendent totalement du bon vouloir des États-Unis.

Malgré tout, le projet paraît-il. La Chine présente en effet un cas particulier pour des Américains soucieux de non-prolifération. Avec une explosion nucléaire les Chinois ont montré leur capacité militaire. Et ils maîtrisent les techniques de l'enrichissement

de l'uranium - ils étudient actuellement à côté des Français, un procédé d'enrichissement au laser - comme celles du retraitement. Et il s'agit simplement de construire des centrales nucléaires pour aider un pays à technologie avancée, mais dont la capacité industrielle est faible. Le CECOM devrait donc donner le feu vert sous réserve de certains critères.

En revanche, la construction d'usines de retraitement (les Chinois n'y ont nullement fait allusion) se heurterait très vraisemblablement à un veto américain.

En fait, il est vraisemblable que les pressions les plus fortes viendront de Moscou. L'U.R.S.S. tirera-t-elle argument de l'excellence de sa coopération avec la France dans le domaine nucléaire (en octobre 1977, celle-ci a été étendue au retraitement des combustibles ainsi qu'aux réacteurs destinés au chauffage) pour tenter d'empêcher que ne se développent ces relations franco-chinoises ?

La commande par la Chine de centrales serait, pourtant, bienvenue pour l'industrie nucléaire française dont les négociations commerciales sont presque inexistantes actuellement. Malgré un accord de principe signé en août 1976 à Séoul par M. Barre, alors ministre du commerce extérieur, sur l'achat par la Corée du Sud de deux réacteurs nucléaires Framatome, depuis quelques jours, la certitude que ce contrat sera confié à Westinghouse. La révision de la politique française sur les exportations d'usines de retraitement et l'annulation, en décembre 1976, de la livraison à Séoul d'une telle usine ont peut-être affecté les relations des deux pays. De surcroît, Allemands et Américains se sont partagés, pour l'heure, le marché espagnol de la proposition du chah d'Iran d'échanger quatre centrales nucléaires contre du pétrole, si elle est actuellement étudiée à Paris, ne suscite pas que de l'enthousiasme. Dans la mesure où le seul marché français ne saurait assurer le plan de charge de Framatome, on comprend sur l'exportation de deux réacteurs par an - on comprend l'attention portée par les industriels français au marché chinois.

BRUNO DETHOMAS.

PAS DE GRÈVE  
A RADIO-FRANCE

Un accord devrait intervenir prochainement à Radio-France sur la réactualisation des conventions collectives : les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont, en effet, décidé de ne pas mettre en application le préavis de grève déposé pour ce mercredi 4 janvier. Les techniciens de la société ont déposé néanmoins un nouveau préavis pour le 8 janvier.

## NOUVELLES BRÈVES

● **Michelin : faible participation** des ouvriers des usines Clermont-Ferrand au meeting qu'organise la C.G.T. ce mercredi matin 4 janvier. Environ deux cents personnes seulement ont participé à cette manifestation, à l'issue de laquelle une délégation s'est rendue à la préfecture. Mardi, des représentants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont été reçus à la direction départementale du travail : celle-ci a indiqué qu'elle interviendra, à nouveau, auprès de la direction Michelin pour obtenir la reprise du dialogue.

● **Pour diffamation envers M. Jean-Marie Le Pen**, président du Front national, la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris a condamné, le 3 janvier, M. Claude Perdiel, directeur du *Matin* de Paris, à 1500 F d'amende et à 5000 F de dommages et intérêts. L'annonce a été faite à l'issue d'un procès-verbal lu par M. Le Pen comme l'organisateur d'une manifestation violente d'extrême droite qui s'était déroulée la veille à l'entrée des forces policières gardant l'agence de l'Aéroflot, établie sur les Champs-Élysées. M. Le Pen a contesté le fait, dont M. Perdiel n'a pu rapporter la preuve.

(Publicité)

LE PLUS HAUT NIVEAU  
DE VOTRE CARRIÈRE

Pour le préparer ou l'assumer, nous vous proposons le plus haut niveau de techniques d'expression et de communication

INSTITUT D'EXPRESSION ORALE

20, av. Trévise, 75002 PARIS

Tél. 778-58-03

Nous recevons volontiers sur rendez-vous, de 10 h. à 21 h.

En chute sur toutes les places

Le dollar ne vaut plus  
que 4,61 francs

## Nouvelle hausse de l'or

Alors que M. Jimmy Carter devait arriver à Paris, la bourse du dollar a pris sur tous les marchés des proportions inquiétantes. À Zurich, à Francfort, tous les records d'hausses ont été battus. Mercredi matin la devise américaine était cotée 2,655 deutschemarks et 1,91 franc suisse. La chute à Zurich a été encore plus rapide qu'à Francfort si bien que la monnaie helvétique se rattachait vis-à-vis de toutes monnaies, y compris de la monnaie allemande.

À Paris, le dollar, qui était coté aux alentours de 4,65 la veille, est tombé à 4,6150 francs. Comme le cours des précédentes phases d'hausses de la devise américaine, on constate que son déclin est plus lent que sur les places des pays à monnaies fortes, si bien qu'exprimées en francs français, le DM et le franc suisse atteignent des niveaux records : 2,42 F et 2,42 F.

Parmi les devises poussées à l'haussure figure désormais en bonne place la livre sterling, qui, 1,5850 dollar, se rapproche du niveau où elle se trouvait (un peu au-dessus de 2 dollars) la veille de la chute du dollar. Depuis que la Banque d'Angleterre laisse la livre librement, c'est-à-dire depuis le 31 octobre dernier, la hausse vis-à-vis du dollar dépasse 10,5 %.

Simultanément, le cours de l'or fait un nouveau bond en avant. À début de la matinée, il était coté Londres 172,62 dollars d'once (31,10 grammes) contre 169,20 dollars mardi après-midi.

En deux jours, le taux d'intérêt court terme sur le dollar a augmenté d'un petit quart de point l'argent un jour le jour vainant, New-York, désormais 7 %. C'est depuis le 25 novembre le taux minimum de la Banque d'Angleterre (à minimum lending rate), mais on pense que celle-ci pourrait vendredi l'abaisser. À Paris, le taux à jour le jour était, mercredi matin à 9 %, soit une baisse de 1/8 % par rapport à la veille. À Zurich, le taux d'intérêt était pratiquement égal à 0 %, mais, paradoxalement le loyer de l'argent est remonté et Allemagne à 3 1/4 % à cause de dispositions anticipatrices prises le 15 décembre dernier, et qui obligent les banques à financer de réserves obligatoires supplémentaires.

Un porte-parole du ministère des finances de la République fédérale d'Allemagne a formellement démenti que le gouvernement fédéral envisage de rétablir le « Bardebot », institué au printemps de 1972 et supprimé deux ans après. Il obligeait les entreprises empruntant à l'étranger à déposer sans rémission une proportion donnée des fonds recueillis auprès de la Bundesbank. Cette disposition avait pour but de décourager l'afflux des capitaux en Allemagne.

Nulle part les banques centrales ne sont intervenues sur le marché. La chute du dollar s'est produite mardi en fin d'après-midi et les cours étaient stables à ce niveau le plus bas dans la matinée de mercredi. Depuis Noël, les commentateurs insistent sur le fait que les transactions ne portent que sur des montants faibles, certains en tirant la conclusion que les mouvements constatés sur les marchés ne sont peut-être pas très significatifs. Mais les mouvements en question se produisent toujours dans le même sens et l'on peut assez facilement retourner l'argument en faisant remarquer qu'un fur et à mesure que le dollar s'affaiblit, le nombre des opérations disposés à prendre de nouveaux risques à la hausse ne peut que diminuer. — P. F.

## UN NUMÉRO SPÉCIAL

DE « DOSSIERS  
ET DOCUMENTS »  
SUR « LE MONDE »

Le Monde a vient d'éditer, sous forme d'un numéro spécial de « Dossiers et Documents », une brochure de trente-six pages consacrée à la description du Journal et de son organisation. Elle contient essentiellement l'analyse du fonctionnement des différents services de la rédaction ; elle traite, au vu de l'historique et des structures de la S.A.R.L. « Le Monde », de la diffusion, de la publicité, de la gestion et de la fabrication.

Cette brochure n'est pas mise en vente dans les kiosques. Elle est disponible, à nos bureaux et par correspondance, pour le prix de 3 francs.

En Italie

UN CADRE DE FIAT  
EST TUÉ DANS UN ATTENTAT

Rome (A.P.P.). — Un cadre de l'usine Fiat de Piedimonte-San-Germano, près de Cassino, à 60 kilomètres de Rome, a été tué le 4 janvier au matin au cours d'un attentat. L'un de ses collègues de travail a été grièvement blessé. Les deux hommes ont été atteints par plusieurs coups de pistolet au moment où ils se précipitaient à rejoindre leur travail en voiture. C'est le premier attentat de l'année en Italie. Les deux victimes étaient d'anciens carabinieri et responsables de la sécurité.

## LA RECHER

Les objets fra

Santé et adaptation

Les microproc

L'inflammat

Les tests cosmo